

L'IMMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS ET LES LOIS FÉDÉRALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 8 Décembre 1908, à 3 heures

PAR

CHARLES SALVY

Président : M. WEISS.

Suffragants { MM. PILLET, *professeur*
 GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *agrégé*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'IMMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS ET LES LOIS FÉDÉRALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 8 Décembre 1908, à 3 heures



PAR

CHARLES SALVY

Président : M. WEISS.

Suffragants { MM. PILLET, *professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *agrégé*

LIBRAIRIE

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'IMMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS ET LES LOIS FÉDÉRALES

INTRODUCTION

L'IMMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS. SES CAUSES

Il est dans l'histoire du monde une loi mystérieuse qui pousse les peuples de l'Orient vers l'Occident. Cette loi, qui a conduit les barbares en Europe, pousse aujourd'hui les peuples de l'Europe vers l'Amérique. Ce mouvement si remarquable, que contredit à peine le faible courant sino-japonais vers l'Est, est « peut-être le plus important de tous les phénomènes sociaux du xix^e siècle » (1). Le courant d'émigration, qui commença, entre 1840 et 1850, à entraîner vers les Etats-Unis tant d'Européens, continue avec plus d'intensité que jamais au début du xx^e siècle. Grâce à cette forte

(1) *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par M. Leroy-Beaulieu, *Econom. français* du 18 mai 1907.

émigration, qui décupla rapidement leur population (1), les Etats-Unis sont devenus une des plus puissantes nations du monde. L'Europe commerçante a constamment les yeux fixés sur eux ; la Bourse de New-York est, avec celles de Paris et de Londres, une des plus importantes du globe, et la baisse de celle-là entraîne la baisse de celles-ci. Nous en avons eu malheureusement des exemples fréquents, et tout récemment encore, lors de la dernière crise américaine (2).

Les premières statistiques de l'immigration aux Etats-Unis datent de 1820. On estime à 250.000 environ, le nombre des immigrants arrivés avant cette date. En 1820 leur nombre s'élève à 8.385, chiffre qui, aujourd'hui a été dépassé en une seule journée à Ellis-Island, la station d'immigration du port de New-York (3). Les immigrations venaient principalement de trois pays : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, et la Suède. Le courant grossit rapidement, mais avec certaines fluctuations. La plus forte année avant la famine de 1847 en Irlande fut l'année 1842, où le total des immigrants atteignit 104.565. En 1849, 297.024 immigrants, dont la plupart étaient des Irlandais, entrèrent aux Etats-Unis ; en 1850, 310.000, et en 1854, 427.833. Puis, survint une crise financière, suivie de la guerre civile. Le nombre

(1) Evaluée au commencement du XIX^e siècle à 5.000.000 d'habitants environ, dont 4 000.000 de blancs, elle s'élève aujourd'hui à 90.000.000 d'habitants.

(2) Cf. *L'immigration aux Etats-Unis et la loi du 20 février 1907*, par M. P. Goulé, *Revue de droit international privé et de droit pénal international*, mars-avril 1908.

(3) Au printemps de 1906, 52.000 immigrants arrivèrent à Ellis-Island, dans l'espace de 3 jours.

des immigrants tomba à 72.183 en 1862. Ce n'est qu'en 1866, quand la guerre de Sécession fut terminée, que le courant d'immigration reprit. En 1872, 404.806 immigrants, et en 1873, 459.803 pénétrèrent aux Etats-Unis. Il y eut un nouveau ralentissement jusqu'en 1880. Mais le total des années 1881 (669.431 immigrants) et 1882 (788.992) ne fut atteint de nouveau qu'en 1903, où pour la première fois le chiffre de 800.000 fut dépassé. En 1905, le total a dépassé un million, chiffre qui s'est maintenu. En 1906 : 1.100.735 et en 1907 : 1.285.349.

Un million par an, tel fut donc pendant 3 ans le nombre des immigrants entrant aux Etats-Unis. Ces immigrants, groupés par nationalités, peuplèrent : les Italiens, une ville de 220.000 habitants environ ; les Austro-Hongrois, Bohémiens, Magyars, Slaves, une ville de 270.000 âmes ; les Juifs, Polonais et autres, une cité de 170.000 habitants. Quant aux autres immigrants, ils fourniraient par villes de 10.000 âmes : 4 villes allemandes, une japonaise, six anglaises, une française... etc. Les illettrés, venant principalement du Sud-Est de l'Europe, atteignent le nombre de 230.000 ; les immigrants sans métier, le nombre de 430.000. Les illettrés seraient en nombre suffisant pour repeupler le Delaware et le Nevada ; et les immigrants sans métier dépasseraient de 30.000 la population du Maine, de 80.000 celle du Colorado, et de plus de 150.000 celle du district de Columbia (1).

(1) Le district de Columbia est le plus petit des Etats-Unis et a pour capitale Washington.

Le courant d'immigration s'est considérablement ralenti depuis un an. Le rapport annuel du commissaire général de l'Immigration n'a pas encore paru, mais des statistiques publiées par les compagnies de navigation, il ressort que 281.665 immigrants seulement sont entrés aux Etats-Unis du 1^{er} janvier 1908 au 25 septembre de la même année contre 4.063.016 pendant la période correspondante de 1907. C'est là le résultat de la crise qu'ont traversée les Etats-Unis. Mais, dans les bureaux des compagnies transatlantiques, on annonce dès maintenant que le nombre des voyageurs est redevenu normal, et que la prochaine saison enverra un nombre formidable d'immigrants en Amérique (1).

Les causes de l'immigration aux Etats-Unis sont variées. En premier lieu, c'est l'ambition naturelle qui pousse le jeune homme, ou même l'homme fait, vers les Etats-Unis. Le mot « *Amérique* » est un mot magique dans toute l'Europe. « *Amérique* » signifie deux choses : *argent* et *liberté*, les deux choses que le paysan européen convoite. La pauvreté le guettant dans son pays, l'Amérique l'attire. M. Robert Watchorn, le commissaire de l'Immigration du port de New-York, a résumé cette idée en disant que « les salaires américains sont le pot de miel qui attire les mouches étrangères ». Et le docteur A. F. Schauffer a dit très justement : « La grande cause de l'immigration est le bien-être que les immigrants espèrent trouver aux Etats-Unis. Ils ne viennent

(1) Cf. sur la crise des Etats-Unis les articles publiés dans l'*Economiste français* par M. Leroy-Beaulieu, en 1907, 1908.

pas aux Etats-Unis parce qu'ils éprouvent de l'affection pour nous ou parce que nous en éprouvons pour eux. Ils viennent parce qu'ils y trouvent leur bien et non parce qu'ils nous sont utiles. » C'est la prospérité des Etats-Unis qui a attiré les immigrants et ceci est démontré très clairement par la relation qu'il y a entre l'activité commerciale et industrielle et le total des immigrants entrés chaque année. Les effets des paniques de 1837, 1843, 1873, 1893, et 1907 apparaissent visiblement quand on considère le nombre des immigrants entrés aux Etats-Unis pendant les années qui ont suivi ces crises. Bien plus, c'est cette prospérité commerciale des Etats-Unis qui a rendu possible la venue de beaucoup de nouveaux immigrants. Des témoignages émis devant « l'*Industrial commission* », « il ressort que 40 à 45 0/0 des émigrants ont eu leur passage payé par des parents ou des amis, qui étaient déjà aux Etats-Unis, et que de 10 à 25 0/0 ont acheté leur billet avec de l'argent de la même provenance » 65 à 70.000 dollars furent envoyés en 1902, dans ce but en Italie. La Poste des Etats-Unis fut donc un merveilleux agent d'émigration en Europe. Les lettres et l'argent envoyés aux parents restés *au pays* ont fait naître des désirs et des rêves qui ont poussé de nouveaux émigrants vers l'Amérique.

Mais ce ne sont pas seulement les lettres et l'argent envoyés qui travaillent en Europe, ce sont les idées américaines elles-mêmes. « L'éloge de l'Amérique, disait, dans un discours récent M. F. Goodschild, est fait par toute personne qui vient en Amérique et y réussit. Sans doute il manque

toujours quelque chose aux immigrants. Les Italiens ne retrouvent pas le ciel bleu de l'Italie et les vignobles de leurs coteaux. Mais comme compensation, ils ont une liberté qu'ils n'ont jamais connue auparavant. Nous tenons nos idées de liberté de la Bible, et des hommes qui ont imposé la Grande Charte au roi Jean, à Runnymède, mais tous les peuples du monde semblent tenir leurs idées de liberté de nous. Les idées américaines travaillent comme un levain (1) ».

La mauvaise situation économique de l'Italie et de la Hongrie est une autre cause de l'immigration aux Etats-Unis. Incapables de trouver chez eux le pain nécessaire à la vie, les paysans italiens et hongrois vont chercher en Amérique un pays plus neuf où ils pourront gagner de quoi vivre. C'est bon signe pour le développement économique de l'Angleterre et de l'Allemagne que l'émigration y ait diminué et les Italiens et les Hongrois ne peuvent jeter plus de discrédit sur leur pays qu'en émigrant en nombre toujours croissant (2).

La situation qui leur était faite en Russie et en Pologne a également poussé beaucoup de Juifs à émigrer. « Pendant ces soixante-dix dernières années, il y avait toujours eu un courant plus ou moins marqué poussant vers l'Occident, en quête d'une terre plus hospitalière, ces misérables parias du

(1) *Baptist home mission monthly*, juillet 1906.

(2) Considéré à ce point de vue, le problème est moins intéressant pour le peuple vers lequel on émigre, que pour les pays d'où viennent les émigrants.

pays russe, victimes d'une haine séculaire, qu'une civilisation naissante n'a pas encore déracinée. A son début cependant, le mouvement a des causes diverses et assez difficiles à définir. Les uns appréhendent l'avenir, fuient devant la tempête ; d'autres sont de vulgaires déserteurs prenant le large pour se soustraire aux obligations militaires ; beaucoup enfin, possédant à un degré plus grand, des qualités d'indépendance et d'initiative, préfèrent abandonner à tout jamais un pays où l'espoir d'améliorer leur sort est un vain rêve et chercher au dehors, pour leur activité, un champ plus vaste et plus productif.

« Les mesures d'exception, visant « le Juif » ont toujours existé en Russie, mais, pendant le règne d'Alexandre II. Leur sévérité s'était de beaucoup adoucie et la condition des Juifs s'était progressivement améliorée. Survient l'attentat de 1881, où le czar trouve une mort tragique. Aussitôt la voix populaire s'en prend aux Juifs de cet assassinat : ce fut comme une étincelle rallumant et attisant dans le cœur des paysans russes une haine vivace que des années de calme avaient forcée à la contrainte. D'un bout à l'autre de l'empire, le peuple se souleva contre ceux qu'il considérait comme responsables de ses souffrances et de sa misère. D'affreux massacres eurent lieu, surtout dans les provinces du Sud et du Sud-Ouest, sous l'œil indifférent des autorités. Le gouvernement semblait plutôt encourager ce mouvement antisémite : il le compléta d'ailleurs peu après par une persécution légale raffinée. L'arsenal des lois anciennes paraissant insuffisant, on s'empessa de forger des armes nou-

velles : ce furent les lois de mai 1881. Leur but était, sous prétexte de ramener le calme, de séparer les Juifs des paysans russes ; on renforçait contre eux les anciens règlements, leur prescrivant d'habiter dans l'une des quinze provinces formant la « région juive », et tous ceux ne pouvant y justifier d'un domicile certain, ou d'une autorisation de s'établir dans une colonie agricole, devaient se rendre dans une ville déterminée et y étaient parqués dans un quartier spécial. Ces mesures inhumaines frappaient surtout les Juifs pauvres. On se fera une idée de leurs résultats quand on saura que, dans les dix-huit mois de leur promulgation, la population juive de la seule ville de Tschernigor passa de 5.000 à 20.000 âmes. Il y eut dans certaines villes une véritable surpopulation : on y poussait de force des gens mourant de faim et n'ayant aucun espoir de sortir de leur misère, puisque tout travail leur était interdit.

« Faut-il s'étonner qu'un pareil état de choses ait occasionné une émigration en masse vers l'Angleterre et l'Amérique, que ces malheureux aient préféré, à la certitude sans issue d'une existence lamentable en Russie, l'inconnu des contrées lointaines ? Les « lois de mai » ont ouvert les écluses, et, depuis cette époque, c'est un fleuve humain qui se précipite au dehors. Les compagnies de navigation n'ont eu qu'à le canaliser ; elles se sont organisées en conséquence et le courant suit maintenant une route régulière, traversant l'Allemagne, et passant par Hambourg, Brème et Anvers, ou partant directement de Libau. Remarquons d'ailleurs que les autorités russes encouragent de tout leur pouvoir cette émi-

gration qui décongestionne dans une certaine mesure les villes si encombrées du district juif. Constatons également que la dernière guerre russo-japonaise a fortement contribué à développer ce mouvement, nombre de jeunes israélites russes se souciant fort peu d'aller voyager en Mandchourie, même aux frais du gouvernement !

« En Pologne, les lois sont moins rigoureuses que celles qui régissent la Russie proprement dite : ainsi les Juifs ont notamment le droit de résider où bon leur semble dans l'intérieur des dix provinces composant l'ancien royaume : ils ne sont pas concentrés dans les villes. L'émigration polonaise n'en est pas moins très abondante, mais elle est due principalement à des raisons économiques que nous ne pouvons examiner ici. L'intransigeance religieuse y sévit d'ailleurs tout autant à l'égard des catholiques et des protestants luthériens (1). »

Telles sont les causes naturelles. Il en est également d'artificielles. Les guerres de tarifs entre les grandes compagnies de navigation ont causé une augmentation considérable du nombre des émigrants désireux de profiter de conditions exceptionnelles de bon marché pour se rendre à New-York. (2)

(1) *Les Indésirables*, par M. Auguste Monnier, docteur en droit, Paris, librairie de la Société du *Recueil*, J. B. Sirey et du *Journal du Palais*, 22, rue Soufflot, 1907.

(2) Une guerre de tarifs éclata en mai 1907. Le prix du voyage en 3^e classe, d'Europe en Amérique, tomba à 50 francs. La guerre continua jusqu'en septembre, époque à laquelle les différentes compagnies se

Les gouvernements européens ont favorisé naguère l'émigration vers les Etats-Unis de leurs repris de justice, de leurs malades, miséreux... C'était un fait fréquent au XIX^e siècle, et, à plusieurs reprises, les Etats-Unis firent entendre aux gouvernements européens qu'ils considéraient comme un acte peu amical de leur part l'envoi de ce rebut dans leur pays. C'était tout profit pour les nations qui favorisaient l'exode de tels émigrants, car, au lieu de leur coûter par an environ 750 francs pour les entretenir, cela leur coûtait à peine 200 francs pour les transporter en Amérique. (1) « L'Europe, disait le sénateur Dillingham, se servait des Etats-Unis comme d'un dépotoir où elle envoyait ses malades, ses indigents, ses fous et ses criminels. » Le fait était devenu habituel à l'Angleterre, à l'Irlande et à la Suisse ; cette pratique ne prit fin que le jour où la loi de 1882, complétée plus tard par celle de 1891, interdit l'entrée des Etats-Unis aux « assisted immigrants ».

D'autres causes accidentelles peuvent favoriser l'immigration ; la création d'une industrie nouvelle, qui réclame des ouvriers particulièrement exercés, ou encore des tarifs protecteurs fermant l'entrée des Etats-Unis à des produits étrangers et forçant les fabricants de ces produits à ouvrir des usines en Amérique (2).

mirent d'accord pour relever leurs prix. (Cf. *Les Indésirables*, par M. Auguste Monnier, p. 52).

(1) Cf. Moore, *Digest of international law*, p. 142 et suiv.

(2) Cf. *Aliens or Americans ?* par M. Howard B. Grose : Introduction.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION

La loi du 20 février 1907

L'accroissement rapide de l'immigration ne pouvait manquer de préoccuper les Etats-Unis ; un pays ne peut pas voir sa population augmenter aussi rapidement sans en éprouver quelque inquiétude. Sans doute, les Etats-Unis pourraient nourrir quatre fois plus d'habitants qu'ils n'en comptent aujourd'hui, mais il faudrait répartir dans les vastes étendues de terrains inoccupés tous ces nouveaux venus. Or, les villes seules semblent attirer les immigrants, et, alors que les Etats de l'Ouest réclament des bras, les immigrants restent pour la plupart à New-York ou dans les cités de l'Est voisines de l'Océan Atlantique.

M. P. Goulé, dans un article récent publié dans la *Revue de Droit international privé et de Droit pénal international*, a fort bien exposé les raisons qui ont amené les Etats-Unis à créer d'abord, à modifier ensuite leur législation sur l'immigration (1) : « Les classes ouvrières se sont émues de la

(1) Cf l'art. de M. P. Goulé, cité plus haut.

concurrence que pouvaient leur faire les nouveaux venus. Dans ce pays où le protectionnisme maintient les salaires à un taux très élevé, les syndicats et les trade-unions ne pouvaient que redouter ces arrivées incessantes d'ouvriers travaillant à meilleur compte. Ils s'indignaient contre les patrons qui, aux époques de grèves ou de crises industrielles, faisaient venir par intermédiaires des étrangers acceptant d'avance n'importe quelle rétribution et déjà dégradés par des conditions de travail avilissantes. Ces malheureux, ayant peu de besoins, vivant sans aucun souci des règles de l'hygiène, tendaient à abaisser le « *Standard of life* ». Tous les efforts des unions ouvrières devaient aboutir à l'élimination de rivaux si nuisibles à leurs intérêts.

« En dehors et à côté de ces revendications populaires, les sociologues ont étudié de près les statistiques : en groupant par nationalité les individus qui se trouvent dans les prisons, les hôpitaux et les asiles d'aliénés ou qui vivent de la charité publique, ils ont découvert une grande proportion d'étrangers, et surtout d'Européens du sud ou de l'ouest. Il en résulte une augmentation considérable de frais pour le gouvernement américain, obligé de multiplier ses fonctionnaires de police et des services de santé. En outre les immigrants, au lieu d'aller dans les Etats de l'ouest et du sud qui ont besoin de main d'œuvre agricole, restent, faute de ressources, dans les places voisines de l'Océan Atlantique, et, lorsqu'ils ont gagné quelque peu d'argent, ils se hâtent de rentrer dans leur pays pour re-

venir à nouveau quand ils n'ont plus rien. Ils composent la majeure partie de la population des quartiers pauvres des grandes villes. Sous l'influence des persécutions politiques et religieuses, des Juifs russes, des Arméniens, des Polonais sont venus avec les Italiens grossir le groupe des illettrés dans des proportions inquiétantes..... Les vrais Américains s'affligent aussi de voir le cosmopolitisme détruire l'unité nationale par la formation d'Etats dans l'Etat, par la reconstitution de nationalités séparées et de religions différentes qui ne se fondent pas dans la masse. Pendant que les premiers colons appartenaient à des pays de régime représentatif et montraient un juste souci de l'intérêt public, les Asiatiques, les Slaves, les Juifs russes n'en ont cure. Devenus citoyens, ils ne songent qu'à leur intérêt personnel immédiat et vendent pour un dollar le vote que certains Etats accordent trop facilement aux étrangers. »

Cette modification de l'immigration nous explique l'évolution correspondante de la législation. Quand l'immigration était très faible, au début du xix^e siècle, les Etats-Unis octroyaient aux immigrants des concessions de terre, comme le fait aujourd'hui le Canada, et ils offraient aux nouveaux venus toute facilité pour se faire naturaliser Américains. Une loi du 4 juillet 1864 alla même jusqu'à permettre aux autorités américaines d'avancer aux travailleurs le prix de leur passage. Mais devant l'exode sans cesse grandissant de l'Europe vers l'Amérique, on comprend aisément que les Etats-Unis se soient montrés plus difficiles. La loi du 3 mars 1875 interdit l'entrée aux Etats-Unis à toute personne sous le coup d'un

condamnation pour crime autre qu'un crime politique et aux femmes destinées à la prostitution, sous peine d'un emprisonnement de 5 ans au plus et d'une amende de 1.000 dollars au maximum. De plus cette loi permettait au receveur des droits du port d'arrivée de faire procéder à l'inspection des bateaux amenant des immigrants quand il le jugeait utile.

La loi de 1875 n'était qu'une loi de police ; ce n'était pas, à proprement parler, une loi sur l'immigration. La première, qu'on puisse vraiment qualifier du nom d'*Immigration Act* est une loi du 3 août 1882. Cette loi établissait un droit de 50 cent. par passager non citoyen américain qui entrerait aux Etats-Unis. L'argent ainsi perçu devait être versé au trésor et constituer un fonds appelé « fonds de l'immigration » et destiné à couvrir les frais du service de l'immigration. Une commission, nommée par le Gouverneur de chaque Etat, était chargée d'examiner les navires à leur arrivée et de signaler au Receveur des droits de douane les condamnés, les fous, les idiots ou les personnes susceptibles de tomber à la charge publique. Ces personnes n'étaient pas autorisées à débarquer et devaient être renvoyées dans leur pays.

Une loi du 26 juillet 1884 décida que la loi du 3 août 1882 n'était pas applicable aux voyageurs rentrant par terre aux Etats-Unis ni aux navires faisant le service entre les ports des Etat-Unis et le Canada ou le Mexique.

Cependant, les associations de travailleurs et les trade-unions réclamaient l'interdiction des contrats de travail qui, en procurant aux patrons une main-d'œuvre à bon marché, faisaient baisser les salaires des ouvriers américains. Les di-

recteurs des grandes entreprises industrielles allaient, en effet, embaucher à l'étranger des ouvriers auxquels ils faisaient contracter des engagements à termes très longs sous promesse de salaires égaux ou supérieurs à ceux qu'ils auraient pu gagner chez eux, mais notablement inférieurs à ceux que gagnaient les ouvriers américains. Une loi du 26 février 1885 donna pleine satisfaction aux travailleurs américains en défendant de favoriser l'immigration des étrangers aux Etats-Unis par des contrats de travail sous peine d'une amende de 1.000 dollars. Toute personne pouvait poursuivre en justice le paiement de cette amende et une action différente pouvait être intentée pour chacun des étrangers ainsi introduit aux Etats-Unis. La loi de 1885 ne faisait exception que pour les acteurs, artistes, chanteurs de profession et conférenciers. Aussi la Cour de circuit des Etats-Unis (district sud de New-York), dans un jugement rendu le 21 mai 1888, décida-t-elle que « les dispositions de la loi du 26 février 1885 qui ont pour but d'empêcher l'immigration des étrangers déjà liés par des contrats de service exécutoires aux Etats-Unis, mais conclus avant leur arrivée, s'appliquaient à une association religieuse qui avait engagé un étranger résidant en Angleterre à venir aux Etats-Unis et à devenir pasteur de son église (1) ».

Le fait pour une association religieuse d'appeler de l'étranger un pasteur pour son église, n'était cependant pas de ceux

(1) Albany, *Law Journal*, vol. XXXIII, p. 428. Cour de circuit des Etats-Unis (district sud de New-York). 21 mai 1888, les Etats-Unis contre le Recteur de l'Eglise de la Sainte-Trinité.

que le législateur de 1885 avait eus en vue. Toutefois, en présence des termes clairs et fort nets de la loi, la cour n'avait pu se refuser à appliquer ses dispositions ; les termes *to perform labor or service* comprenaient ceux qui se livraient à un travail intellectuel, comme ceux qui fournissaient un travail manuel. Et ce qui prouve bien que cette solution s'imposait, c'est que la loi avait pris soin d'excepter de ces dispositions certaines personnes qui s'adonnent à des occupations intellectuelles. La loi du 3 mars 1891 répara l'oubli de la loi du 26 février 1885 en étendant « aux ministres du culte, aux personnes appartenant à une profession libérale, aux professeurs de collèges ou séminaires l'exception dont bénéficiaient les acteurs, chanteurs, artistes et conférenciers (1) ».

Cette même loi de 1891 étendit également la loi du 26 février 1885, en considérant comme violation de cet Act l'encouragement à l'émigration d'étrangers au moyen d'affiches imprimées et publiées dans un pays étranger : « Tout étranger venant aux Etats-Unis par suite de ces affiches est considéré comme y venant avec un contrat de travail préalable, et les pénalités prévues pour ce délit seront appliquées. Il est défendu aux compagnies de navigation ou aux propriétaires de navires de solliciter ou d'encourager l'émigration aux Etats-Unis autrement que par lettres commerciales, circulaires ou affiches annonçant les départs des paquebots et le prix des passages (2). »

(1) Act. du 3 mars 1891 ; art. 5.

(2) Même loi ; art. 4.

La loi du 3 mars 1891 allongea, d'autre part, la liste des « *undesirables* », en y ajoutant les personnes souffrant de maladie contagieuse et ceux dont le passage avait été payé par d'autres, « à moins qu'il ne soit bien évident que ces personnes n'appartiennent pas à la classe des étrangers exclus (1) ».

La charge de « *superintendent de l'immigration* » fut créée par la loi de 1891. Et des manifestes indiquant le nom, la nationalité, la dernière résidence et la destination des immigrants furent exigés des commandants de navires.

Enfin, la loi de 1891 permettait de renvoyer dans son pays d'origine, pendant une durée d'un an, tout étranger venu aux Etats-Unis en violation des lois.

Les dispositions de la loi de 1891 semblaient insuffisantes. Le parlement des Etats-Unis édicta le 3 mars 1893 des mesures plus rigoureuses. Les manifestes devaient renfermer des renseignements plus complets : le nom, l'âge, le sexe, l'état de célibataire, ou d'homme ou femme marié, la profession, la nationalité, la dernière résidence, le port de débarquement aux Etats-Unis, s'ils savaient lire ou écrire, s'ils avaient un billet jusqu'à leur point de destination, si leur passage avait été payé par d'autres, s'ils avaient de l'argent et, si oui, s'ils avaient plus de 30 dollars (150 francs), s'ils allaient rejoindre un parent et, si oui, quel parent, son nom et son adresse, s'ils étaient déjà venus aux Etats-Unis et, si oui, quand et où, s'ils avaient été en prison, dans un hospice

(1) Même loi ; art. 2.

ou secourus par la charité, s'ils étaient polygames, s'ils avaient un contrat de travail préalable, exprès ou tacite, leur état de santé, s'ils étaient difformes ou boiteux (1).

De plus, les immigrants devaient être portés sur les manifestes par groupes de même catégorie ; et aucune liste ne devait contenir plus de trente noms. A chaque immigrant ou tête de famille était donné un ticket sur lequel étaient portés son nom, un chiffre ou une lettre désignant sa liste et son numéro sur cette liste, pour faciliter l'identification à l'arrivée. Le capitaine et le médecin devaient, en outre, certifier devant le consul des Etats-Unis du port de départ qu'ils avaient fait un examen personnel des passagers, et « qu'à leur connaissance, aucun passager n'était idiot, fou, pauvre ou susceptible de tomber à la charge publique, atteint d'une maladie contagieuse, souffrant d'une infirmité, convaincu de crime autre qu'un crime politique, polygame ou venu en vertu d'un contrat de travail exprès ou tacite (2) ». Les inspecteurs de l'immigration pouvaient, à l'arrivée des paquebots, retenir pour un examen spécial tout immigrant qui ne leur paraissait pas remplir les conditions voulues pour débarquer, et, après enquête, l'admettre aux Etats-Unis ou le renvoyer dans son pays.

Une loi du 18 août 1894 porta à un dollar le droit perçu par immigrant, et une loi du 2 mars 1895 donna au « *superintendent de l'immigration* » le titre de « *commissaire général de l'Immigration* ».

(1) Loi des 3 mars 1893 ; sect. 1.

(2) Même loi ; sect. 2.

La loi de 1893 était devenue insuffisante ; une nouvelle loi fut votée, qui devint l'Act du 3 mars 1903 : le droit perçu par immigrant non citoyen des Etats-Unis, du Dominion du Canada, ou des Républiques de Cuba et du Mexique, est élevé à 2 dollars. La nouvelle loi ajoute à la liste des personnes déjà exclues par les lois précédentes les épileptiques, les personnes précédemment atteintes de folie pendant 5 ans, les personnes ayant eu deux ou plusieurs attaques de folie, les anarchistes ou ceux qui prêchent le renversement du gouvernement des Etats-Unis ou des autres gouvernements par la force ou la violence, l'assassinat des chefs d'Etat. La loi de 1903 répète la défense d'introduire aux Etats-Unis des femmes destinées à la prostitution, l'interdiction de favoriser l'immigration au moyen de promesses d'emploi et de réclames faites par voie d'affiches publiées en pays étranger. Les étrangers venus aux Etats-Unis contrairement aux lois et tombant à la charge publique peuvent être renvoyés dans leur pays d'origine pendant un délai de deux ans.

Une loi du 14 février 1903 créa un nouveau secrétariat d'Etat : le secrétariat du commerce et du travail, auquel fut rattaché le service de l'immigration, qui précédemment dépendait du secrétariat des finances.

Cependant la loi de 1903 ne paraissait pas suffisamment restrictive. Les Etats-Unis voulurent resserrer encore « les mailles du filet dont ils tentent de s'entourer pour se prémunir contre l'afflux des étrangers (1) ». La loi du 20 février 1907

(1) M. P. Goulé, article déjà cité.

abrogea la loi du 3 mars 1903 (1). Le droit d'entrée est porté de 2 à 4 dollars par personne ; seuls, les citoyens américains et les étrangers venant du Canada, de Terre-Neuve, du Mexique et de Cuba, après un an de séjour dans ces pays, en sont dispensés. Cette somme est payée par les compagnies de navigation et est simplement ajoutée au prix du passage. Les fonds provenant de la perception de ce droit d'entrée « head-tax » sont destinés à la construction de nouveaux bâtiments dans les stations d'immigration et à l'amélioration du service. Les adversaires de cette augmentation objectèrent que la valeur d'un immigrant ne dépendait pas de la possibilité de ce dernier de payer la taxe, qu'au contraire des personnes peu désirables pourraient peut-être la payer très facilement. Les auteurs de la loi réfutèrent aisément cette objection, en faisant remarquer que l'augmentation de la taxe n'avait pas pour but de remplacer les anciennes causes d'ex-

(1) Seul l'article 30 de la loi de 1903 fut maintenu. Cet article interdisait la vente des liqueurs et boissons alcooliques dans les stations d'immigration et dans l'enceinte du capitol de Washington. « La discussion de cet article, écrivait en 1903 M. Jusserand, ambassadeur de France à Washington, a abouti à un résultat bizarre. Les partisans de l'interdiction des boissons alcooliques ont profité de la circonstance pour signaler que ce qui était bon pour les immigrants ne pouvait être mauvais pour les membres du Congrès, et ils ont réclamé l'interdiction de la vente de ces boissons dans l'enceinte du Capitole, où les Chambres tiennent leurs séances à Washington. Leurs collègues n'ont pas fait d'objection à l'insertion dans le projet de loi d'un article formulant ce desideratum. On ne pensait pas qu'il y serait maintenu au moment du vote final, mais il l'a été, et c'est ainsi que dans une loi spéciale relative à l'Immigration figure un article prohibant la vente des boissons alcooliques au Capitole de Washington. »

clusion, et que les criminels, anarchistes, mendiants... seraient exclus même s'ils pouvaient payer le droit de 4 dollars. On objectait également que l'augmentation du droit d'entrée empêcherait l'immigrant intelligent du Nord de l'Europe, ayant une famille nombreuse, de venir aux Etats-Unis, tandis qu'elle n'éloignerait pas l'immigrant bien moins « désirable » du Sud de l'Europe, venant seul en Amérique. Cette objection ne fut pas considérée comme sérieuse : l'émigrant part seul en général ; ce n'est que s'il a réussi qu'il fait venir sa famille ; et, à ce moment, il est capable de payer la taxe de 4 dollars par tête.

Le droit de 4 dollars n'est pas payé par ceux qui ne font que traverser les Etats-Unis ; « le Président de la République peut empêcher de débarquer les étrangers munis de passeports de leurs gouvernements à destination d'autres pays, s'il estime que ces passeports ne leur ont été remis que pour leur permettre de venir sur le continent des Etats-Unis au détriment des travailleurs nationaux ». Cet amendement, appelé le « *San Francisco compromise* » a été suggéré par l'affaire de Californie. Le Japon n'est pas nommé dans la loi, mais, peu de temps après la promulgation de la loi, le Président a rendu une ordonnance refusant l'entrée du continent aux citoyens du Japon ou de la Corée, porteurs de passeports pour le Canada, le Mexique ou les îles Hawaï. La loi n'excluait pas formellement les Japonais, mais son interprétation est telle qu'ils sont exclus en fait des Etats-Unis, le gouvernement japonais ne délivrant de passeports à ses sujets que pour les colonies américaines.

La section 2 ajoute à la liste des *undesirables* « les imbéciles, les faibles d'esprit, les personnes susceptibles de devenir une charge publique ou ayant une infirmité mentale ou physique de nature à les empêcher de gagner leur vie ». Ces deux dernières catégories ajoutées à la liste des exclus sont une des principales modifications apportées à la législation antérieure par la nouvelle loi. Les Américains avaient remarqué une telle dégénérescence chez les enfants d'immigrants qu'ils ont pensé devoir renvoyer tous les immigrants n'ayant pas une excellente constitution. Les lois précédentes avaient déjà exclu les personnes qui n'étaient pas complètement saines d'esprit ; la loi du 20 février 1907 exclue également celles qui n'ont pas une constitution physique parfaite.

Les mineurs de 16 ans non accompagnés d'un de leurs parents sont aussi considérés comme *undesirables* par la nouvelle loi, à moins qu'ils ne viennent aux Etats-Unis rejoindre leur père ou mère ou, si ceux-ci sont morts, leur frère, sœur, oncle ou tante déjà établis aux Etats-Unis (1).

La loi de 1907 ne se contente pas de défendre, sous peine d'amende, l'importation aux Etats-Unis de femmes destinées à la prostitution. Elle considère comme un délit « l'introduction de toute femme ou fille étrangère dans tout autre but
« immoral et tout genre d'assistance donné à cette femme
« dans le même but pendant les trois ans qui suivront son
« arrivée sur le territoire américain (2) ».

(1) Loi du 20 février 1907 ; art. 2.

(2) Même loi ; art. 3.

De plus, la nouvelle loi sur l'immigration oblige les capitaines de navire à fournir au service de l'Immigration la liste des passagers qu'ils emmènent hors des Etats-Unis. Les manifestes exigés au départ sont moins complets que ceux exigés à l'arrivée. Ils doivent mentionner le nom, l'âge, le sexe, la nationalité, la profession, la date d'arrivée et la dernière résidence aux Etats-Unis. Désormais, le service de l'Immigration connaîtra exactement le nombre des passagers quittant l'Amérique et sera fixé sur les mouvements de la population (1).

La section 20 porte à 3 ans le délai pendant lequel les étrangers illégalement introduits aux Etats-Unis ou tombant à la charge publique peuvent être expulsés. Ce texte a déjà reçu une application fort intéressante, le Président de la République ayant ordonné l'expulsion immédiate de tous les anarchistes étrangers entrés aux Etats-Unis depuis trois ans, après l'assassinat du fils d'un haut fonctionnaire administratif.

L'article 26 autorise les personnes susceptibles de devenir une charge publique ou ayant une infirmité mentale ou physique de nature à les empêcher de gagner leur vie à fournir caution et à être ainsi provisoirement reçues. « Les tribunaux avaient déjà reconnu ce débarquement sous caution.

(1) En 1907, 569.882 passagers ont quitté les Etats-Unis pour l'Europe. Du 1^{er} janvier au 25 septembre 1908, le nombre des voyageurs d'Amérique pour l'Europe s'est élevé à 706.531. Ces chiffres sont intéressants à connaître, car ils prouvent que la population des Etats-Unis n'augmentera pas aussi rapidement que pourrait le faire croire le fort courant d'émigration vers l'Amérique.

La règle de l'exclusion en matière de maladie contagieuse souffrait une exception de la loi de 1903, quand il s'agissait de la femme ou des enfants mineurs d'un étranger qui avait fixé sa résidence permanente aux Etats-Unis et avait déclaré son intention de se faire naturaliser. En pareil cas les membres de sa famille qu'il faisait venir auprès de lui étaient autorisés à débarquer si l'affection dont ils étaient atteints était facilement curable et si leur admission ne présentait pas de danger. La loi de 1907 reproduit cette disposition dans des termes à peu près semblables. La Cour fédérale des Etats-Unis a cependant refusé d'étendre le même droit à un sujet turc naturalisé et a validé la décision refusant le débarquement à la fille de cet individu qui réclamait la nationalité américaine en venant résider avec son père (1). »

Les Etats-Unis avaient eu raison d'écarter ceux qui sont « *mentally or physically defective, such mental or physical defect being of a nature which may affect the... ability to earn a living* ». Mais il semble que le législateur de 1907 a eu tort de donner au « secrétaire d'Etat au commerce et au travail » le droit de les admettre sous caution. La loi a voulu réagir contre la dégénérescence qu'on remarquait chez les enfants d'immigrants. Peu importe, dès lors, que les immigrants malades, « *mentally or physically defective* », tombent ou non à la charge publique. La question n'est pas là. Les dégénérés ou mal constitués sont peu « désirables » et comme

(1) Art. de M. P. Goulé, déjà cité.

tels devraient toujours être renvoyés dans leur pays, même s'ils ne tombent pas à la charge publique.

L'Act du 20 février 1907 établit en outre un « Bureau d'information », destiné à répartir plus également les immigrants. Ce Bureau a été créé à la demande du commissaire général de l'Immigration pour essayer d'empêcher l'accroissement trop rapide des immigrants dans les grands centres, et particulièrement à New-York (1).

Enfin, une commission composée de 3 sénateurs, 3 députés, et 3 autres personnes, choisies par le Président de la République, est chargée d'étudier la question de l'immigration et de communiquer au Congrès le résultat de ses recherches. Le Président est également autorisé à convoquer une conférence internationale pour assurer aux Etats-Unis le concours des autres puissances dans la réglementation du courant d'émigration vers l'Amérique (2).

L'Act du 20 février 1907 est entré en vigueur le 1^{er} juillet suivant.

(1) Loi du 20 février 1907 ; art. 40.

(2) Même loi ; art. 39.

CHAPITRE II

SOURCES DE L'IMMIGRATION

Les immigrants d'autrefois et les immigrants d'aujourd'hui

Un changement radical s'est produit dans les sources de l'immigration aux Etats-Unis depuis dix ans, à tel point que l'expression « nouvelle immigration » a été employée pour distinguer l'immigration d'aujourd'hui de l'immigration d'autrefois. Par nouveaux immigrants on entend ceux du sud-est de l'Europe : Italiens, Hongrois, Slaves, Juifs, Russes, Grecs, Syriens, par opposition aux immigrants du nord-ouest : Anglais, Écossais, Irlandais, Français, Allemands. Les immigrants actuels sont considérés, en général, comme bien inférieurs aux Anglo-Saxons et aux Celtes qui pendant longtemps furent presque seuls à émigrer aux États-Unis (1). On a dit bien

(1) Jusqu'en 1868, ils formaient 85 0/0 des immigrants aux Etats-Unis.

souvent que les émigrants Italiens et Slaves étaient le « rebut de l'Europe », et à ce sujet M. Félix Klein, dans un article qu'il a publié dans le *Correspondant*, écrit, : « L'immigration se recrute surtout aujourd'hui en pays inférieurs et elle prend en ces pays lointains des éléments peu désirables. Jadis le nord et l'ouest de l'Europe envoyaient aux États-Unis une élite ambitieuse, jalouse de plus de progrès et de plus de liberté ; le sud et l'est leur envoient maintenant, pour une bonne partie, des ignorants, des mécontents et des malheureux, qui ne savent quoi devenir et dont la plupart sont enrôlés comme des troupeaux par les agences d'émigration. » Ainsi que nous le verrons plus loin, il faut faire exception pour les Italiens du nord, qui sont travailleurs et persévérants ; mais on peut dire de la grande majorité des immigrants actuels que ce sont pour la plupart des « *undesirables* ».

Il est inutile d'insister bien longuement sur l'émigrant d'autrefois. On sait quelle large part les Anglais, les Irlandais, les Écossais, les Suédois, les Norvégiens, les Allemands et les Français eux-mêmes ont pris au développement du commerce américain. Les ouvriers irlandais sont venus perfectionner le travail encore imparfait de leurs camarades des États-Unis. Puis ils se sont élevés : ils sont devenus patrons, ils ont ouvert des boutiques, fondé des maisons de commerce, se sont lancés dans la politique, et ont eu la plus belle part dans les positions gouvernementales. Les Allemands ont été eux aussi d'excellents immigrants : c'est peut-être parce que le peuple allemand est de tous les

peuples celui qui perd le plus vite son caractère national (1). Les Suédois et les Norvégiens se sont lancés dans l'agriculture. Des milliers de ces immigrants sont devenus les loyaux sujets des États-Unis : tous, en effet, avaient les mêmes principes et le même idéal que les Américains et pour eux l'assimilation a été chose aisée. Les États-Unis ont une large dette envers eux, mais eux aussi en ont une vis-à-vis de leur terre d'adoption.

Le nombre des Anglais et des Allemands ayant émigré aux États-Unis s'élève à près de 12 millions et demi, soit la moitié de l'immigration totale jusqu'en 1905. L'année 1851 fut l'année la plus forte pour l'immigration anglaise (272.740 immigrants), et l'année 1887, l'année la plus forte pour l'immigration allemande (250.630 immigrants). Jusqu'en 1880 l'immigration italienne ne dépassait pas 10.000 immigrants par an ; elle s'éleva à 100.000 en 1900, et de 1900 à 1907 elle a atteint presque un million et demi. A mesure que croissait l'émigration du sud-est, l'émigration du nord-ouest diminuait : en 1869, pas un pour cent des immigrants ne venait d'Autriche-Hongrie, d'Italie, de Pologne ou de Russie, tandis que, en 1902, 70 0/0 des immigrants venaient de ces pays ; par contre, en 1869, le Royaume-Uni, la France et les Pays-Scandinaves

(1) La *Revue Bleue* rappelait récemment que les Allemands, évalués à 7.800.000 au recensement de 1900, avaient adopté franchement la nationalité et l'idéal américains, et témoigné de leur loyalisme tant dans la guerre de Sécession que dans la guerre contre l'Espagne. Cf. M. P. Goulé, article déjà cité.

fournissaient les trois quarts des immigrants ; en 1902, ils ne fournissaient plus qu'un cinquième (1).

Les Italiens sont, des immigrants actuels, ceux qui semblent avoir le plus vivement intéressé les écrivains américains. A leur sujet les opinions sont extrêmes : une partie des Américains leur est tout à fait défavorable, et, les jugeant à la lumière de la « black-hand », les considère comme capables de tous les crimes ; les autres les louent sans réserve à tel point qu'un Italien disait un jour à M. John Foster Carr, après avoir lu son étude *The Italian in America* (2) « je suppose que je devrais me réjouir de nous voir considérer comme des perfections, mais j'ai bien peur qu'il n'y ait le revers de cette opinion (3) ». Entre ces deux opinions, nous

(1) Le changement apparaît très clairement si on compare le total de l'immigration des différents pays de 1821 à 1902 avec l'année 1903.

Pays	1821 à 1902		1903	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Autriche-Hongrie	1 316 914	6,5	206 011	24,00
Angleterre	2 730 037	13,4	26 219	3,1
Allemagne	5 098 005	25,0	40 086	4,7
Irlande	3 944 269	19,3	35 300	4,1
Italie	1 358 507	6,7	230 622	26,9
Suède-Norvège	1 334 931	6,5	70 489	8,2
Russie-Pologne	1 106 362	5,4	136 093	15,9

(2) *L'Italien en Amérique.*

(3) « I suppose I ought to be glad to have us all made out to be saints, but I am afraid there is another side to the story. »

essayerons de découvrir la vérité. Le tort, il me semble, de beaucoup des écrivains américains, est de vouloir se faire une idée générale des Italiens. Or, ceci est presque impossible. Les différentes provinces d'Italie sont totalement différentes les unes des autres : non seulement le costume et les mœurs ne sont pas les mêmes, mais également le caractère et la langue. L'Italien du nord ne ressemble que très peu à l'Italien du midi ; le premier est travailleur, le second est paresseux. C'est ce qui nous explique fort bien les différences d'opinions à leur sujet : « Les immigrants Italiens aux États-Unis, écrit mon ami, M. René Le Conte, dans sa remarquable *Étude sur l'émigration italienne* (1), sont en majeure partie d'origine méridionale ; ils appartiennent, pour employer les expressions du ministère public dans l'affaire Caruso, à la « tourbe de Naples » et à « l'écume de la Sicile ». Les méridionaux sont qualifiés officiellement d'*undesirables*, en compagnie des Slaves, des Hongrois, des juifs karaïtes russes, et, en général, de toutes les populations du bassin de la Méditerranée et de l'Empire Russe, à l'exception des Finlandais. Par contre, les Italiens du nord sont des « desirables », ainsi que les Anglo-Irlandais, les Scandinaves, les Français, les Allemands et autres populations du nord et de l'ouest, de l'Europe. En 1904-1905, les Italiens du nord ne représentaient pas 47 0/0 des immigrants Italiens et encore un grand nombre ne venaient-ils que pour quelques

(1) *Thèse de doctorat*, p. 299.

mois. Ils forment le fonds des colonies italiennes de Californie, du Colorado et du Texas (1). »

Et M. Auguste Monnier écrit au sujet de l'immigration italienne en Angleterre (2) : « La misère pousse au dehors des gens désireux de travailler... ou de ne rien faire ! Ce sont les deux types opposés que l'Italie sème à travers le monde. Y a-t-il travailleurs plus acharnés que ces ouvriers piémontais ou sardes, durs à la tâche autant que sobres, et dont l'éloge n'est plus à faire ? En dehors des gros travaux de terrassement, les ouvriers italiens établis en Angleterre s'emploient particulièrement dans les entreprises de pavage en bois et surtout dans l'industrie de l'asphalte qui est leur spécialité. Beaucoup de Napolitains sont coiffeurs ou cordonniers ; d'autres exploitent de petits métiers (fabricants de glaces à la crème, marchands de marrons, de pommes de terre bouillies.

(1) Le tableau suivant montre l'accroissement rapide des immigrations italiennes aux Etats-Unis :

Année	Nombre d'immigrants arrivés	Année	Nombre d'immigrants arrivés
1890	52 003	1898	58 613
1891	76 055	1899	77 419
1892	64 631	1900	100 135
1893	72 145	1901	135 996
1894	42 977	1902	178 375
1895	35 427	1903	230 633
1896	68 060	1904	193 296
1897	59 431	1905	221 479

(2) *Les Indésirables*, p. 47.

L'autre type d'immigrant italien — nous ne le connaissons que trop en France — est ce mendiant hétéroclite, exerçant sa profession en famille... avec ou sans musique, et qui infeste les rues de Londres. Armé d'un instrument à manivelle qui ne possède de musical que le nom, il jette à tous les vents, sur un air d'opérette, ses larmoyantes supplications. Dès qu'il flaire un passant charitable, il lance à son assaut une marmaille dûment stylée pendant que s'entrechoquent dans sa lamentable mécanique les notes cent fois répétées du *Funiculi-funicula*. C'est l'« Indésirable » par excellence. »

Les immigrants de l'est de l'Europe sont tous compris dans les statistiques américaines sous la dénomination de Slaves : les Polonais, les Roumains, les Magyars, les Serbes, les Bulgares, les Dalmates, les Bohémiens, les Moraviens, les Russes figurent sous cette rubrique (1). L'immigration slave est relativement récente. Elle était insignifiante avant 1880 ; mais, quand les mines de Californie réclamèrent des bras à bon marché, les Slaves se précipitèrent vers les États-Unis. Venus seuls en Amérique, ils vivaient de presque rien, mangeant n'importe quoi et habitant jusqu'à quatorze dans la même chambre. Au recensement de 1900, les Slaves étaient au nombre de 4.250.000. En 1903, 221.000 arrivèrent aux États-Unis sans compter 67.000 Juifs russes et roumains. Une analyse des statistiques officielles montre, qu'à l'except-

(1) Cependant les Magyars ou Hongrois, et les Juifs russes ou roumains ne sont pas des Slaves. Les statistiques américaines les classent parmi les Slaves pour plus de simplification.

tion des Bohémiens, ces immigrants sont presque tous illettrés. Ce n'est pas à dire cependant qu'ils soient tous *undesirables*. « L'immigrant sans métier et illettré, écrit Miss Kate H. Claghorn (1), peut être en fait plus désirable que l'ouvrier habile ou l'homme d'affaires... La grande masse de ces ouvriers sans métier ne reste pas à New-York. Ils vont dans les États du nord, de l'ouest ou du centre, et sont employés comme mineurs dans les mines de charbon et de fer. Une partie d'entre eux se dirige également vers l'agriculture. Ce sont des ouvriers travailleurs et souvent ils deviennent propriétaires de bandes de terre abandonnées, qu'ils rendent fertiles au grand avantage des marchés qu'ils approvisionnent. »

Les plus pittoresques de tous les immigrants compris sous la dénomination de Slaves sont les Juifs russes et roumains (2). Depuis 1881, un million de Juifs a débarqué à New-York ; une personne sur quatre rencontrées dans l'île de Manhattan est un juif, et, si, en parcourant Broadway, on regarde les noms des commerçants, on verra que ce sont presque tous des noms israélites (3).

Le juif russe nouvellement arrivé reste généralement dans

(1) *Charities*, (décembre 1904).

(2) Il ne faut pas confondre le Juif russe ou roumain avec le Juif allemand. Le Juif allemand vient aux Etats Unis pour y gagner de l'argent le Juif russe y vient pauvre, chassé par la persécution. C'est en général un farouche orthodoxe qui regarde son frère allemand comme un apostat.

(3) En 1906, 153.748 Juifs sont entrés aux Etats-Unis, et en 1907, 149.182.

le ghetto des grandes villes, New-York, Chicago, Philadelphie, Boston, non seulement parce qu'il est pauvre, mais parce qu'il est orthodoxe : les règles de sa religion y sont mieux observées que partout ailleurs ; il y trouve la nourriture prescrite ; il peut facilement rendre visite à ses voisins et amis le jour du sabbat. Les jeunes immigrants juifs secouent, en général, assez rapidement les entraves de leur religion, et, dans leur hâte de devenir américains, poussent leurs parents à quitter le ghetto. S'ils y arrivent, un grand pas est fait vers leur américanisation.

Le Juif russe arrive généralement très pauvre en Amérique, mais ne le reste pas longtemps. Plus d'une maison du côté est de New-York appartient aujourd'hui à des Juifs arrivés sans aucune ressource aux Etats-Unis, et de nombreux commerçants de Broadway sont originaires du ghetto. L'immigrant juif, en effet, aspire toujours à s'élever : il est travailleur, aime son intérieur, et fait tous les sacrifices pour garder ses enfants à l'école le plus longtemps possible (1).

L'immigration chinoise aux Etats-Unis est presque nulle aujourd'hui (2). Quant aux Japonais, 14.243 débarquèrent en 1906 et 30.824 en 1907. Ce chiffre est peu élevé en comparaison du nombre d'immigrants provenant du sud-est de

(1) Un des phénomènes sociaux les plus curieux, c'est l'envahissement de toutes les écoles primaires et supérieures de New-York par les Juifs.

(2) En 1906, 1.485 Chinois furent admis aux Etats-Unis, et en 1907, 770.

l'Europe. Certains Etats, la Californie notamment, le trouvent cependant encore trop élevé, et réclament l'application aux Japonais des lois sur l'exclusion des Chinois. Ce fut l'origine d'un conflit entre le Japon et les Etats-Unis, que nous étudions plus loin.

CHAPITRE III

LES FORMALITÉS IMPOSÉES AUX PAQUEBOTS TRANSPORTANT DES IMMIGRANTS

Les manifestes

La section 42 de la loi du 20 février 1907 oblige les paquebots transportant des immigrants à remplir certaines formalités. C'est une loi de 1819 qui imposa pour la première fois aux capitaines des navires l'obligation de fournir des manifestes. La loi de 1882 et les lois qui ont suivi ont toutes reproduit cette disposition, tout en exigeant des renseignements plus complets. En vertu de l'article 42 de l'Act du 20 février 1907, les capitaines doivent fournir des manifestes, non seulement des passagers arrivant aux Etats-Unis, mais également de ceux quittant l'Amérique. Des feuilles spéciales sont fournies dans ce but par le « Département du commerce et du travail ». Elles sont rouges pour les passagers de première classe, jaunes pour ceux de deuxième, et blanches pour ceux de troisième.

Les manifestes que les paquebots doivent fournir au service de l'immigration en arrivant à New-York, doivent con-

tenir les renseignements suivants : les noms et prénoms des passagers, leur âge, leur sexe, s'ils sont mariés ou célibataires, leur profession, s'ils savent lire ou écrire, leur nationalité, leur race, leur dernière résidence, le nom et l'adresse de leur parent le plus proche dans leur pays d'origine, leur destination, s'ils ont un billet pour cette destination, par qui leur passage a été payé, s'ils sont en possession de cinquante dollars, et, si non, de combien, s'ils ont déjà venus aux Etats-Unis, et, si oui, où et quand, s'ils vont retrouver un parent ou un ami, et, si oui, quel parent ou ami, son nom et son adresse ; s'ils ont été en prison, dans une maison de charité ou dans une maison de santé, s'ils sont polygames, anarchistes, s'ils sont venus aux Etats-Unis à la suite de sollicitations, de promesses, de contrats de travail ; leur état de santé, leurs taille, teint, couleur des cheveux et des yeux, marques distinctives, et le lieu de leur naissance. Chaque manifeste contient 30 noms, et à chaque immigrant ou chef de famille est remis un ticket sur lequel sont portés son nom, un numéro ou lettre désignant la liste sur laquelle il est inscrit, et son numéro sur cette liste. Au verso de ce manifeste se trouve l'attestation du capitaine qu'il a délégué le médecin du bord, ou un autre médecin désigné par le propriétaire du navire, pour examiner les immigrants portés sur les manifestes, et qu'à sa connaissance aucun des immigrants ne rentre dans une catégorie d' « *undesirables* » (1). Le médecin

(1) « I... master of the... from... do solemnly, sincerely, and truly swear that I have caused the surgeon of said vessel sailing therewith, or the surgeon employed by the owners thereof, to make a physical and oral

affirme également qu'il a le droit d'exercer, qu'il a examiné les passagers, et qu'à sa connaissance les manifestes sont complets, corrects et véridiques (1). Au verso des manifestes se trouvent également les instructions pour leur confection et une liste des différentes races.

L' « Immigration Act » du 20 février 1907 a imposé aux commandants des paquebots l'obligation de fournir des manifestes des passagers quittant les Etats-Unis. Nous avons vu plus haut l'intérêt de cette mesure, destinée à renseigner

examination of each and all of the aliens named in the foregoing Lists or manifests Sheets... in number, and that from the report of said surgeon and from my own investigation, I believe that no one of said aliens is an idiot, or imbecile, or a feeble-minded person, or insane person, or a pauper, or is likely to become a public charge, or is afflicted with tuberculosis or with a loathsome or dangerous contagion disease, or is a person who has been convicted of, or who admits having committed a felony, crime or misdemeanor involving moral turpitude, or is a polygamist, or one admitting belief in the practice of polygamy, or an anarchist, or under promise or agreement, express or implied, to perform labor in the United States, or a prostitute, or a woman or girl coming to the United States for the purpose of prostitution, or for any other immoral purpose, and that also, according to the best of my knowledge and belief, the information in said Lists concerning each of said aliens named therein is correct and true in every respect...

Signature du commandant. »

(1) « I... Surgeon of the... do solemnly, sincerely and truly swear... that I have had... year's experience as a Physician and Surgeon, and that I am entitled to practice as such by and under the authority of... and that I have made a personal examination of each of the aliens named herein, and that the foregoing Lists or manifest Sheets... in number, are, according to the best of my knowledge and belief, full, correct, and true in all particulars, relative to the mental and physical condition of such aliens.

Signature du docteur. »

exactement le service de l'Immigration sur les fluctuations du mouvement de la population. Les renseignements demandés sont moins complets que ceux exigés à l'arrivée : les manifestes doivent porter seulement les nom, âge, sexe, nationalité, résidence aux Etats-Unis, profession, date d'arrivée en Amérique. Un délai de soixante jours est accordé aux capitaines pour fournir ces manifestes, et ce délai court du jour où le paquebot a quitté les Etats-Unis.

La loi de 1907 édicte une amende de dix dollars, par immigrant, pour renseignements incomplets, mais le total des amendes ne saurait dépasser 100 dollars. Elle défend en outre aux officiers des paquebots amenant des immigrants de laisser ces derniers débarquer à une heure ou à un endroit autres que ceux désignés par le service de l'Immigration. Cette défense est sanctionnée par une amende de 100 à 1.000 dollars, par une année d'emprisonnement, ou par les deux peines à la fois. L'immigrant qui aura ainsi débarqué sera réputé débarqué en violation des lois et sera renvoyé dans son pays (1).

La législation des Etats-Unis s'est également préoccupée du logement des immigrants à bord des paquebots. L'Act de 1819 défendait de transporter plus de deux passagers par cinq tonnes et exigeait qu'une certaine quantité de vivres fût embarquée à bord. La loi de 1855 autorisa un passager par deux tonnes, mais imposa 16 pieds carrés par passager sur le pont principal et 18 sur les ponts inférieurs. Aux

(1) Loi du 20 février 1907 ; art. 15 et 18.

termes de la loi de 1882, les espaces inoccupés durent pouvoir contenir 100 pieds cubes d'air par passager sur le pont principal et 120 sur les ponts inférieurs. La loi de 1882 défendit le transport des matières explosibles sur les paquebots transportant des passagers et réglementa différentes questions : la ventilation, le couchage, la nourriture, les hôpitaux, etc... (1). L'Act du 20 février 1907 prévoit un emplacement de 18 pieds carrés par passager sur le pont principal et le faux-pont, et de 20 sur les ponts inférieurs. Une amende de 50 dollars, par passager en plus du nombre autorisé et même un emprisonnement de 6 mois sont les sanctions prévues par le dernier « Immigration Act (2). »

(1) Cf. *Ann. lég. étr.*, t. XII, p. 1.003 et Chandèje, *De l'intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration au XIX^e siècle*, p. 275 et suiv.

(2) Loi du 20 février 1907 ; art. 42

CHAPITRE IV

ADMISSION DES IMMIGRANTS AUX ETATS-UNIS

Les stations d'immigration. Ellis-Island

Les principaux ports des Etats-Unis, New-York, Boston, Baltimore, Philadelphie, San-Francisco, etc., possèdent une station d'immigration. Ellis-Island, la station d'immigration du port de New-York, est la plus importante de toutes : en effet, les huit dixièmes environ des immigrants arrivant aux Etats-Unis y sont examinés (1).

Le premier contact des immigrants arrivant à New-York avec les autorités américaines, c'est la visite du bateau à la

(1) Il suffit de consulter les statistiques des dernières années pour voir que la proportion pour New-York atteint les huit dixièmes :

Port	Année 1904	Année 1905
New-York	606,019	788,219
Boston	60,278	65,107
Baltimore	55,940	62,314
Philadelphie	19,467	23,814
Honolulu.	9,054	11,997
San-Francisco	9,036	6,377
Autres ports	22,702	24,447

« Quarantaine ». Le paquebot a stoppé ; les officiers de santé et du service de l'Immigration sont montés à bord. Et quand les premiers se sont assurés qu'il n'y a personne atteint de maladie contagieuse, le paquebot est autorisé à gagner son *pier*. La rade merveilleuse de New-York apparaît alors. Cet estuaire splendide de l'Hudson, au fond duquel on aperçoit les fameux « scy-scrapers, » situés au sud de l'île de Manhattan, tandis qu'à droite se déroule Brooklyn, et à gauche les verts coteaux de Staten-Island et du New-Jersey, est pour le nouveau venu un spectacle inoubliable. Puis, le bateau continuant lentement sa marche, dépasse la statue de la Liberté qui, malgré sa hauteur, semble perdue dans cet estuaire immense. Le voyage est presque terminé. Les deux rives se rapprochent et le navire, pénétrant dans la rivière du Nord, va s'amarrer à son *pier*.

Cependant, les officiers de l'Immigration passent la visite des passagers de seconde classe, qui défilent un à un devant eux. Chacun tient à la main un ticket sur lequel est inscrit son nom, et, s'il est étranger le numéro du manifeste sur lequel il est porté, et son numéro sur la liste. Il passe tout d'abord devant le médecin du service de l'immigration, qui lui demande s'il est citoyen des Etats-Unis. Les citoyens américains peuvent débarquer (1) sans autre formalité, mais les étrangers sont examinés par le médecin qui décide s'ils peuvent être admis ou si au contraire ils devront être examinés une seconde fois. Un inspecteur de l'Immigration vérifie en-

(1) Cf. pour les différentes formalités auxquelles sont soumis les immigrants, le livre de M. Howard B. Grose, *Aliens or Americans ?* p. 57.

suite les renseignements portés sur les manifestes. Il questionne les passagers sur leur destination, sur la somme d'argent qu'ils possèdent, sur leur nationalité, le lieu de leur résidence... (1)

Quant aux passagers de troisième classe, ils ne sont pas inspectés à bord du paquebot. A peine descendus du bateau qui les a amenés d'Europe, ils sont embarqués sur des cha-lands qui les transportent à Ellis-Island. Seuls, parmi les passagers de troisième, les citoyens américains n'y sont pas conduits. Aucune visite médicale ne leur est imposée et ils sont autorisés à débarquer quelque soit leur état de santé, après avoir fourni à l'inspecteur de l'immigration la preuve de leur qualité de citoyen américain. M. Robert Watchorn, le commissaire de l'Immigration du port de New-York, a bien voulu m'autoriser à visiter en détails Ellis-Island. Qu'il me permette de lui exprimer ici toute ma reconnaissance : une description, quelque parfaite qu'elle soit, n'aurait pu me donner qu'une faible idée de l'inspection des immigrants à Ellis-Island.

Le débarquement des immigrants sur le sol américain avait été pénible. A peine descendus du paquebot, ils avaient été groupés d'après les lettres des manifestes et leurs numéros sur ces manifestes ; les rêves d'Amérique semblaient bien lointains à ce moment. Mais la vue d'Ellis-Island les a fait sortir de leur torpeur. Ces grands bâtiments, où l'air et la lumière

(1) Les passagers de première classe ne sont soumis à aucune visite ; ils peuvent seulement être requis d'affirmer sous serment la véracité des renseignements fournis au service de l'Immigration.

sont jetés à profusion, où la plus grande propreté règne partout, font oublier aux immigrants les fatigues et les ennuis du débarquement.

Au haut de l'escalier principal, se tient un officier, parlant plusieurs langues et qui leur crie de préparer leurs billets de santé.

Ces billets sont pris au haut d'un second escalier par un inspecteur de l'Immigration qui, après un rapide coup d'œil, y appose le cachet d'Ellis-Island. Les immigrants sont alors introduits dans une grande salle, puis dirigés vers un couloir où se tient un médecin du « Marine-Hospital Service », spécialiste des maladies de peau. Quelques pas plus loin, un autre médecin examine les yeux pour s'assurer qu'aucun immigrant n'est atteint de « Trachoma ».

A ce moment, ceux sur l'épaule desquels les médecins ont inscrit certains signes sont conduits dans une salle spéciale, appelée « détention pen », où ils seront examinés une seconde fois ; les autres attendent dans de petites salles d'attente leur tour de passer devant les Inspecteurs de l'Immigration. Ces derniers, ayant sous les yeux les manifestes dressés à bord des paquebots, posent aux immigrants une série de questions qui sont à peu près les mêmes que celles auxquelles ils ont répondu à bord du bateau (1).

Quand les réponses ont été jugées satisfaisantes par les

(1) Des interprètes, parlant toutes les langues, sont chargés de traduire les réponses des immigrants ne parlant pas anglais. Pendant ma visite à Ellis-Island, on m'en a montré plusieurs qui parlaient couramment une douzaine de langues.

inspecteurs, et que les immigrants montrent la somme de 50 dollars, ils sont définitivement admis ; sur leur épaule sont inscrites à la craie les lettres « O. K » et la lettre « R » s'ils doivent prendre le chemin de fer (1).

Les « trois escaliers de séparation » divisent les différents immigrants admis : l'escalier de gauche est destiné à ceux qui restent à New-York ; celui du milieu à ceux que des parents ou des amis doivent venir chercher, et celui de droite à ceux ayant une destination autre que New-York. Ceux-ci sont conduits à un bureau où un billet de chemin de fer leur est délivré et leur argent changé en argent américain. Leurs bagages sont enregistrés, un panier de provisions leur est remis, et finalement ils sont embarqués sur un ferry-boat qui les conduit à la gare du chemin de fer. Les immigrants attendus par des parents ou des amis sont retenus à Ellis-Island jusqu'à l'arrivée de ces derniers. Quant à ceux qui se dirigent vers New-York, ils sont libres et peuvent partir toutes les heures par le ferry-boat, qui les conduira à la « Battery » (2).

Les immigrants retenus pour « Special Inquiry (enquête spéciale). » passent devant le conseil d'enquête (3). L'un des trois inspecteurs composant le conseil dirige l'enquête ; un

(1) Les lettres « L. P. C. » inscrites sur l'épaule des immigrants signifient « susceptible de tomber à la charge publique » (liable to become a public charge), les lettres « S. I. », que l'immigrant devra passer devant le Bureau d'Enquête spéciale (Board of special inquiry).

(2) Place située au sud de New-York.

(3) Quatre « conseils d'enquête spéciale » fonctionnent à Ellis-Island.

sténographe et des interprètes lui sont [adjoints. Quand on a la bonne fortune d'assister à un de ces conseils, on voit défiler un nombre fort élevé d'immigrants, mais relativement faible, en comparaison du nombre des immigrants admis. La loi américaine exige en effet que « tout étranger qui ne paraît pas à l'inspecteur présenter toutes les garanties voulues pour débarquer passe devant un « Conseil d'Enquête spéciale » (1) ». Des cas très variés sont soumis au « Board of special Inquiry » : une veuve irlandaise, accompagnée de sa petite fille, âgée de 5 ans, passait devant le Conseil d'Enquête, comme « susceptible de tomber à la charge publique » ; son fils, appelé comme témoin, s'engagea à prendre soin de sa mère et de sa petite nièce, et l'Irlandaise fut autorisée à débarquer, après une détention de deux heures. Le cas suivant était à peu près identique : il s'agissait d'une Française allant rejoindre son fils en Pensylvanie. La détention fut plus longue que dans le cas précédent. Le fils n'était pas venu au devant de sa mère, et il avait fallu s'assurer par lettre de son engagement d'en prendre soin. Voici par contre un cas complètement différent : un immigrant « embarqué par dessus bord » avait paru suspect aux inspecteurs de l'Immigration (2). Il fut admis cependant par le « Conseil d'Enquête spéciale » comme « supérieur à la moyenne ordinaire des immigrants » et aussi à cause de l'engagement de

(1) Loi du 20 février 1907 ; sec. 24.

(2) La Loi américaine ne s'oppose pas à l'admission des Stowaways (embarqués par dessus bord).

son frère de répondre de lui. Puis, ce fut le tour de deux enfants, âgés l'un de 15 ans et l'autre de 10. Nés à New-York, ils avaient été emmenés en Autriche par leur mère après la mort de leur père. Leur oncle fut appelé comme témoin, confirma les renseignements donnés par les enfants et s'engagea à les prendre chez lui. Les enfants furent autorisés à débarquer.

Le cas suivant était plus curieux : un étranger, qu'on soupçonnait pour ses allures bizarres et sa mine de dégénéré, comparaisait devant le « Conseil d'Enquête spéciale ». Pressé de questions par l'un des inspecteurs, il finit par avouer qu'il avait subi de nombreuses condamnations, et que son gouvernement lui avait payé son passage pour venir en Amérique. Il ne paraissait nullement mécontent d'être exclu : il avait eu son voyage d'aller payé par son gouvernement et le voyage de retour aux frais de la compagnie de navigation qui l'avait amené. Et quand l'inspecteur lui demanda : « Eh bien, regrettez-vous d'être exclu, » il répondit : « Nullement, j'avais laissé toutes mes affaires en Allemagne. »

On pourrait prolonger longtemps encore la liste des cas soumis journellement aux « Conseils d'Enquête spéciale. »

Il nous reste à étudier la question de l'appel. Les Conseils d'Enquête ne tranchent pas la question de l'admission ou du renvoi des immigrants en dernier ressort. L'immigrant lui-même ou tout membre du conseil, d'un avis opposé à la décision prise, peut faire appel. L'appel est porté devant le commissaire général de l'Immigration, puis devant le secrétaire d'Etat au commerce et au travail. Mais auc n

appel n'est possible quand le médecin inspecteur, après la deuxième visite, a décidé le renvoi. Dans ce cas, la décision du Conseil d'Enquête n'est qu'une simple formalité. C'est la confirmation officielle de la décision du médecin (1).

Les immigrants retenus à Ellis-Island y sont logés et nourris en attendant la décision définitive à leur égard ou le départ du paquebot qui doit les ramener en Europe. M. Robert Watchorn n'a rien négligé pour leur rendre le séjour aussi agréable que possible. De grandes améliorations ont été faites sous sa direction. C'est ainsi, par exemple, que le nombre des lits a été augmenté dans une très forte proportion. Il a fait installer également un ingénieux système de son invention, permettant de remonter les lits au plafond pendant la journée, de façon à dégager la partie inférieure de la chambre. Les immigrants sont aussi redevables à M. Robert Watchorn d'une plus grande propreté, de plus de lumière, d'un restaurant plus vaste, d'une nouvelle salle de bagages, d'un hôpital de 500 lits, et même d'un roof-garden. (2) Les dépenses occasionnées par le séjour des immigrants à Ellis-Island sont payées par les compagnies de navigation et les exclus sont également renvoyés dans leur pays aux frais de ces compagnies.

(1) M. Robert Watchorn, dans un article publié au mois de janvier dernier dans la revue *Outlook* (1^{er} janvier 1908 : *the Gateway of the Nation by Robert Watchorn Commissioner of Immigration at the port of New-York*, p. 897), nous cite un cas d'appel fort intéressant (voir chapitre suivant).

(2) Cf. « Charities », 19 octobre 1907 : *the New Ellis-Island.*, et les différents rapports du commissaire général de l'Immigration.

Il est impossible, quand on parle d'Ellis-Island, de passer sous silence un projet cher à beaucoup d'Américains, et que M. Ogg a exposé dans la Revue « Outlook », au mois de mai dernier. (1) L'auteur propose de choisir sur le continent européen 15 ou 20 ports qui seraient les seuls où l'on pourrait s'embarquer pour les Etats-unis, (2) et d'installer dans chacun de ces ports une station d'immigration semblable à celles qui existent actuellement dans plusieurs ports américains. Les commissaires de l'immigration, aidés par des médecins et des inspecteurs, examineraient soigneusement chaque émigrant demandant un passage pour les Etats-Unis. Un certificat serait délivré à ceux qui rempliraient les conditions exigées, et, munis de ce certificat, ils seraient autorisés à débarquer aux Etats-Unis. Ce projet, proposant de transporter les stations d'immigration sur le continent européen, présente plusieurs avantages : il supprimerait ce qu'on appelle la « Tragédie des exclus (Tragedy of the excluded) » ; il permettrait une inspection plus sérieuse des immigrants, le travail étant réparti entre plusieurs stations d'immigration, au lieu d'être fait presque uniquement à Ellis-Island, où il est difficile d'examiner plus de 5.000 immigrants par jour ; ce serait enfin une économie pour les compagnies de navigation, qui n'auraient pas à rapatrier les exclus. Je ne crois pas cependant que ces avantages soient suffisants pour

(1) Outlook, mai 1908.

(2) Les ports proposés par M. Ogg sont : Hambourg, Brème, Stettin, Rotterdam, Anvers, Londres, Southampton, Liverpool, Le Havre, Saint-Nazaire, Marseille, Fiume, Trieste, Naples, Gênes et Odessa.

entraîner le gouvernement américain à des dépenses, qui seraient de beaucoup supérieures à celles d'aujourd'hui, sans parler du refus de laisser installer chez eux ces stations, que les gouvernements européens opposeraient peut-être aux Etats-Unis.

CHAPITRE V

LES « UNDESIRABLES »

Les différentes causes d'exclusion. L'expulsion des immigrants admis.

Ainsi que nous l'avons vu dans l'historique de la législation des Etats-Unis sur l'immigration, les lois américaines n'avaient exclu aucune catégorie d'immigrants avant 1875. Le courant d'immigration était assez faible et les Etats-Unis n'avaient pas encore jugé utile de se protéger contre ses excès, mais l'émigration vers le Nouveau-Monde prit peu à peu de telles proportions que le gouvernement américain se vit dans l'obligation « de réduire, par des tours de clés successifs, le débit du robinet étranger, à mesure que s'emplissait le réservoir national », suivant la pittoresque expression du major Evans Gordon.

L'Act du 3 mars 1875 fut le premier à considérer certains immigrants comme « *undesirables* » ; il interdit l'entrée des Etats-Unis « à toute personne étrangère ayant subi une condamnation infamante (for felonious crimes) pour des raisons non politiques, et à toute femme arrivant aux Etats-Unis

dans le but de s'y livrer à la prostitution ». Ces deux causes d'exclusion ont été maintenues par les lois postérieures. Nous avons eu, il y a quelques années, un exemple frappant de l'exclusion d'un condamné français ; à la date du 17 novembre 1905, on lisait en effet dans un journal de Paris : « Romain Daurignac, le frère de Thérèse Humbert, qui a purgé une peine de trois ans d'emprisonnement à laquelle il avait été condamné pour complicité d'escroquerie dans l'affaire de la Société d'Assurances « La Rente Viagère » par arrêt de la Cour d'assises de la Seine, en août 1903, s'est rendu à New-York à bord de « La Touraine ». Les fonctionnaires de l'immigration, qui avaient été avertis par cablogramme de son départ de France, l'ont arrêté au moment où il débarquait. Romain n'a fait aucune difficulté pour reconnaître son identité. Il a déclaré qu'il venait aux Etats-Unis en touriste. Néanmoins Romain... a été maintenu en détention à Ellis-Island, en attendant qu'il soit rapatrié. » (1)

La loi américaine assimile aux « prostituées » les femmes vivant en concubinage, « la concubine ne menant pas une vie beaucoup moins immorale que la prostituée, si on considère la manière dont on envisage en Amérique les relations qui doivent normalement exister entre homme et femme » (2). Et, pour entrer aux Etats-Unis, les étrangers vivant maritalement n'ont eu que la ressource de se marier. 227 mariages

(1) *Le Matin*, 17 novembre 1905.

(2) Cour suprême des Etats-Unis, 24 février 1908 ; *Chicago Legal News*, 7 mars 1908, p. 237.

furent célébrés à Ellis-Island du 15 décembre 1902 au 1^{er} janvier 1904 (1). M. Felix Decori, avocat à la cour d'appel de Paris, au retour d'un voyage aux Etats-Unis, raconte l'anecdote suivante : « Il y a quelques semaines, un jeune français, épris d'une petite actrice, partit avec elle pour l'Amérique. Ils avaient pris des billets de 2^e classe et ne possédaient plus à l'arrivée qu'une centaine de francs, mais tous deux comptaient sur leur courage et leur amour pour triompher de la mauvaise fortune. Débarqué à New-York sur le wharp de la Compagnie, et tandis que la douane procédait à la visite des bagages, le jeune homme entra en conversation avec un inconnu des plus aimables qui parlait le français et semblait lui offrir ses services ; avec la confiance de la jeunesse il lui fit une entière confidence. Le serviable interprète n'était autre qu'un inspecteur de l'immigration qui fit immédiatement conduire les deux jeunes gens au dépôt des émigrants, à Ellis-Island, et leur déclara qu'ils devraient rembarquer par le prochain paquebot, la loi américaine n'autorisant pas l'entrée en Amérique de personnes qui vivent dans une situation irrégulière. « Mais nous ne demandons pas mieux que de nous marier ! — All right ! rien n'est plus facile alors ! » Un coup de téléphone et par bateau arriva un clergyman, qui procéda immédiatement à la célébration du mariage. « Maintenant nous pouvons débarquer ? — Non, vous ne possédez que 100 francs pour vous deux ; vos ressources

(1) Rapport de la Commission nommée par le Président des Etats-Unis le 13 septembre 1903, pour faire une enquête sur Ellis-Island.

sont insuffisantes. — Mais je puis télégraphier et me faire envoyer quelque argent. — All right ! télégraphiez alors. » Un coup de télégraphe et quelques instants après, l'enfant prodigue recevait d'un amigénéreux 500 francs. « Maintenant vous pouvez débarquer, déclara l'inspecteur ; vous êtes mariés, vous avez des moyens d'existence. Rien ne s'oppose à ce que vous veniez vous établir en Amérique(1). »

(1) *Journal de Droit international privé*, 1903, p. 574. Le tribunal de la Seine, le 28 mai 1907, a annulé pour défaut de publicité, un mariage contracté dans les mêmes conditions à Ellis-Island. V. Trib. de la Seine, 28 mai 1907 : *Revue de Droit international privé et de Droit pénal international*, 1908, p. 241.

L'Echo de Paris rapporte le fait suivant : « Sur un bateau qui arriva dernièrement du Brésil, se trouvait parmi les passagers de première classe, un riche planteur de ce pays A... B..., accompagné de son amie, Estelle V... D... B..., une belge, très jolie fille, et de deux petits garçons qu'il avait eus d'elle. A son départ de Bahia, il était en parfaite santé mais pendant la traversée il fut atteint de fièvre jaune, et, quand l'inspection médicale eut lieu avant l'entrée du port, il fut transporté à l'hôpital de l'île d'Hoffman. Veuf depuis quelques mois, il venait aux Etats-Unis pour s'y fixer et épouser son amie, préférant quitter le Brésil où sa femme avait été très connue dans la société. Il ignorait sans doute la sévérité de la loi sur l'immigration qui exclut les prostituées de toute nuance, et loin de penser que son amie pût être considérée comme telle, il ne prit pas soin de la faire passer pour sa femme légitime. Celle-ci, malgré ses protestations, malgré l'élégance de sa toilette, fut conduite à Ellis-Island avec les immigrants de troisième classe, et, comme eux, dut passer au Bureau de l'Immigration. Elle crut que ce ne serait qu'une simple formalité, mais quelle fut sa surprise quand l'inspectrice lui dit que la vie qu'elle avait menée jusqu'à ce jour ne lui permettait pas de mettre le pied sur le sol américain : « Pourquoi, demanda-t-elle avec insistance ? » — « Parce que vous êtes une femme de mauvaises mœurs » La jeune belge n'en croyait pas ses oreilles. Elle se défendit en disant qu'elle aimait profondément B... et qu'elle ne voyait rien de scandaleux dans les relations qu'elle avait eues avec lui. Les relations de ce genre

La loi du 26 février 1885 établit une nouvelle catégorie d'« *undesirables* » : elle ferme les Etats-Unis aux immigrants ayant conclu préalablement à leur embarquement un contrat

sont fréquentes au Brésil et personne n'y trouvait rien à redire. Ce cas, peu ordinaire à Ellis-Island, fut alors traduit devant le commissaire de l'Immigration, qui se mit à conférer avec ses principaux subalternes, lorsque soudain il apprit que B... venait de mourir. La jeune femme en fut bientôt informée, et sa douleur fut si grande qu'elle tomba comme une masse sur le plancher et resta ainsi, la tête plongée dans les mains, toute sanglotante, pendant que ses deux enfants, penchés sur elle, joignaient leurs pleurs aux siens. Les employés d'Ellis-Island n'avaient pas assisté depuis longtemps à une scène aussi émouvante. Ils rentrèrent en conférence et tâchèrent de découvrir le moyen de permettre à la jeune femme de rester aux Etats-Unis, si elle le désirait. Mais, malgré l'extrême pitié qui les avait gagnés, ils durent céder aux rigueurs de la loi, et la pauvre créature repartit pour le Brésil sur le bateau qui l'avait conduite, ramenant avec elle, suivant son désir, le corps de son mant (1). »

En 1906, Maxime Gorki s'était rendu en Amérique, espérant pouvoir y vivre librement. En passant devant la statue de la Liberté, il s'était écrié : « Amérique ! Amérique ! Combien j'ai soupiré après ce jour, où mon pied foulerait un sol inhabitable au despotisme ! » Un accueil enthousiaste fut fait à l'écrivain par les New-Yorkais, dont l'orgueil national avait été frappé par l'éloquente apostrophe de Gorki. Des fêtes en son honneur s'organisaient. On annonçait déjà des conférences données par lui, quand soudain on apprit qu'il était chassé de l'hôtel Bellechasse, où il était descendu, et qu'il errait d'hôtel en hôtel, ne trouvant personne qui consentit à lui donner l'hospitalité. Gorki était rejeté par l'opinion publique. Le commissaire de l'Immigration annonçait son intention de l'expulser. On venait de découvrir en effet que Gorki avait une maîtresse, une actrice russe, Mlle A..... L'auteur de *Thomas Gordeief* l'avait déclarée comme sa femme légitime (2). Quelques jours après, on apprenait que Gorki et sa compagne avaient été obligés de quitter New-York (3).

(1) *L'Echo de Paris*, 30 mars 1903.

(2) *Le Matin*, 16 avril 1906.

(3) *Le Temps*, 18 avril 1906.

de travail exécutoire sur le territoire américain (1). La sanction de cette défense était une amende de 1.000 dollars par ouvrier importé aux Etats-Unis. La loi de 1885 faisait cependant exception pour les sujets des nations étrangères, résidant temporairement aux Etats-Unis, autorisés à engager des étrangers comme secrétaires ou domestiques, pour les patrons ou sociétés engageant des ouvriers étrangers pour monter sur le territoire américain une industrie qui n'y était pas encore établie, pour les acteurs, artistes, chanteurs et conférenciers. A la suite d'un procès fait à une association religieuse pour avoir engagé un pasteur étranger, l'exception fut étendue aux ministres du culte, aux personnes exerçant une profession libérale, et aux professeurs de collèges ou séminaires (2).

La loi du 3 mars 1891 décida que l'encouragement à l'émigration vers les Etats-Unis au moyen d'affiches publiées dans les pays d'émigration serait considéré comme une violation de la loi du 26 février 1885 : « Tout étranger venant aux Etats-Unis par suite de ces affiches sera réputé y venir avec un contrat de travail, et les pénalités prévues pour ce délit seront appliquées. Cette disposition ne s'applique pas au gouvernement des Etats-Unis, ni aux Bureaux de l'Immigration publiant les avantages offerts aux immigrants. Aucune compagnie de navigation ne pourra directement ou

(1) Cette disposition, nous l'avons vu plus haut, fut votée à la demande des syndicats et des trade-unions.

(2) Voir chap. 1, le procès intenté devant la cour des Etats-Unis (district sud de New-York, contre le Recteur de l'Eglise de la Sainte-Trinité).

par l'intermédiaire de ses agents, solliciter ou encourager l'immigration aux Etats-Unis, si ce n'est par lettres commerciales, circulaires et affiches annonçant les départs des paquebots et le prix des passages. Les compagnies de navigation encourront pour violation de cette disposition les pénalités prévues par la loi du 26 février 1885. » L'exclusion des « contract laborers », ainsi que l'interdiction pour les compagnies de navigation d'encourager l'immigration au moyen d'affiches, ont été répétées par l'Act du 3 mars 1903 et l'Act du 20 février 1907 (1). Les exceptions admises par la loi de 1885 et les lois postérieures ont été également insérées dans ces deux lois.

Les « contracts of labor » sont une des causes les plus fréquentes d'exclusion. En 1905, 2.314 « contract laborers » furent refusés, soit environ 18 0/0 du nombre total des exclus. Et cependant le commissaire général de l'Immigration se plaint chaque année dans son rapport annuel (2) de la très grande difficulté qu'ont les inspecteurs de l'immigration à découvrir cette catégorie d' « *undesirables* ». Dans son rapport de 1907, M. F. P. Sargent, commissaire général de l'Immigration, écrit : « Les immigrants et ceux qui ont conclu avec eux un contrat de travail sont tellement habitués à violer la loi, que beaucoup de « contract laborers » échappent aux inspecteurs » (3). Un crédit annuel de 50.000 dollars est

(1) Cf. La loi du 20 février 1907, art. 4, 5, 6, 7.

(2) Voir les *rapports* de 1905, p. 44-46, 1906, p. 65 et 1907, p. 67.

(3) *Rapport annuel du commissaire général de l'Immigration*, année 1907, p. 67.

prévu par la loi du 20 février 1907 pour la création de nouveaux inspecteurs de l'immigration, chargés spécialement de découvrir les « contract laborers ».

En novembre 1905 l'administration intenta un procès à la « Tile Gate and Mantel Association of New-York » pour avoir favorisé l'immigration avec promesse préalable d'emploi à dix ouvriers. Cette association fut condamnée à 100.000 francs d'amende, sans compter les frais du procès, et les dix ouvriers, après avoir été les témoins à charge, furent rapatriés aux dépens de l'Association (1). M. F. P. Sargent, dans son rapport de 1907, nous cite plusieurs exemples de contrats de travail préalables. Voici un des plus intéressants : « Ruzi Dimitroff et 24 autres bulgares arrivèrent à New-York au mois de décembre 1906, conduits par un de leurs compatriotes, parlant fort bien l'anglais et se disant leur interprète. Ces immigrants donnaient comme destination différentes adresses à Chicago, mais tous avaient également le nom et l'adresse d'un Bulgare, habitant Gresham, qui vraisemblablement était leur véritable destination. On apprit par eux que 250 Bulgares avaient récemment quitté leur pays à destination de New-York. Il était bien évident que ce groupe arrivant à New-York n'était qu'une partie des 250 qui avaient émigré aux Etats-Unis, et qu'ils étaient venus avec une promesse de travail (2). »

La preuve du « contract of labor » est parfois impossible

(1) *Rapport annuel du commissaire général de l'Immigration, année 1905*, p. 45.

(2) *Rapport du Commissaire général de l'Immigration, 1907*, p. 68.

à faire. C'est ainsi qu' « en juin 1906, 13 Bulgares arrivèrent à New-York, donnant comme destination Madison (Illinois). Chacun possédait environ 20 dollars. La preuve d'un contrat de travail préalable ne put être faite, et cependant il apparaissait clairement par la manière de répondre de chacun d'eux et leur refus d'accepter de l'ouvrage ailleurs qu'à Madison, qu'ils cherchaient à entrer aux Etats-Unis en violant la loi » (1). Voici un cas analogue : « Trifko Bula-
lovic et 25 Monténégriens débarquèrent à New-York le 27 juin 1906, donnant Chicago comme destination. Il furent soumis à une enquête très sérieuse à New-York, pendant qu'en même temps une autre enquête était faite à Chicago. Il fut cependant impossible d'obtenir la preuve d'un « contract of labor », quoique leurs réponses peu satisfaisantes eussent amené le « Bureau d'Enquête spéciale » et le commissaire du port de New-York à la certitude morale qu'un tel contrat existait (2). »

La loi du 3 mars 1903 a ajouté à la liste des « *undesirables* » les anarchistes. Une loi de 1902 (3) avait défini l'anarchie : « la doctrine suivant laquelle le gouvernement régulier peut-être renversé par la force ou la violence, par l'assassinat du chef du pouvoir exécutif ou des fonctionnaires ou par tout autre moyen illégal. » La propagation des doctrines anarchistes par la plume ou la parole est un crime puni d'un emprisonnement de 10 ans au plus, d'une amende

(1) *Rapport du Commissaire général de l'Immigration*, 1907, p. 68.

(2) *Rapport du Commissaire général de l'Immigration*, 1907, p. 69.

(3) Loi du 3 avril 1902.

de 5.000 dollars, ou des deux peines à la fois. Les imprimeurs et éditeurs sont réputés complices (1). Emu par l'assassinat du Président Mac-Kinley, le législateur de 1903 a fermé l'entrée des Etats-Unis à toute personne « qui est systématiquement opposée aux gouvernements organisés, à tous ceux, faisant partie, comme membres ou affiliés, des associations entretenant ou enseignant de semblables théories, à toute personne qui prêche et enseigne le devoir, la nécessité ou l'utilité d'attenter à la vie et des officiers et fonctionnaires, que les personnes menacées soient individuellement désignées, ou qu'il s'agisse, dans son ensemble du corps des fonctionnaires des Etats-Unis ou des autorités constituées des autres gouvernements organisés, du moment qu'elles sont visées en raison de leur caractère officiel ». L'« Immigration Act » punit d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une amende de 5.000 dollars, ou des deux peines, toute personne qui aiderait un anarchiste à pénétrer aux Etats-Unis. La loi de 1907 a reproduit dans son article 28 les dispositions de la loi de 1903, mais l'exclusion des anarchistes n'a pas produit les résultats qu'on avait espérés (2), et les revues américaines où l'on traite les questions sociales, se montrent fort préoccupées du mouvement anarchiste. M. Roosevelt, dans son message au Congrès des Etats-Unis, le 5 décembre 1905, disait : « Il faut écarter impitoyablement non seulement les anarchistes, mais tous les individus à tendances anar-

(1) Cf. *Annuaire de législation étrangère*, 1903, p. 706.

(2) 5 anarchistes seulement furent découverts parmi les immigrants en 1906, et aucun en 1907.

chistes », et M. Charles J. Bonaparte « dans un discours récent proposait l'emploi d'une politique sociale, dont voici les grandes lignes : 1° les crimes ou tentatives de crimes, inspirés par l'idée anarchiste, doivent être impitoyablement punis de mort ; 2° les fautes moins graves, mais non moins détestables dans leur principe, doivent être punies d'un emprisonnement très dur : isolement complet, privation de tout confort et surtout de tout ce qui pourrait distraire le coupable des salutaires réflexions que la prison doit lui inspirer ; 3° enfin, et ceci principalement pour l'effet moral, il faut établir à l'usage des anarchistes la peine du fouet : c'est, de toutes les punitions, celle qui fait le plus vivement sentir au malfaiteur combien ses frères en humanité tiennent ses doctrines en haine et en dégoût » (1).

(1) « Les nombreux statuts réglementant l'immigration qui s'échelonnent sur la période 1875 à 1894 ne visent en rien les anarchistes ; la loi américaine concentre alors ses rigueurs sur les polygames, les épileptiques ou les fous ; elle ignore ou feint d'ignorer les maniaques, beaucoup plus redoutables, de la propagande par le fait. Cependant l'immigration venant d'Europe, tel un torrent bourbeux, déversait chaque année dans le Nouveau-Monde les rebuts de l'humanité. Les principaux centres des Etats-Unis, New-York, Chicago, Boston ou Philadelphie, ne tardèrent pas à devenir de véritables repaires d'anarchistes, dont la surveillance était rendue impossible au milieu de la population mélangée de ces immenses cités. Gaetano Bresci, qui assassina en 1900 le roi Humbert, avait habité longtemps les Etats-Unis où il s'était affilié aux clubs révolutionnaires : c'est sous leur influence, sinon sur leur ordre, qu'il accomplit son forfait. Ni le meurtre du président Carnot, ni l'odieuse attentat de Lucheni, qui poignardait à Genève, victime innocente, l'impératrice Elisabeth, ni l'assassinat du roi d'Italie ne parvinrent à émouvoir la sereine indifférence du parlement américain. Bien que restreignant sans cesse par des statuts nouveaux l'admission des étrangers, les Etats-Unis continuèrent à recueillir chez eux les

Nous avons étudié les plus intéressants des « *undesirables* » ; mais d'autres causes d'exclusion ont encore été prévues par les différentes lois des Etat-Unis sur l'immigration. L'Act du 20 février 1907 les a toutes réunies dans son article 2 : « Les catégories suivantes d'immigrants ne seront pas autorisées à débarquer aux Etats-Unis : les idiots, les imbéciles, les faibles d'esprit, les épileptiques, les fous, les personnes ayant été atteintes de folie pendant cinq ans, ou ayant eu deux attaques de folie ou plus, les miséreux, les personnes susceptibles de tomber à la charge publique, les mendiants de profession, les personnes atteintes de maladie contagieuse ou répugnante, les personnes non comprises dans aucune autre catégorie et certifiées par le médecin inspecteur présenter quelque infirmité mentale ou physique les empêchant de gagner leur vie, les personnes

« dynamitards ». Figé dans son égoïsme, confiant dans sa propre sécurité, à l'abri de l'asile accordé, considérant volontiers les théories nihilistes comme un malaise social propre à l'organisme vieilli et décadent de l'ancien monde, l'oncle Sam se croyait, lui, sûr d'une immunité complète. Cruelle devait être sa déception ! Au mois d'octobre 1901 le président Mac-Kinley tombait sous les balles de Czolcosz ! Ce fut une stupeur générale !... A l'effarement du premier instant succéda bien vite un sentiment de colère contre ces ingrats qui méconnaissaient ainsi les règles de l'hospitalité et qu'on aurait continué d'ignorer s'ils avaient eu la sagesse de porter leurs exploits... chez les autres. Du coup les anarchistes furent classés dans la loi au premier rang des indésirables !... Ainsi la loi des Etats-Unis, après avoir pendant si longtemps témoigné une inconcevable faiblesse envers les anarchistes et considéré leurs révoltes comme constituant tout au plus des délits d'opinion, s'est vue, par la force des choses, obligée d'user de rigueur à leur égard et de les traiter comme des criminels de droit commun ». (*Les Indésirables*, p. 263).

condamnées pour crime autre qu'un crime politique, les polygames ou les personnes dont la religion admet la polygamie (1), les anarchistes ou ceux qui prêchent le renversement du gouvernement des Etats-Unis ou de tout autre état par la force, la violence, ou l'assassinat des fonctionnaires, les prostituées ou les femmes entrant aux Etats-Unis en vue de la prostitution et dans tout autre but immoral, les « contract laborers » venus en Amérique à la suite d'offres, de promesses, d'emploi ou d'accords verbaux ou écrits, exprès ou tacites, pour y accomplir un travail d'art ou non, ceux qui, dans l'année suivant leur entrée aux Etats-Unis, ont été expulsés pour y être venus à la suite de sollicitations ou de contrats, toute personne dont le billet a été payé par une autre, ou ayant reçu un secours en argent pour émigrer, à moins qu'il n'apparaisse bien clairement que la personne en question n'appartient à aucune catégorie d'exclus, et que son billet n'a été payé par aucune corporation, association, société, municipalité ou gouvernement étranger, soit directement soit indirectement, les enfants de moins de 16 ans, non accompagnés par un de leurs parents. »

En pratique l'exclusion dépend entièrement des inspecteurs de l'immigration : à eux de découvrir si l'immigrant est un fou, un misérable, un criminel... ou « contient, au contraire, en lui l'étoffe nécessaire pour faire un citoyen américain ». Quand il s'agit de folie ou de maladie bien caractérisée, leur

(1) Ce qui exclut tous les musulmans.

tâche est facile, mais, dès qu'on se trouve dans la « sphère morale », la décision est souvent très difficile à prendre, et les inspecteurs doivent être de véritables experts. Les immigrants exclus sont généralement reconduits à leur port d'embarquement par le paquebot qui les a amenés en Amérique. Au sujet du rapatriement des fous, il est intéressant de noter trois amendements, qui ont été suggérés par la « State-Charities Aid Association ». La section 12 de l' « Immigration Act » de 1907 exige, parmi les renseignements recueillis au départ du navire, le nom et l'adresse du plus proche parent de l'immigrant dans son pays d'origine. Ceci est destiné à fournir au « Département du commerce et du travail » un renseignement qu'il est parfois impossible d'obtenir d'un fou. Il est en effet du plus grand intérêt que les fous soient retournés dans le pays d'où ils viennent pour être remis aux soins de leurs parents ou amis, et non pas seulement au port d'embarquement.

L'article 19 prévoit le maintien à la station d'immigration des fous qui ne pourraient pas être reconduits immédiatement dans leur pays sans crainte de voir toute chance de recouvrer la santé perdue à tout jamais. Ce mode de traitement avait été recommandé par le commissaire général de l'Immigration aux commissaires des différents ports ; néanmoins la « State-Charities Aid Association » a jugé utile de faire insérer l'article 19 dans la loi pour que la conduite des officiers de l'immigration ne puisse être critiquée.

L'article 21 autorise l'envoi d'un employé du service de l'Immigration pour accompagner l'immigrant atteint de folie

jusqu'à sa destination finale. Cette disposition a pour but de remédier à ce qui se passait sous la loi de 1903 ; l'immigrant, reconduit jusqu'à son port d'embarquement, y était souvent abandonné, loin de ses parents ou de ses amis. La « State-Charities Aid Association » avait aussi demandé l'insertion des mots « du même sexe », ce qui fut voté par la Chambre des Représentants, mais non par le Sénat. En fait, on envoie toujours un employé du même sexe.

D'autres causes d'exclusion ont été proposées par les partisans d'une législation plus sévère sur l'immigration. C'est ainsi, par exemple, que l'exclusion des immigrants âgés de plus de cinquante ans a été demandée. Pour montrer ce qu'aurait d'excessif une telle exclusion, il suffit de citer un exemple qui nous est fourni par M. Robert-Watchorn dans un article qu'il a publié dans la Revue *Outlook*. « Plusieurs étudiantes américaines visitaient Ellis-Island. Elles venaient de tous les Etats de l'Union, mais toutes étaient opposées à la liberté d'immigrer aux Etats-Unis. L'employé, qui les conduisait, leur demanda de lui indiquer un immigrant qu'elles interrogeraient. Elles montrèrent du doigt un vieil italien, et toutes furent d'avis qu'il était beaucoup trop âgé pour être autorisé à débarquer. Elles apprirent que telle avait été la décision du « Conseil d'Enquête spéciale », mais que l'italien avait fait appel. Il leur raconta être venu aux Etats-Unis rejoindre son fils parti depuis 15 mois d'Italie ; trois mois auparavant il avait reçu une lettre de lui, mais depuis il n'avait plus donné signe de vie et n'avait pas répondu à la lettre de son père lui annonçant son arrivée. Sur

ces entrefaites, le fils arriva justement. On le conduisit dans la salle où se trouvait son père, et pour un instant ils semblèrent perdre tous deux le pouvoir de parler. Le vieux père saisit son fils par les bras et le souleva comme s'il était encore tout petit enfant. La scène attendrit les jeunes filles, et, quand on leur demanda si elles étaient toujours d'avis de le renvoyer à cause de son âge, toutes s'écrièrent : Non, non ! Il n'y a aucune raison pour le renvoyer. Laissez-le aller avec son fils à Lynchburg (1). »

Le projet de loi, devenu l'Act du 20 février 1907, portait primitivement une autre cause d'exclusion. L'amendement appelé l'« *illiteracy* » test refusait l'admission à tout étranger de plus de seize ans ne sachant pas lire, mais permettait cependant aux immigrants déjà installés aux Etats-Unis, d'y faire venir leurs femmes, enfants de moins de 18 ans, parents ou grands-parents, qu'ils sachent lire ou non. L'adoption d'un tel amendement aurait certainement eu pour but de stimuler l'éducation populaire dans certains pays d'Europe. Le Consul des Etats-Unis à Venise raconte que, quand il fut question d'exclure des Etats-Unis les « *illetterates* », des écoles du soir furent immédiatement ouvertes en Italie pour ceux qui voulaient émigrer. Après le vote de la loi de 1907, les écoles furent fermées. L'« *illiteracy test* », quoique présenté plusieurs fois au congrès, soutenu par les présidents McKinley et Roosevelt, par le commissaire général de l'Immi-

(1) *Outlook*, 'the Gateway of the Nation', by Robert Watchorn, janvier 1903.

gration, et par de nombreuses pétitions adressées au Congrès, ne fut pas adopté par le Sénat, qui craignit que cet amendement ne diminuât dans une trop forte proportion le nombre des immigrants (1).

Les immigrants, même après avoir été admis aux Etats-Unis, peuvent encore être expulsés pendant un certain délai. La loi du 23 février 1887 avait autorisé l'expulsion pendant un an de tout étranger « ne donnant pas satisfaction aux autorités américaines », ou venu aux Etats-Unis avec un contrat de travail. La loi du 3 mars 1891 décida que « tout étranger venu en Amérique contrairement aux lois pourrait être renvoyé dans son pays d'origine à n'importe quel moment pendant une durée d'un an après son arrivée, aux frais de la compagnie de navigation l'ayant amené aux Etats-Unis... Tout étranger, tombant à la charge publique dans le délai d'un an après son arrivée en vertu de causes antérieures à son débarquement sera considéré comme ayant contrevenu à la loi et retourné dans son pays. »

La loi de 1887 ne permettait l'expulsion que des « contract laborers » ou des perturbateurs de l'ordre public ; la loi de 1891 autorise le renvoi de tout immigrant « *undesirable* ». Le délai d'expulsion fut porté par l'Act de 1903 à deux ans pour « les immigrants tombant à la charge publique en vertu des causes antérieures à leur débarquement », et à trois ans pour ceux entrés aux Etats-Unis en fraude de la loi.

(1) Le nombre des illettrés s'élevait en 1905 à 230.000 sur 1,026, 499 immigrants.

La loi de 1907 porta le délai à trois ans dans tous les cas. Le journal *Le Temps*, dans son numéro du 24 mars 1908, nous donne un exemple d'expulsion en masse de tous les anarchistes : « Devant l'attitude menaçante des anarchistes de Patterson, Chicago et New-York, le tempérament combatif du président des Etats-Unis vient de se révéler par une déclaration de guerre ouverte. M. Roosevelt vient de faire arrêter la distribution du journal *La Question Sociale*, organe anarchiste de Patterson (New-Jersey), un des foyers d'anarchie des Etats-Unis. Le journal avait publié un article invitant les compagnons à faire main-basse sur les fusils du dépôt d'armes de la ville, à tirer sur la police et la troupe, et à s'emparer du gouvernement local. Dans une lettre adressée au maire de Patterson, M. Roosevelt montre la nécessité de sévir contre l'appel au meurtre et les publications incendiaires des anarchistes. Le rédacteur en chef de *La Question Sociale*, qui est un italien, aurait répondu aux déclarations de M. Roosevelt par un défi au président, au maire, à la police, au pays tout entier. Il a dit que son journal paraîtrait demain et qu'il y prêcherait les doctrines qui lui conviennent. M. Roosevelt a donné des instructions pour que tous les anarchistes arrivés aux Etats-Unis depuis trois ans soient expulsés. »

La Cour suprême des Etats-Unis a, à maintes reprises, affirmé l'irréprochable régularité, et en droit constitutionnel, et au point de vue international, des « Immigration Acts » qui excluent les étrangers non « desirables », notamment les pauvres et « les personnes susceptibles de devenir une charge

publique », ou des lois qui interdisent aux anarchistes le territoire américain (1).

La Cour suprême a également décidé que les autorités des ports des Etats-Unis, chargées de déterminer quels immigrants appartiennent aux catégories susceptibles d'exclusion, sont investies d'un pouvoir souverain, et qu'en conséquence un immigrant exclu par ces autorités est non recevable à se pourvoir devant les cours de justice, même s'il prétend établir qu'il est citoyen américain et non sujet étranger (2).

A ces causes générales d'exclusion, il nous faut ajouter les mesures spéciales aux Chinois et aux Japonais. L'importance de ces mesures nous oblige à leur consacrer des chapitres spéciaux.

(1) Cf. Kaorn Yamataya et Fisher, 6 avril 1903 ; *United States* et Jusory, 3 mai 1905 ; un article de M. Chas Noble Gregory, *The juridical Review*, juillet 1906, p. 121, traduit par M. Charles Thierry, avocat à la cour d'appel de Paris, *Journal de Droit International privé*, 1907, p. 1029.

(2) Cf. Les Etats-Unis et Ju Toy, cour suprême des Etats-Unis, 3 mai 1905 et l'article de M. le professeur Chas Noble Gregory, cité plus haut : « A question of international law in the deportation of aliens. »

CHAPITRE VI

L'EXCLUSION DES CHINOIS

Le premier traité entre la Chine et les Etats-Unis remonte à 1844. L'Angleterre, à la suite de la guerre de l'opium, avait obtenu que les cinq principaux ports de la Chine seraient ouverts au commerce de ses sujets : par le traité de 1844, M. Caleb Cushing, délégué des Etats-Unis, obtenait pour son gouvernement les mêmes avantages que ceux accordés deux ans plus tôt à l'Angleterre. Un nouveau traité fut signé en juin 1855, renouvelant la promesse de protection des citoyens Américains en Chine et stipulant la sécurité des Chinois aux Etats-Unis.

Une nouvelle convention, appelée « traité Burlingham », intervint le 28 juillet 1868 : les deux pays se garantissaient mutuellement la libre circulation et la libre émigration de leurs citoyens, lorsque ceux-ci voyageaient pour leur agrément, pour leur commerce, ou même en vue de se fixer d'une façon permanente. La faculté d'entrer aux Etats-Unis, d'y voyager ou d'y résider n'était nullement restreinte pour les Chinois, et cependant ces mêmes avantages n'étaient re-

connus aux citoyens Américains que pour certaines régions, nettement déterminées et très peu étendues.

« La première immigration considérable de Chinois aux Etats-Unis eut lieu quelque temps après l'époque où fut annoncée la découverte de l'or en Californie (1848) ; on constata qu'ils étaient dociles et traitables, et, pendant quelques années, leur entrée ne souleva aucune opposition. Mais, dans la suite, leur nombre augmenta considérablement ; la plupart venaient d'Hong-Kong, liés déjà par des contrats de travail et de service. Comme leur nombre s'était accru, ils se livrèrent à des occupations variées, et, au lieu de se confiner, comme précédemment, au service domestique et au travail en plein air, ils cherchèrent à s'employer dans les mines et dans les travaux mécaniques, aussi bien que dans la campagne. Un grand nombre d'entre eux furent encore occupés à la construction des chemins de fer du Pacifique.

« Les Chinois arrivèrent ainsi peu à peu à entrer en compétition ouverte dans tous les métiers avec les ouvriers et les artisans américains. Comme en règle générale, ils vivaient sans famille, et se montraient d'une exceptionnelle sobriété, ils purent se contenter de salaires inférieurs. Ce fait seul eut amené un antagonisme et des collisions. Ces troubles furent rendus inévitables à raison des différences de race, de langage et de religion qui, persistant chez les Chinois, empêchaient leur assimilation, et en faisaient un élément de population isolé et distinct. Cette disconvenance naturelle devint plus menaçante et plus réelle, à mesure

que le nombre des Chinois s'accrut. Les populations des côtes du Pacifique commencèrent alors à demander au Congrès, par voie de pétition, une législation restrictive ; la réclamation la plus significative est indiquée dans une décision de la Cour suprême de Washington, du 13 mai 1889, déclarant valable la loi du 1^{er} octobre 1888 qui ferme les Etats-Unis aux Chinois.

En décembre 1878, la Convention qui élaborait la constitution actuelle de la Californie, étant en session, aborda ce sujet et fit parvenir un mémoire au Congrès, dans lequel elle montrait en substance que la présence d'ouvriers Chinois produisait un effet funeste sur les intérêts matériels de l'Etat et sur la morale publique, que leur immigration approchait, par le nombre, du caractère d'une véritable invasion de l'Orient, et constituait une menace pour notre civilisation, que le mécontentement, qui en résultait, n'était pas limité à un parti politique, aux membres d'une classe ou d'une nationalité, mais était presque universel, que ces Chinois conservaient les habitudes et les coutumes de leur propre pays, constituaient en fait un Etat chinois dans l'Etat, et ne s'intéressaient nullement à notre pays et à nos institutions : aussi la Convention priait-elle le Congrès de prendre des mesures en vue de leur immigration ultérieure. » D'autres pétitions suivirent, et le Congrès par une loi, vota une certaine somme en vue de couvrir les frais de négociation d'un traité (1). »

(1) J.-B. Moore : *Journal de droit international privé*, 1892, p. 388.

Le gouvernement des Etats-Unis envoya trois plénipotentiaires à Pékin : James B. Angell, de l'état de Michigan, John F. Swift, de l'état de Californie, et William Henry Trescott, de la Caroline du Sud, et le 17 novembre 1880 un traité fut signé. L'article 1^{er} est ainsi conçu : « Lorsque le gouvernement des Etats-Unis estimera que la venue d'ouvriers chinois aux Etats-Unis et leur établissement dans le pays portent atteinte aux intérêts nationaux, ou compromettent l'ordre public, le gouvernement chinois reconnaît au gouvernement américain le droit de régler, limiter ou suspendre l'arrivée des Chinois, mais non de l'interdire complètement. La limitation ou la suspension devront être raisonnables et ne s'appliquer qu'aux ouvriers chinois. »

L'article 2 déclare que les sujets chinois qui vont aux Etats-Unis comme professeurs, étudiants, marchands ou touristes, les domestiques attachés à leur personne, et les ouvriers résidant aux Etats-Unis, jouiront de la faculté de voyager où bon leur semblera, et de tous les privilèges, immunités et exemptions accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Dans l'article 3, le gouvernement des Etats-Unis promet d'user de tout son pouvoir pour empêcher, et, au besoin, réprimer tous mauvais traitements à l'égard des sujets chinois résidant aux Etats-Unis.

Pour donner force exécutoire aux dispositions du traité, le Congrès vota le 6 mai 1882 un « *act to execute certain treaty stipulations, relating to Chinese* » (1). L'article 1^{er} dis-

(1) Cf. 22 Stat., p. 58.

pose que passé 90 jours après la promulgation de la loi, l'immigration chinoise sera suspendue pendant une durée de dix ans ; l'article 2 punit d'une amende de 500 dollars par chinois débarqué et permet de frapper immédiatement d'emprisonnement le capitaine du navire qui, en connaissance de cause, débarque aux Etats-Unis un « coolie » chinois. La loi de 1882 faisait exception pour les ouvriers chinois résidant aux Etats-Unis le 17 novembre 1880, ou venus dans les 90 jours de la promulgation de la loi (art. 3). Ceux-ci toutefois, pour pouvoir rentrer aux Etats-Unis, devaient être porteurs d'un certificat délivré par le Receveur des Douanes du port où ils s'étaient embarqués, ou par le Receveur des Douanes du district-frontière, quand ils avaient quitté les Etats-Unis par voie de terre.

La contrefaçon des certificats de retour et les substitutions de personnes, qui en furent la conséquence, empêchèrent la loi de 1882 de produire les résultats qu'on avait espérés. Pour essayer de mettre fin au trafic des certificats, un amendement à la loi de 1882 fut voté le 5 juillet 1884 : il précisait les indications, que devaient contenir les certificats de retour, interdisait aux colporteurs l'entrée des Etats-Unis et chargeait les agents diplomatiques du gouvernement américain de viser au départ les certificats d'identité.

Cependant l'antagonisme croissait entre les Américains et les Chinois. Des émeutes regrettables éclatèrent, dont une particulièrement violente à Rock Springs, dans le territoire du Wyoming, où de nombreux Chinois furent tués. Les Célestes, ne se sentant plus en sûreté aux Etats-Unis, quittèrent

en foule l'Amérique (1). De nouvelles négociations furent alors engagées entre le secrétaire d'Etat des Etats-Unis aux affaires étrangères, M. Bayard, et le ministre de Chine à Washington. Elles aboutirent le 12 mars 1888 à un nouveau traité, qui fut soumis à l'agrément des deux puissances. Le but principal du traité était d'interdire pendant une durée de 20 ans l'entrée des Etats-Unis aux ouvriers chinois. Il était en outre stipulé que, à moins d'avis donné par l'un ou l'autre gouvernement six mois au moins avant l'expiration de ce délai, le traité continuerait à être en vigueur pour une nouvelle durée de vingt ans. L'article 2 permettait le retour aux Etats-Unis des ouvriers chinois ayant leur femme légitime, un parent ou grand-parent aux Etats-Unis, ou y possédant une propriété d'une valeur de 1.000 dollars ou des créances de ce taux, dont le règlement était pendant. Le traité autorisait les fonctionnaires, étudiants, professeurs, marchands ou touristes chinois, à pénétrer sur le territoire américain, mais seulement quand ils étaient munis d'un certificat de leur gouvernement ou du pays de leur dernière résidence.

Une loi venait d'être votée pour donner effet à ce traité, et avait été approuvée par le Président des Etats-Unis, le 13 septembre 1888, lorsqu'on apprit que le gouvernement chinois refusait de ratifier le traité. Immédiatement un nouveau projet de loi fut présenté au Congrès et voté par lui : il était

(1) En 1883, 12.066 Chinois quittèrent les Etats-Unis ; en 1884, 14.133 et en 1885, 17.526

désormais défendu à tout « coolie » chinois, ayant quitté les Etats-Unis d'y rentrer, aucun certificat de retour ne serait plus délivré à l'avenir, et tout certificat précédemment délivré était nul. Le 21 septembre 1888, le jour même où la nouvelle loi était proposée à l'approbation du Président des Etats-Unis, le gouvernement américain recevait de son représentant à Pékin une dépêche annonçant que la Chine ne consentait à ratifier le traité que si de nouveaux pourparlers étaient engagés en vue d'abrégier la période d'exclusion et de modifier les conditions imposées aux ouvriers chinois pour pouvoir revenir aux Etats-Unis. Quelques jours plus tard, le ministre de Chine à Washington réclamait également que le certificat de retour fût délivré par le Consul de Chine au lieu de l'être par les autorités américaines.

Le 1^{er} octobre 1888, le Président des Etats-Unis ratifiait la loi qui lui avait été présentée le 21 septembre et adressait au Congrès un message, dans lequel il exposait ainsi les motifs de sa conduite : « Le traité a été adopté dans chacune de ses dispositions conformément au désir du gouvernement chinois par le ministre de ce pays ; la première proposition relative à l'exclusion absolue des Chinois a été faite par le ministre des Affaires étrangères de Chine au ministre des Etats-Unis à Pékin ; l'article 2, qui permettait le retour des Chinois ayant aux Etats-Unis des propriétés a été inséré à la demande de la Chine, bien que, d'après les lois Américaines, l'absence du demandeur ne fût pas un obstacle pour réclamer le paiement d'une dette. » Le Président terminait ainsi : « Le droit suprême et le devoir in-

contestable qu'à tout gouvernement d'exclure de son territoire tous les éléments étrangers qui retardent sa prospérité ou portent préjudice à la santé morale ou physique doivent être considérés comme des axiomes de politique internationale. La Chine elle-même admet cette doctrine, et par les déclarations auxquelles j'ai fait allusion, elle nous avait conduit, à penser que nous pouvions hardiment compter sur elle pour nous aider à rendre efficace l'exclusion des ouvriers chinois. Cette coopération ne nous a cependant pas été accordée. Aussi, en raison de ce que le gouvernement chinois a inopinément refusé de ratifier les actes de son représentant accrédité, et de faire produire effet à un accord international dont il avait volontairement soumis les dispositions essentielles à notre agrément, il y a eu urgence pour le gouvernement des Etats-Unis de mettre en mouvement ses pouvoirs législatifs pour pourvoir à sa propre défense. Je ne puis considérer la demande adressée au nom de la Chine en vue d'un nouvel examen et d'une complète discussion des points réglés d'une façon si précise par les stipulations du traité que comme un ajournement indéfini et un abandon du but que le gouvernement chinois s'était engagé à nous faire atteindre. Les faits et les circonstances que j'ai rapportés me conduisent à m'associer au Congrès pour régler par une loi la question de l'exclusion des ouvriers chinois au lieu d'essayer encore de réglementer ce point par un accord international. Toutefois, alors que nous exerçons ce droit incontestable dans l'intérêt de notre peuple et pour le

bien-être général du pays, la justice et la loyauté semblent exiger qu'une loi ou une résolution commune à la Chambre des Représentants et au Sénat (joint résolution) décide que pourroient débarquer les ouvriers chinois qui, avant le jour où cette loi a été approuvée, se seraient embarqués pour revenir aux Etats-Unis ; au surplus ceux-ci devraient avoir obtenu légalement et suivant les formes prescrites, et aussi présenter des certificats actuellement délivrés et en vertu desquels ils auraient le droit de revenir d'après les dispositions des lois existantes (1). »

Le Congrès ne tint pas compte du désir exprimé par le Président, et ne prit aucune mesure particulière en faveur des ouvriers chinois, qui, porteurs de certificats de retour pour les Etats-Unis, se seraient embarqués avant le vote de la loi. C'est à l'occasion d'un cas de ce genre que la validité de la loi du 1^{er} octobre 1888 fut reconnue par la Cour su-

(1) Le Président des Etats-Unis écrivait dans le même message au sujet des certificats de retour : « Le traité et les lois votées pour son exécution ont été si souvent violés que les cours des Etats du Pacifique ont été, pendant un certain temps, surchargées par l'examen de procès relatifs à des ouvriers chinois, accusés d'être entrés dans nos ports sous le couvert de certificats de retour falsifiés, ou accusés d'avoir tenté d'établir à l'aide d'un parjure le fait d'une résidence antérieure. La constatation de l'inefficacité du traité et de la législation a produit, dans le peuple des Etats-Unis, et spécialement parmi ceux qui résidaient sur les côtes du Pacifique, un profond mécontentement qui ne fait que s'accroître. Cette circonstance m'a poussé à ne négliger aucun effort pour découvrir un remède efficace contre ce malheur et à satisfaire à l'ardent désir du peuple qui réclamait l'exclusion complète d'ouvriers, dont les aspirations et les intentions sont différentes des nôtres, et absolument opposées à ce qu'ils deviennent des citoyens américains. »

prême : un Chinois, Chac-Chan-Ping, ayant résidé aux Etats-Unis de 1875 au 2 juin 1887, était retourné en Chine, muni d'un certificat l'autorisant à revenir et délivré conformément aux dispositions de la loi du 6 mai 1882, modifiée par l'amendement du 5 juillet 1884 (1). Quand il revint à San-Francisco le 8 octobre 1888, le Receveur des Douanes ne lui permit pas de débarquer, son certificat étant devenu nul depuis la loi du 1^{er} octobre. Chac-Chan-Ping contesta la validité de la loi, comme entraînant l'expulsion d'ouvriers chinois contrairement aux dispositions des traités et violant les droits accordés à ces ouvriers par les lois du Congrès. La Cour suprême reconnut la validité de la loi du 1^{er} octobre 1888 : « La faculté d'exclure les étrangers, disait-elle dans « son arrêt, faisant partie des droits de souveraineté appar-
« tenant au gouvernement des Etats-Unis, puisqu'elle lui a
« été déléguée par la Constitution, peut être mise en mouve-
« ment à toute époque où, d'après l'opinion du gouverne-
« ment, les intérêts du pays l'exigent... Ainsi donc toute
« permission de revenir accordée aux ouvriers chinois avant
« la loi du 1^{er} octobre, est subordonnée à la volonté du gou-
« vernement... (2) »

Une loi du 5 mai 1892 obligea tous les ouvriers chinois résidant aux Etats-Unis à se faire enregistrer au *Bureau of internal revenue* de leur district.

Les négociations entre les gouvernements chinois et amé-

(1) Cf. *Federal Reports*, t. XXXV, p. 431, et *American Law Review*, t. XXIII, p. 140.

(2) Cf. J.-B. Moore, *Digest*.

ricain, interrompues en 1888, furent reprises en 1894 et aboutirent à un nouveau traité, qui fut signé le 17 mars 1894 et ratifié peu de temps après. Après avoir affirmé le désir du gouvernement chinois d'interdire à ses nationaux l'émigration aux Etats-Unis, le traité stipule que « pendant une période de dix ans, ayant pour point de départ la date des ratifications de la convention, l'entrée des ouvriers chinois aux Etats-Unis est absolument interdite. »

L'article 2 permet cependant le retour aux Etats-Unis d'un ouvrier chinois porté sur les registres, qui a une femme légitime, un parent ou un enfant en Amérique, ou qui y possède une propriété d'une valeur de 1.000 dollars ou des créances établies par titres. Toutefois, pour pouvoir revenir aux Etats-Unis, l'ouvrier chinois devra, avant de quitter le pays, déposer chez le Receveur des Douanes de son district une description complète de sa famille, de ses biens ou de ses créances, et le Receveur des Douanes lui remettra un certificat constatant son désir de revenir. Ce droit de revenir aux Etats-Unis devra être exercé dans un délai d'un an, à compter de la date de départ ; mais ce droit de retour pourra encore être exercé pendant une période additionnelle, qui ne pourra excéder un an, dans le cas où l'ouvrier chinois n'aurait pu revenir plus tôt, pour raison de santé ou tout autre cas de force majeure.

L'article 3 déclare que « les dispositions de la présente convention n'affectent en aucune manière le droit actuellement accordé aux sujets chinois qui sont employés, marchands, instituteurs et même aux chinois voyageant dans

un but de curiosité ou de plaisir, de venir aux Etats-Unis, et d'y résider. Pour être admis sur le territoire américain, ils devront néanmoins produire un certificat de leur gouvernement ou du gouvernement de leur dernière résidence, visé par le représentant diplomatique ou consulaire des Etats-Unis ».

Dans l'article 4, le gouvernement américain promet aux Chinois « la protection de leur personne et de leurs biens, et tous les droits accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée, à l'exception du droit de se faire naturaliser citoyens ». Le gouvernement chinois, de son côté, s'engage à ne pas s'opposer à l'exécution des lois américaines, et spécialement à l'obligation d'enregistrement imposée par la loi du 5 mai 1892.

L'article 5 oblige le gouvernement des Etats-Unis « à fournir au gouvernement de la Chine, dans un délai d'un an, à partir de l'échange des ratifications de la convention, et annuellement dans la suite, un rapport indiquant le nom, l'âge, l'occupation, le lieu de résidence de tous les citoyens américains résidant en Chine, à l'exception toutefois des représentants diplomatiques des Etats-Unis, résidant ou voyageant en Chine dans un but officiel, et des domestiques attachés à leur personne ».

Enfin l'article 6 prévoit une durée de dix ans pour le traité, et, si, six mois avant l'expiration de cette période, aucun des deux gouvernements n'a donné à l'autre avis de son intention d'y mettre fin, une nouvelle durée de dix ans.

Plusieurs mois avant l'expiration du délai fixé, le gouver-

nement chinois a fait parvenir une dénonciation formelle du traité du 8 décembre 1894. Depuis, M. Hay, secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères des Etats-Unis, a essayé de négocier une nouvelle convention avec la Chine. Ses efforts sont demeurés vains, et c'est désormais de Pékin que devront venir de nouvelles propositions. Cependant les lois américaines interdisant l'entrée du territoire américain aux ouvriers chinois sont toujours appliquées. A ce propos, M. Chester Holcombe, ancien secrétaire de la légation des Etats-Unis à Pékin, et membre de la « *Chinese Immigration Commission* » de 1880, soulève une question fort intéressante. Comme nous venons de le voir, le traité de 1894 a été dénoncé par la Chine. Ce traité avait été substitué à une convention signée le 17 novembre 1868, qui n'était elle-même qu'un amendement apporté au traité de 1868. Si le traité de 1894 a remplacé celui de 1868 et l'a annulé, les Etats-Unis se trouvent aujourd'hui dénués de pouvoir et d'autorité pour empêcher l'immigration des travailleurs chinois et toute exclusion prononcée depuis le 8 décembre 1904 est illégale comme inconstitutionnelle. Le traité de 1868 seul n'a pas été dénoncé. Il est encore aujourd'hui en vigueur, et cela est incontesté aux Etats-Unis. Or ce traité a posé un principe large et fondamental : à savoir que tout être humain pouvait, à son gré, changer son pays de résidence et sa nationalité. Ce fut ce principe fondamental qui rendit nécessaires de nouvelles négociations pour restreindre l'entrée des Chinois aux Etats-Unis. Le gouvernement chinois ne céda à une demande qui ne pouvait lui être que désagréable, puis-

qu'elle fermait à une partie de ses sujets un pays qui restait ouvert aux citoyens de toutes les autres nations, qu'à deux conditions : que l'exclusion des ouvriers chinois ne serait que temporaire ; que les lois réglant l'exclusion seraient libérales. C'est cette seconde condition, qui, n'étant pas observée, a amené la dénonciation, à l'expiration du délai prévu, de la convention de 1894. Si cette convention a cessé d'avoir force exécutoire, le principe énoncé plus haut lie les Etats-Unis et ouvre toute grande la porte aux Chinois (1).

Le raisonnement de M. Chester Holcombe nous paraît fort juste. En effet, il est dit dans le préambule de la convention du 17 novembre 1880 : « Attendu que le gouvernement des Etats-Unis ; à cause de l'augmentation croissante des travailleurs chinois sur le territoire américain et les inconvénients résultant d'une telle immigration, désire négocier une *modification* des traités existants qui *ne sera pas en contradiction directe avec l'esprit de ces derniers*. » Et la convention de 1894 s'exprime ainsi : « Attendu que le 17 novembre 1880 un traité a été conclu entre la Chine et les Etats-Unis en vue de régulariser, de limiter ou de suspendre l'émigration des ouvriers chinois aux Etats-Unis... » Ni le traité de 1880, ni celui de 1894 n'ont donc abrogé la convention de 1868, qui est par conséquent toujours en vigueur. Aucun ouvrier chinois n'a cependant soulevé, à ma connaissance, l'inconstitutionnalité de son exclusion.

(1) *The question of chinese exclusion*, by Chester Holcombe, *Outlook*, 5 juillet 1905.

« La politique des Etats-Unis à l'égard des ouvriers chinois est indigne d'un grand pays, écrit encore M. Chester Holcombe..... Alors que nous avons accueilli et admis au bienfait de la naturalisation des citoyens de toutes les autres nationalités, parmi lesquels se trouvaient les auteurs des troubles contre les Chinois, nous avons puni plutôt que protégé ces derniers qui étaient leurs innocentes victimes. Il va sans dire qu'un changement radical dans la législation s'impose. Après nous être assuré le consentement de la Chine à une restriction de l'immigration des ouvriers chinois, qui ne serait, aux termes de la convention, que provisoire et libérale, nous avons voté des lois draconiennes, qui méconnaissaient toutes les réserves formulées dans le traité et étaient, en même temps qu'une insulte pour la Chine, une honte pour nous. Tout Chinois, même marchand, voyageur, ou étudiant était gardé à bord du navire et présumé violer la loi jusqu'à preuve contraire... Le système de mensuration Bertillon leur était appliqué... Aucun homme intelligent et impartial ne peut approuver une telle interprétation d'une restriction qui était peut-être en elle-même raisonnable, et un tel abus d'un privilège accordé par la Chine au gouvernement américain, à l'encontre de son orgueil national et au désavantage de ses sujets. Bien plus, on ne peut s'empêcher de sympathiser au refus du Ministre de Chine à Washington d'approuver toute nouvelle mesure de restriction. Notre propre orgueil national et notre bon renom exigent qu'on mette fin à tout jamais à toute mesure de ce genre. »

M. Chester Holcombe est particulièrement compétent sur la question chinoise, et son éloquent plaidoyer mérite d'attirer l'attention du gouvernement américain.

Plusieurs arguments sont mis en avant pour le maintien de l'exclusion des ouvriers chinois : on leur reproche de venir gagner de l'argent aux Etats-Unis, de retourner ensuite dans leur pays et de ne pas devenir américains. Ce reproche est exact mais est peu sérieux : une enquête en effet a démontré que pour une période de dix ans de travail passé aux Etats-Unis, chaque Chinois n'avait pas amassé 500 dollars (1).

On dit également qu'aucune assimilation n'est possible entre la race chinoise et la race américaine, et que le salaire peu élevé payé aux ouvriers chinois porte préjudice aux ouvriers américains. Mais ces griefs s'appliqueraient également à presque tous les immigrants du Sud-Est de l'Europe, et il faudrait exclure non seulement les Chinois, mais également les illettrés et les immigrants sans métier. (2).

Un seul argument en faveur de l'exclusion des Chinois me paraît sérieux : c'est l'organisation du travail chez les « coolies ». Ces derniers s'engagent en effet à travailler pour un certain prix pendant plusieurs années, généralement cinq ans. Le contrat est supposé volontaire, mais en y acquiesçant, le coolie aliène sa liberté pour un temps. Or, d'après la législation américaine, la liberté est inaliénable. La Constitution des Etats-Unis s'exprime ainsi : « Ni l'esclavage, ni la

(1) Cf. M. Chester Holcombe, article déjà cité.

(2) Nous avons vu que le nombre des illettrés dépassait 200.000 pour un million d'immigrants et le nombre des immigrants sans métier, 400.000.

servitude involontaire (*unvoluntary servitude*) ne seront tolérés dans les Etats-Unis ou sur un point quelconque soumis à leur juridiction. » L'Attorney-Général, dans un mémoire adressé en 1905 au secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, soutient que le contrat de travail conclu par les coolies chinois constitue une « servitude involontaire ». Les faits cités par lui à l'appui de sa thèse et la façon dont agissent les compagnies faisant le commerce des coolies dans les pays autres que les Etats-Unis justifient pleinement sa conclusion.

Quelque sérieux que puisse être cet argument, il est une considération qui devra amener le gouvernement américain à une législation plus libérale à l'égard des Chinois. Les Etats-Unis se sont efforcés de développer leur commerce avec la Chine. Leurs efforts ont été couronnés de succès, et en 1903 le commerce entre les deux pays excédait 40.000.000 dollars, présentant un excédent de 10.000.000 dollars sur l'année précédente. Le maintien des bonnes relations eut amené un développement encore plus grand du commerce avec la Chine. Mais les Célestes ont voulu montrer aux Américains que l'amitié et la réciprocité de traitement sont les facteurs indispensables de la prospérité du commerce international. Un mouvement parti de Shanghai et qui s'est propagé dans toute la Chine propose de boycotter le commerce américain pour se venger de l'exclusion des ouvriers chinois. Les Etats-Unis doivent ou abandonner tout espoir de développer leur commerce avec la Chine, ou adopter une législation plus libérale à l'égard des Chinois. La Californie principalement doit se résoudre à les considérer comme les autres immigrants

ou renoncer à voir le commerce maritime sur la côte du Pacifique devenir aussi prospère que sur l'océan Atlantique et le port de San-Francisco égaler celui de New-York.

Malheureusement, il y a au fond du problème chinois une question électorale. On a bien souvent reproché aux Français de trop mêler la politique aux questions économiques ; j'ai constaté avec un réel plaisir qu'il en était de même aux Etats-Unis, tout au moins en ce qui concerne l'exclusion des Chinois, et je ne puis mieux faire que de laisser parler M. Chester Holcombe : « Nous avons eu aux Etats-Unis bien des preuves et bien des exemples du fait que les « leaders » des grands partis politiques mêlent aux luttes de partisans des questions qui ne devraient y avoir aucune place, ignorent complètement et souvent compromettent les intérêts publics autrement plus importants que le succès de tel ou tel candidat. Il en fut ainsi pour l'exclusion des Chinois. Les « leaders » des deux grands partis nationaux n'étaient en principe nullement partisans de l'exclusion des ouvriers chinois. Mais chacun s'en empara comme d'une « massue » contre l'autre dans la lutte pour la suprématie sur la côte du Pacifique (1). »

(1) M. Chester Holcombe, article déjà cité.

CHAPITRE VI

L'EXCLUSION DES JAPONAIS

*Le conflit entre le Japon et les Etats-Unis au sujet de
l'exclusion des enfants japonais des écoles publiques de
San-Francisco*

Il y a trente ans, il ne semblait pas probable à la plupart des Américains vivant à l'ouest des Montagnes Rocheuses que les Chinois seraient un jour exclus du territoire des Etats-Unis. En 1868 on avait fait à l'ambassade envoyée à l'occasion du traité Burlingham un chaleureux accueil, et les Etats-Unis avaient, contrairement à toutes les nations européennes, le titre d'amis de la Chine. On savait que le travail chinois était indispensable à cause du manque de bras américains sur la côte du Pacifique, et l'intérêt des fermiers et des industriels semblait suffisant pour neutraliser l'influence d'un mouvement anti-chinois, lancé par Dennis Kearney et quelques-uns de ses amis. Cependant cinq ans plus tard le mouvement s'était considérablement accentué, et le Congrès votait une loi donnant pleine satisfaction aux agitateurs de San-Francisco.

L'histoire semble se répéter dans le conflit entre les Etats-Unis et le Japon. Il a quelques années à peine, les Américains n'avaient que sympathie pour le peuple japonais, et souhaitaient ardemment sa victoire au moment de la guerre de Mandchourie. Le merveilleux essort du Japon et la défaite de la Russie ont fait réfléchir les Américains. Aujourd'hui l'hostilité contre les Japonais est plus qu'une question d'école, et cela ressort clairement du fait que les différentes Chambres législatives de la Californie ont demandé au Congrès d'étendre aux Japonais les lois anti-chinoises. Il y a aujourd'hui sur la côte du Pacifique un sentiment populaire hostile aux Japonais, semblable à celui qui existait il y a trente ans contre les Chinois. Le mouvement anti-japonais, comme le mouvement anti-chinois, est un mouvement national, et, dans une élection présidentielle, les votes de la Californie iront au candidat qui inscrira dans son programme l'exclusion des Japonais.

Le renvoi des élèves japonais des écoles publiques ordinaires de San-Francisco n'était qu'un fait de minime importance ; l'orgueil national des Japonais, exalté par la victoire récente, en a fait un incident diplomatique qui, sans l'habileté du Président des Etats-Unis, aurait peut-être déchainé une nouvelle guerre.

Dans sa séance du 11 octobre 1906 le Bureau d'éducation de San-Francisco avait pris la résolution suivante : « Le Bureau arrête que, conformément à l'article 10, section 1662, de la loi scolaire de Californie, les Directeurs d'écoles sont invités par le présent arrêt à envoyer tous les enfants

chinois, japonais, ou coréens à l'école orientale, sise côté sud de la rue Clay, à partir du 15 octobre inclus. » Cette résolution s'appuyait sur l'article 10 de la loi scolaire de Californie : « Toute école, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la loi, doit être accessible à tous les enfants âgés de 6 à 21 ans résidant dans le district, et le conseil d'administration de l'école ou le Bureau d'éducation de la ville ont le pouvoir d'admettre des adultes ou des enfants non résidant dans le district toutes les fois qu'il y aura de bonnes raisons pour le faire. Le conseil d'administration aura le pouvoir d'exclure les enfants d'habitudes malpropres ou vicieuses, et les enfants souffrant d'affections contagieuses ou infectieuses, et aussi celui *d'établir des écoles séparées pour les enfants indiens ou pour les enfants descendant de Mongoliens ou de Chinois*. Si de telles écoles sont établies, les enfants indiens, chinois et mongoliens ne pourront être admis dans une autre école. »

Différents prétextes furent mis en avant pour justifier l'exclusion des Japonais : le désir de diminuer la population des écoles trop pleines depuis la destruction d'un grand nombre d'entre elles par le tremblement de terre de San-Francisco ; la connaissance imparfaite de la langue anglaise chez les élèves japonais qui nécessitait des soins spéciaux de la part des maîtres (1)... Mais la véritable raison, que la presse ne

(1) Cf. « L'exclusion des élèves japonais des écoles publiques ordinaires de San Francisco », article de M. J. Barthélemy, professeur à la Faculté de Droit de Montpellier, publié dans la *Revue de droit international public*, septembre 1907, p. 636.

cachait pas d'ailleurs, c'était la haine du Japonais. « Les Californiens voulaient préserver leurs enfants du « moral poison » du contact avec les écoliers japonais. L'attitude du Bureau d'éducation s'explique avant tout par le violent anti-orientalisme qui sévit sur les côtes du Pacifique et dont elle n'est qu'une manifestation. Tous les partis politiques avaient inséré dans leur « platform » électorale un act favorable à l'exclusion des Japonais et des Coréens, et la législature d'Etat avait adopté une résolution par laquelle elle émettait ce vœu que par traité ou de toute autre manière fut limitée ou diminuée l'immigration des travailleurs japonais aux Etats-Unis. Plus directement encore l'acte du Bureau d'éducation a été influencé par la Ligue pour l'exclusion des Japonais et des Coréens, organisation qui compte 75.000 membres, dont les trois quarts habitent San-Francisco (1). »

Les Chinois et les Coréens se soumirent à la décision du bureau d'éducation, mais, des 93 élèves japonais fréquentant les écoles publiques, un seul se rendit à l'école orientale.

Dès le lendemain du vote de la résolution, le consul du Japon à San Francisco faisait entendre auprès de la municipalité et du Bureau d'éducation plusieurs protestations qui restèrent sans effet. Le 24 octobre, il écrivait au gouverneur de l'Etat de Californie pour lui demander d'intervenir. Il invoquait le traité Gresham-Kurino, du 22 novembre 1894, qui assurait aux Japonais habitant les Etats-Unis « en tout

(1) Cf. l'article de M. J. Barthélemy, cité plus haut.

ce qui concerne la résidence, les mêmes privilèges, libertés ou droits, que ceux dont jouissent les citoyens américains ou les sujets de la nation la plus favorisée ». Il faisait ressortir que « le droit des Japonais aux avantages d'un moyen commun d'éducation, aux charges duquel ils contribuaient dans une juste proportion, est fondamentalement compris dans le droit de la résidence, ce droit étant le droit à une égale facilité pour trouver du travail ou exercer une profession quelconque (1) ».

Le gouverneur Pardec répondit que la constitution lui défendait d'intervenir, mais la thèse du consul japonais de San-Francisco, soutenue par l'ambassadeur du Japon à Washington, fut acceptée sans difficulté par le Gouvernement fédéral, et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Root, envoyait à M. Wright, ambassadeur des Etats-Unis à Tokio, un cablogramme le chargeant « d'assurer au gou-

(1) Le traité de 1894 prévoit que les citoyens ou sujets de chacun des deux Etats auront pleine liberté d'entrer, de voyager, ou de résider dans n'importe quelle partie du territoire de chaque Etat contractant, et jouiront d'une entière et parfaite protection pour leur personne et leurs propriétés. En ce qui concerne les droits de résider ou de voyager la possession de marchandises et d'effets de toute sorte, le droit de succession et le droit de disposer des propriétés qu'ils auraient pu acquérir, les citoyens ou sujets de chaque partie contractante jouiront des mêmes privilèges, libertés et droits que les nationaux, ou les citoyens et sujets de la nation la plus favorisée. Les sujets japonais aux Etats-Unis, et les sujets américains au Japon pourront acheter ou louer les maisons, manufactures, magasins, boutiques qui leur seront nécessaires, prendre des terres à bail pour y résider ou les exploiter, en se conformant aux lois de police et aux coutumes locales. Cf. *Columbia Review*, février 1907, article de M. Siméon E. Baldwin.

vernement japonais dans les termes les plus positifs que les Etats-Unis n'admettraient à aucun moment l'idée d'un traitement à l'égard du peuple japonais qui différerait du traitement accordé aux nationaux de la nation européenne la plus amie, et que le Président avait invité le département de la justice à faire une enquête immédiate et à prendre les mesures que réclamaient les circonstances pour maintenir les droits reconnus aux Japonais par les traités ».

Le Gouvernement fédéral usa de toute son influence pour amener les autorités scolaires de San-Francisco à modifier la résolution qu'ils avaient prise. « La thèse juridique du Gouvernement fédéral était double (1). Il prétendait : 1° que l'acte du Bureau d'éducation de San-Francisco n'était pas justifié par la loi même de Californie ; 2° qu'au cas où la loi le justifierait, la résolution serait nulle et non avenue, comme faite en violation du traité de 1894. Pour justifier la première de ces propositions, il essaya de démontrer au Gouvernement de Californie que les Japonais ne sont pas des Mongols, d'où il résulterait que la résolution du Bureau d'éducation de San-Francisco ne pouvait s'appuyer sur la loi de Californie prévoyant l'institution d'écoles séparées pour les enfants japonais, chinois ou mongols. Au 7 avril 1880, date où fut rédigé pour la première fois l'article 1662 du Code politique, faisait remarquer l'Attorney général Bonaparte dans son « bill of complaint » du 17 janvier 1907, l'immigration des Japonais ne précé-

(1) Cf. l'article déjà cité de M. J. Barthélemy.

cupait pas la Californie. Si la loi parlait de Chinois et de Mongols, c'est qu'elle entendait exclure non seulement les Chinois venant d'une des 19 provinces de la Chine, mais également ceux venant de la Mongolie, qui forme une dépendance de cet Empire. Le pays auquel se rattachent les Mongoliens ou Mongols est parfaitement déterminé au point de vue géographique. Il a la Sibérie au nord, la Grande Muraille de Chine au sud, la Mandchourie à l'est, le Turkestan à l'ouest. Les Mongols forment une race très définie avec une langue spéciale. Non seulement ils ne peuvent être confondus avec les Japonais, mais encore, et dès le ^{xiii}^e siècle, ils ont tenté à plusieurs reprises de conquérir le Japon. Il y a donc des siècles que les Japonais se distinguent des Chinois et des Mongoliens. Et la preuve que l'article 1662 du Code politique ne visait pas les Japonais, c'est que, depuis la création de l'école orientale, en 1885, aucune tentative ne fut faite pour forcer les Japonais à la fréquenter. »

L'éducation fait partie des droits réservés aux nationaux (1). En principe, les étrangers n'ont aucun titre à en jouir ; mais entre le Japon et les Etats-Unis est intervenu en 1894 le traité Gresham-Kurino, qui « assure aux Japonais, en tout ce qui concerne la résidence, un traitement égal à celui dont jouissent les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée ». Le traité proclame donc le droit à la résidence, mais non le droit à l'instruction. La relation entre ces deux

(1) M. Larnaude appelle ces droits *droits socialistes*.

droits est établie par l'article 1662 du Code politique de Californie : « Toute école, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par la loi, doit être ouverte à tous les jeunes gens entre 6 et 21 ans *résidant* dans le district. » Du droit à la résidence découle donc, aux termes de la loi de Californie, le droit à l'instruction. « Le traité Gresham-Kurino de 1894, disait cet été M. Root, à l'ouverture du meeting de la société américaine de Droit International, n'a nullement proclamé le pouvoir du Gouvernement fédéral de forcer un Etat à entretenir des écoles publiques ou d'étendre les privilèges de l'instruction aux enfants japonais. Le traité a proclamé le droit des Etats-Unis d'assurer par traité aux citoyens d'une puissance étrangère l'égalité de traitement avec les sujets de la nation la plus favorisée, de telle sorte que, si un Etat étend à des étrangers des privilèges appartenant aux citoyens américains, cet Etat ne pourra faire de distinction préjudiciable aux sujets de la nation avec qui le traité a été conclu, et ne pourra leur refuser les privilèges qu'il accorde à d'autres étrangers. L'effet du traité de 1894 est négatif et prohibitif. Il n'oblige pas à donner l'instruction ; il défend toute distinction quand un état a décidé de donner l'éducation à tous les étrangers résidant sur son territoire. La véritable question est donc de savoir si, au cas où un Etat confère le privilège de l'éducation à tout résident, il peut refuser ce privilège à un enfant japonais. Or, le traité est opposé à toute distinction, et une distinction existe si un droit quelconque relatif à la résidence est, soit par les Etats-Unis, soit par un Etat de

l'Union, accordé à des étrangers et refusé aux Japonais. »

L'Etat de Californie refusa de se ranger à l'avis du gouvernement de Washington et protesta contre l'intervention de l'autorité fédérale. Il soutenait que les écoles de Californie étaient une institution dépendant de l'Etat particulier et non du gouvernement des Etats-Unis, qu'il pouvait supprimer toutes ses écoles, sans que le Gouvernement fédéral ait le droit de protester, qu'il pouvait au contraire admettre dans ses écoles les étrangers aux conditions qu'il déterminait, sans que le gouvernement fédéral puisse intervenir, que d'ailleurs s'il était établi que la séparation des enfants japonais était une violation de la clause accordant le traitement de la nation la plus favorisée, l'Etat ne serait pas encore lié, qu'il n'aurait, en effet, qu'à exclure de ses écoles tous les enfants étrangers à quelque nationalité qu'ils appartiennent.

Le gouvernement de la Californie soutenait donc que le gouvernement fédéral avait excédé ses pouvoirs en concluant le traité Gresham-Kurino, et c'est la validité même du traité qu'il nous faut étudier.

« Au point de vue international, écrit M. Barthélemy, la
« question ne saurait faire de doute : un Etat a pris un enga-
« gement international ; l'Etat co-contractant peut lui en
« réclamer l'exécution. Le gouvernement débiteur de l'obli-
« gation ne serait pas admis à prétendre que, d'après la
« constitution, il n'avait pas qualité pour prendre l'enga-
« gement. L'Etat créancier n'a pas à entrer dans ces détails
« d'administration intérieure. Un traité qui dépasse la com-
« pétence constitutionnelle d'un gouvernement n'est pas nul

pour cela. Il ne faut pas appliquer ici les règles du droit privé et assimiler le gouvernement à un mineur qui aurait fait seul un contrat exigeant l'intervention du conseil de famille. Les parties ne sont pas en effet ici deux individus devant obéissance à la même loi ; ce sont deux êtres à part, indépendants l'un de l'autre, et chacun n'a pas à observer la constitution de son co-contractant. Il a seulement besoin de savoir quelle est l'autorité compétente pour négocier et ratifier les traités. C'est là la seule portée du principe posé par Vattel ; « c'est dans les lois fondamentales de chaque Etat qu'il faut voir quelle est la puissance capable de contracter valablement au nom de l'Etat. » En dehors de ce point, il n'est pas tenu de se soumettre au droit constitutionnel de l'autre puissance. On lui refuserait évidemment toute compétence pour interpréter ce droit constitutionnel, et, dès lors, il devrait se soumettre à la décision des autorités intérieures de cet état, ce qui serait contraire à sa souveraineté. A l'extérieur, le pays est valablement représenté par son gouvernement ; les dispositions d'ordre intérieur, qui limitent ou définissent les pouvoirs de ce gouvernement, n'ont pas de valeur internationale. Les Etats-Unis sont liés par le traité signé par le gouvernement Fédéral, même excédant sa compétence. Ils pourront seulement demander des comptes au gouvernement Fédéral (1). »

(7) Cf. l'article de M. J. Barthélmy, déjà cité.

Au point de vue constitutionnel, la question est plus délicate. La Constitution a accordé au gouvernement des Etats-Unis le pouvoir de conclure les traités : « Le Président pourra conclure des traités, avec l'assentiment des deux tiers des membres du Sénat. La présente Constitution et les lois qui seront faites par la suite en vertu d'elle, et les traités déjà conclus ou qui seront conclus sous l'autorité des Etats-Unis (under the authority of the United States), seront la loi suprême (the supreme Law) du pays (1). » Le pouvoir législatif est divisé : sur certains points, la législature fédérale est compétente ; sur d'autres, la législature de chaque Etat. Le pouvoir judiciaire est divisé ; certaines affaires ressortissent aux cours fédérales, d'autres aux cours de chaque Etat. Le pouvoir exécutif est divisé : certains services sont réservés au gouvernement fédéral, les autres sont abandonnés au gouvernement des Etats particuliers. Seul, le pouvoir de conclure des traités n'est pas divisé. Quand il s'agit de relations internationales, il n'y a plus d'Etats particuliers, il n'y a qu'une nation agissant directement avec les autres puissances. Chaque traité conclu « sous l'autorité des Etats-Unis » est

(1) Le texte parle de lois faites en vertu de la constitution et de traités conclus sous l'autorité des Etats-Unis. Cette différence tient à ce que, quand la constitution fut rédigée, certains traités existaient, faits par la confédération, et les mots « sous l'autorité des Etats-Unis » ont été insérés pour comprendre ces traités qui, à cause de leur date, n'ont pu être faits conformément à la constitution. Mais les traités conclus plus tard ne seraient pas « sous l'autorité des Etats-Unis » s'ils étaient contraires à la constitution.

conclu par le gouvernement fédéral, comme le seul et direct représentant de chaque citoyen des Etats-Unis (1).

Quoiqu'il n'y ait aucune limitation formelle imposée par la Constitution au pouvoir de conclure des traités, il en est d'implicites, découlant de la nature du gouvernement et des autres articles de la Constitution ; mais ces limitations ne concernent nullement le pouvoir de conclure des traités relatifs au traitement des étrangers sur le territoire américain. « Le pouvoir de faire des traités, dit la Cour suprême des Etats-Unis dans l'affaire *Geofroy et Riggs* (2), s'étend à tous les sujets de négociation entre les Etats-Unis et les gouvernements des autres puissances. Le pouvoir de faire des traités, tel qu'il est défini par la Constitution, est illimité, sauf les entraves qu'on trouve dans la Constitution contre l'action du gouvernement ou de ses départements, et celles qui proviennent de la nature du gouvernement fédéral ou des Etats. Il ne doit pas être interprété de façon à permettre ce que la Constitution défend, changer le caractère du gouvernement fédéral ou du gouvernement d'un des Etats, ou autoriser l'aliénation d'une portion du territoire d'un Etat, sans le consentement de celui-ci. A ces exceptions près, il n'est aucune limite aux questions qui peuvent faire l'objet de négociations avec une puissance étrangère. »

(1) Cf. le discours prononcé par M. Root, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, à l'ouverture du meeting de la société américaine de Droit international.

(2) Cet arrêt reconnaissait aux Français le droit de posséder en vertu du traité de 1880, contrairement aux lois de l'état de Maryland.

Ainsi donc, le pouvoir de conclure des traités relatifs au traitement des étrangers sur le territoire américain ne reçoit aucune limitation. Des traités de ce genre sont d'ailleurs fréquents. Protéger ses sujets contre les lois d'exception des pays étrangers où ils peuvent voyager ou résider est et a toujours été un des principaux soucis des gouvernements. Tel fut l'objet des traités entre la France et les treize Etats-Unis du Nord-Amérique en 1778. Le traité de 1785 avec la Prusse, ratifié en 1786, contient également une clause de ce genre. M. Bancroft Davis résume ainsi les stipulations du traité conclu entre les Etats-Unis et la Prusse : « La clause de la nation la plus favorisée met la Prusse dans la meilleure situation possible dans les ports de Charleston, Boston, Philadelphie, et New-York, quelles puissent être les législations de la Caroline du Sud, du Massachussets, de la Pennsylvanie, ou de l'Etat de New-York. » Ces traités sont antérieurs à la Constitution, et il n'est pas douteux que, quand les délégués des treize Etats-Unis ont conféré au gouvernement fédéral le pouvoir de faire des traités dans les termes les plus larges et sans aucune limitation, ils ont entendu comprendre dans ce pouvoir l'objet des traités conclus précédemment.

Il est, d'ailleurs, de jurisprudence, depuis plus d'un siècle, que le fait qu'un traité porte atteinte ou anéantit les lois d'un Etat particulier n'est pas un empêchement à l'exécution de ce traité. Les termes mêmes de la Constitution, « que les juges de chaque Etat seront liés par un traité nonobstant la constitution ou les lois de chaque Etat », montrent bien que

le législateur avait prévu que certains traités pourraient être faits contrairement aux lois des Etats particuliers. Dans l'affaire *Ware c. Hylton*, la Cour suprême rendit un arrêt contre l'Etat de Virginie qui avait confisqué à son profit toutes les dettes de ses sujets envers des Anglais. Aux termes de cet arrêt, la Cour suprême reconnaissait la validité du traité de paix avec l'Angleterre qui stipulait que « les créanciers de l'un ou de l'autre pays ne rencontreraient aucun empêchement dans le recouvrement de la valeur entière de leurs créances en livres-sterling ». En 1812, dans l'affaire *Fairfax c. Hunter*, la Cour suprême admit les prétentions d'un Anglais fondées sur le traité de 1794 contrairement, également, aux lois de l'Etat de Virginie. On pourrait citer encore de nombreux arrêts, où la Cour suprême a admis la règle que les statuts d'un Etat doivent s'incliner devant les traités.

Si les droits à accorder aux étrangers aux Etats-Unis ou aux citoyens américains en pays étranger peuvent faire l'objet valable d'un traité, et si de tels droits peuvent être donnés par traité contrairement aux lois d'un Etat particulier, il s'ensuit que le pouvoir qui conclut les traités est seul autorisé pour décider quels droits seront accordés, et qu'aucun Etat ne peut faire de loi contraire aux traités conclus par le gouvernement fédéral : « Un traité ne peut être la loi suprême du pays, disai le juge Chase dans l'affaire *Ware c. Hylton*, c'est-à-dire de tous les Etats de l'Union, si la législature d'un Etat peut lui barrer la route. Si la Constitution d'un Etat, qui est la loi fondamentale, et qui est au-dessus de la législature, doit céder le pas à un traité, est-il permis de

sé demander si un pouvoir inférieur, la législature, ne doit pas s'incliner? C'est la volonté du peuple américain que tout traité conclu « sous l'autorité des Etats-Unis » soit supérieur à la Constitution, et aux lois d'un Etat particulier, et c'est sa volonté seule qui décide... (1) »

Avant de nous rallier à la thèse du gouvernement fédéral, il nous reste une dernière question à examiner. L'article 2 du traité Gresham-Kurino de 1894 spécifiait que « le traité n'affecterait en rien les lois, ordonnances ou règlements qui intéressent la police ou la sécurité publique ». Ce droit de police réservé à chaque Etat n'autorisait-il pas l'Etat de Californie à faire précisément ce qu'il a fait? De même que l'on doit interpréter le traité d'une façon libérale en ce qui concerne les droits accordés, ainsi nous devons l'interpréter pareillement en ce qui concerne les droits de police réservés. Par droits de police, les parties n'ont nullement entendu parler du droit à la résidence ou du droit à l'instruction. La Cour suprême des Etats-Unis, dans un arrêt considérant comme constitutionnel l'établissement de wagons spéciaux pour les nègres, a défini ce qu'il faut entendre par droit de police : « Tout exercice de la police doit être raisonnable, et s'étendre seulement aux lois relatives à la sécurité publique et non ennuyer ou opprimer une classe spéciale (2). »

Cependant le conflit entre le gouvernement fédéral et le

(1) Moore, *Digest*, t. V, p. 166.

(2) Affaire Plessy c. Ferguson.

gouvernement de Californie menaçait de s'éterniser. L'Etat de Californie refusait de céder, et le gouvernement de Washington redoutant une guerre avec le Japon, soutenait les prétentions de celui-ci. La seule solution du conflit, vraiment légale au point de vue constitutionnel, c'était de soumettre la question aux tribunaux. Deux procédures furent engagées au mois de janvier 1907 : l'une devant la Cour suprême de l'Etat de Californie pour obtenir un « writ of mandamus », c'est-à-dire un ordre enjoignant aux directeurs d'écoles d'admettre les Japonais dans leurs écoles ; l'autre devant la Cour de circuit, afin d'obtenir un « writ of subpoena », c'est-à-dire une sommation judiciaire, sanctionnée par des astreintes, de se soumettre à la prétention des demandeurs.

« M. Roosevelt pensa que l'intervention de la justice ne ferait qu'envenimer le conflit. Si les tribunaux donnaient raison aux autorités scolaires de San-Francisco, les prétentions du gouvernement fédéral d'exercer un contrôle sur la conduite des Etats étaient définitivement condamnées, ce que M. Roosevelt voulait à tout prix éviter ; c'était ensuite l'impossibilité de donner satisfaction au Japon et probablement une guerre internationale. Si les tribunaux donnaient tort aux autorités scolaires de San-Francisco, il était à craindre que la Californie n'opposât une résistance acharnée. Le gouvernement fédéral aurait dû imposer le respect des décisions de la justice, et c'eût été la guerre civile (1). »

(1) article déjà cité de M. J. Barthélemy.

M. Roosevelt sortit de cette impasse par des négociations. Avant qu'aucun jugement fût intervenu, il invita le Bureau d'éducation de San Francisco à venir conférer avec lui. Le Bureau d'éducation se rendit à son invitation, et le résultat des six conférences fut résumé dans un procès-verbal, signé par le Président Roosevelt et le secrétaire aux Affaires étrangères, M. Root, d'une part, et par le maire de San-Francisco et le Bureau d'éducation, d'autre part. Le Bureau d'éducation rapporta sa décision du 11 octobre 1906 et il décida :

« ART. 1^{er}. — Les enfants de race étrangère qui parlent la langue anglaise, afin de déterminer le degré propre pour lequel ils sont aptes à être inscrits, devront d'abord être examinés au point de vue de leurs capacités par le Directeur de l'école où leur inscription doit être faite.

« ART. 2. — Les enfants de naissance étrangère ayant dépassé les âges des 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 ans, doivent être respectivement inscrits dans l'une des 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, et 8^e classes.

« ART. 3. — Si l'un desdits étrangers est trouvé insuffisant dans son aptitude à parler, ou insuffisant dans les éléments de la langue anglaise, ou inapte à suivre les classes mentionnées, ces enfants seront inscrits dans une école spéciale ou dans une classe spéciale, exclusivement établie pour eux dans les conditions que le Bureau jugera bonnes et trouvera expédientes (1). »

(1) Les deux principaux motifs invoqués pour exclure les Japonais étaient : 1^o que leur connaissance imparfaite de la langue anglaise exigeait de la part des maîtres des soins spéciaux et entraînait par là

« Le Japon obtenait ainsi la suppression de cette distinction de race qui lui était si odieuse, et, en retour, il consentait une concession capitale : ayant trouvé en Mandchourie et en Corée des territoires nouveaux pour son excès de population, il admettait que l'immigration japonaise aux Etats-Unis pourrait être restreinte et il s'abstenait d'élever des réclamations contre l'« Immigration Bill », voté par le Congrès et signé par le Président le 20 février 1907. En voici les grandes lignes : les sujets du Mikado ne peuvent quitter leur pays sans passeport. En fait, le gouvernement japonais n'accordait de passeports aux coolies que pour les Philippines et les Hawaï, mais ceux-ci ne considéraient souvent leur séjour dans les possessions insulaires que comme un stage avant de passer sur le territoire continental. Le passage d'un territoire américain sur un autre territoire américain n'étant pas considéré comme un fait d'immigration, les autorités américaines se trouvaient complètement désarmées. En vertu du nouveau bill, le gouvernement fédéral, lorsqu'il aura acquis la conviction que les passeports délivrés par un gouvernement étranger pour se rendre dans un pays étranger ou dans la zone du canal de Panama, sont employés par les porteurs pour pénétrer dans le territoire continental des Etats-Unis au détriment de la

même une entrave aux progrès de leurs camarades de race blanche ; 2° que les jeunes gens japonais aptes à suivre une classe d'un degré déterminé étaient généralement beaucoup plus âgés que leurs camarades, ce qui ne laissait pas d'entraîner de graves inconvénients au point de vue de la moralité.

main-d'œuvre nationale, aura le droit de leur refuser l'accès du territoire des Etats-Unis. Le bill pouvait être considéré comme une violation du traité Gresham-Kurino, qui stipulait la libre admission réciproque. Cependant, le 22 février 1907, le gouvernement japonais câblait au gouvernement américain qu'il approuvait cordialement et sans réserve le dernier « Immigration Bill ». En outre, au mois de mars 1907, le gouvernement japonais prit l'engagement de ne plus accorder de passeports aux ouvriers japonais pour le territoire continental des Etats-Unis. La solution politique et diplomatique était intervenue avant la décision judiciaire et la rendait désormais inutile (1). »

L'immigration japonaise se trouve donc aujourd'hui considérablement réduite par suite du dernier accord intervenu entre les gouvernements de Tokio et de Washington. L'« Immigration Bill » du 20 février 1907 (2), en refusant l'entrée du territoire continental aux étrangers porteurs de passeports pour les possessions insulaires, ferme les Etats-Unis aux Japonais, le gouvernement du Japon s'étant en effet engagé à ne délivrer de passeports que pour les colonies américaines (3). C'est donc une nouvelle catégorie qui est venue s'ajouter à la liste des « *undesirables* ».

L'accord intervenu entre le Japon et les Etats-Unis n'est probablement qu'un arrêt de bien courte durée dans le conflit

(1) M. J. Rathélemy, article déjà cité.

(2) Cf. Loi du 20 février 1907 ; art. 1^{er}, *in fine*.

(3) Cf. « Japanese exclusion and the Immigration Act », *Charities*, 2 mars 1907.

japonais-américain. A peine l' « Immigration Bill » était-il voté et approuvé par le Japon, qu'on apprenait que les établissements de bains tenus à San-Francisco par des Japonais avaient été pillés ; et, au mois de mars dernier, une alliance offensive et défensive contre les Japonais était conclue entre les représentants des Etats du Sud et de la côte du Pacifique. Les premiers s'engageaient à soutenir leurs collègues de Californie dans leurs efforts pour obtenir le vote d'une loi d'exclusion contre les Japonais. En retour les députés de Californie appuieraient leurs collègues du Sud dans toutes les mesures que ceux-ci proposeraient contre les nègres.

CHAPITRE VII

DISTRIBUTION DES IMMIGRANTS

Création d'un « Bureau d'Information »

La loi du 20 février 1907, dans sa section 40, a institué une « Division of information » sous le contrôle du Commissaire général de l'Immigration et du secrétaire d'État au commerce et au travail. Cette « Division of information » est chargée de « favoriser une distribution avantageuse des immigrants entrant aux États-Unis entre les différents Etats et Territoires réclamant des immigrants » (1). Chaque station d'immigration peut posséder un bureau d'information ; et un crédit de 20.000 dollars est prévu au budget pour la création de ces bureaux.

L'article 40 de l' « Immigration Act » du 20 février 1907 est le résultat d'une agitation générale aux États-Unis pour une meilleure répartition des nouveaux venus, et c'est le premier pas fait en ce sens par le gouvernement fédéral. Il mérite d'être encouragé, mais on a peut-être exagéré l'im-

(1) Cf. Loi du 20 février 1907, art. 40.

portance de la répartition. Beaucoup d'Américains y voient la solution du problème tout entier de l'immigration. Pour eux, la distribution seule, et non pas le contrôle des immigrants à l'arrivée, est ce que les États-Unis doivent s'efforcer d'améliorer. C'est attacher une importance trop grande à la répartition et oublier qu'elle ne saurait être entièrement artificielle ; elle obéit à des lois naturelles : « La population dans les États-Unis, a dit un membre du Congrès, M. A. P. Gardner, s'est toujours répartie d'elle-même, et elle continuera à se porter vers les points où, avec les salaires les plus élevés, elle trouve les occupations les plus stables. » — La distribution, a dit également le président Roosevelt, est un palliatif et non pas un remède. Elle ne peut résoudre tous les problèmes que soulève la question de l'immigration. » Néanmoins la création d'une « Division d'information » est chose fort utile. Une heureuse distribution des immigrants est certainement un des principaux facteurs du problème de l'immigration en général. Pour faire de véritables américains des immigrants qui arrivent aux États-Unis, il faut les empêcher d'aller retrouver leurs concitoyens dans les quartiers étrangers des grandes villes, et les mettre en contact avec le peuple américain, dont ils contracteront rapidement les habitudes et la manière de vivre.

L'utilité de la création d'une « Division of information » nous apparaîtra plus clairement quand nous connaîtrons la répartition actuelle des immigrants. La plus grande majorité d'entre eux se dirige vers New-York, la Pensylvanie et les États du « Nord-Atlantic ». Ces États ont reçu 90 0/0 des

immigrants arrivés aux États-Unis en 1905, tandis que le Sud et l'Ouest n'en recevaient que 3 0/0. Les pays qui n'avaient pas besoin de nouveaux immigrants les recevaient presque tous, tandis que ceux qui réclamaient des bras n'en recevaient qu'une très faible partie. En 1906, le seul Etat de New-York recevait 374.708 immigrants, soit 34 0/0 du nombre total des immigrants, et l'Etat de Pensylvanie 198.681, soit 18 0/0 ; 68,3 0/0 des immigrants arrivés en 1906 restèrent sur la côte de l'Atlantique, 22,4 0/0 se dirigèrent vers les États du centre, 4,4 0/0 vers les États du Sud, et 1,3 0/0 vers Porto-Rico, Hawaï ou les Philippines (1).

Les sociétés privées ont devancé les pouvoirs publics dans l'œuvre de la répartition des immigrants. Une des organisations les plus intéressantes est certainement la Société fondée pour secourir les immigrants italiens. Elle expose ainsi son but et sa méthode : « Environ 200.000 immigrants italiens ont débarqué aux États-Unis l'année dernière. Ces immigrants sont presque tous de pauvres paysans ne sachant pas parler anglais. Fournir à ces immigrants les chances de réussite dans un pays pour eux nouveau et étrange, les familiariser le plus vite possible avec les lois, les habitudes et les coutumes des États-Unis, leur donner des secours de tous genres, les habiller gratuitement ou au prix coûtant, et les diriger vers les Etats qui réclament des immigrants, tel est le but de la Société italienne. — En

(1) Cf. le rapport de 1906 du Commissaire général de l'Immigration, p. 26.

conséquence, la Société envoie des agents à Ellis-Island veiller aux besoins des immigrants ; *elle entretient une Agence de placement et un Bureau d'information* ; elle aide les autorités américaines dans l'exécution des lois...

Une société italienne a également été fondée à Boston en 1902 dans le même but.

Le « Removal Bureau », fondé à New-York, en 1901, par les Juifs, poursuit le même but que les sociétés italiennes : depuis trois ans, il a empêché plus de 10.000 juifs russes ou roumains de rester dans le « ghetto » de New-York. Ce chiffre de 10.000 paraît bien faible en comparaison du flot des nouveaux venus (1). Il montre cependant que les Juifs commencent à comprendre, dans leur propre intérêt, la nécessité de quitter les centres congestionnés.

La principale difficulté dans la répartition des immigrants d'aujourd'hui, c'est que la plupart d'entre eux, à l'exception des Italiens du Nord, ne sont pas aptes à l'agriculture, alors que ce sont justement les campagnes qui réclament des bras. La « Commission de l'Immigration » aux Etats-Unis a demandé récemment aux gouverneurs des différents états quelles nationalités d'immigrants ils désiraient ; deux fois seulement le désir d'avoir des Slaves, des Latins, des Juifs ou des Asiatiques, fut exprimé. Or, ce sont les seuls immigrants actuels. Une autre difficulté provient du refus des autorités locales de recevoir des colonies d'immigrants prove-

(1) En 1903, 5.525 Juifs purent être éloignés de New-York sur 43.000 nouveaux venus

nant des cités américaines congestionnées. Ces immigrants sont, en effet des éléments « *undesirables* ».

Les Etats du Sud donnent aujourd'hui une leçon aux autres Etats pour la distribution des immigrants. La « Four States Association League », composée des industriels de l'Alabama, de la Louisiane, du Mississippi et du Texas fut fondée pour fournir des immigrants à ces différents Etats. « On s'était aperçu, écrit le « *Chatanooga Times* » que parmi les immigrants provenant du vieux continent, le nombre de ceux se dirigeant vers les Etats du Sud était radicalement faible et hors de proportion avec les avantages du pays et les avantages offerts par l'agriculture aux travailleurs. » Un Bureau d'immigration vient d'être établi dans le Chattanooga et la Caroline du Sud. Les autres Etats ont créé des « Départements de l'agriculture et de l'immigration ». Les compagnies de chemins de fer ont promis leur appui et ont déjà coopéré à la distribution (1).

Les efforts de la Nouvelle-Zélande pour arriver à une meilleure distribution sont également intéressants à noter. Le « Département du Travail » de cet Etat considère de son devoir de rechercher les points où des immigrants sont demandés, et un système d'agences a été établi pour mettre en relations les ouvriers et les patrons.

Le problème de la distribution des immigrants n'a atteint

(1) Le résultat de ces différents efforts ne sera connu que dans quelques mois, lors de la publication du Rapport du Commissaire général de l'Immigration pour 1908.

un caractère aigu que ces dernières années. Son importance est maintenant reconnue, et le « Bureau de Naturalisation et d'Immigration » fait tous les efforts possibles pour donner à la « Division d'Information » qui lui a été rattachée, tout l'essor désirable. Remédier à la congestion, c'est en même temps faciliter l'assimilation des immigrants, et par conséquent accroître la grandeur des Etats-Unis.

CHAPITRE IX

LA NATURALISATION DES IMMIGRANTS

Les lois du 29 juin 1906 et du 2 mars 1907

L'acquisition de la nationalité du pays où il va s'établir est pour l'immigrant une question capitale. Ayant abandonné son pays d'origine, il veut jouir de tous les bénéfices accordés aux sujets de son pays d'adoption, et pour cela il doit se faire naturaliser. Aussi, quand on étudie l'immigration aux Etats-Unis, on ne saurait passer sous silence la législation américaine sur la nationalité et sur la naturalisation.

Le 14^e amendement à la Constitution des Etats-Unis, proposé le 16 juin 1866, et ratifié le 28 juillet 1868, décide que toute personne née dans les Etats-Unis et soumise à leur juridiction a la qualité de citoyen des Etats-Unis et de l'Etat où elle réside ». Le 14^e amendement est complété par les sections 1992 et 1993 des Statuts Révisés. Section 1992 : toutes les personnes nées dans les Etats-Unis et qui ne sont sujettes d'aucune puissance étrangère, à l'exclusion des Indiens non soumis à l'impôt, sont déclarées être ci-

toyens américains. » Section 1993 : « tous enfants nés ou à naître hors des limites et de la juridiction des Etats-Unis, d'un père qui, à l'époque de leur naissance, était citoyen des Etats-Unis, sont déclarés citoyens des Etats-Unis, mais le droit de cité ne descendra pas aux enfants dont les pères n'auront jamais résidé aux Etats-Unis. » La nationalité est donc déterminée *jure soli* pour les enfants nés aux Etats-Unis ; elle est, au contraire, déterminée *jure sanguinis* pour ceux nés à l'étranger d'un citoyen américain, à condition qu'il ait résidé aux Etats-Unis. Seuls échappent à l'application de la *lex soli* les enfants des ambassadeurs ou des ministres de nations étrangères, jouissant aux Etats-Unis du bénéfice de l'exterritorialité (1).

(7) « Dans presque tous les pays d'Europe, à l'exception de l'Allemagne et de l'Autriche, qui se rattachent au système du *jus sanguinis* pur, le *jus sanguinis* se combine sous des formes diverses avec le *jus soli*. »

« D'après la loi française, sont Français de naissance : 1^o tout individu né en France ou à l'étranger de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ; 2^o tout individu né en France ou à l'étranger d'un père français ; 3^o tout enfant, né en France, de parents, dont l'un y est né lui-même, sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner la qualité de français dans l'année qui suit sa majorité ; 4^o tout individu né en France d'un étranger et qui y est domicilié à l'époque de sa majorité, à moins que dans l'année qui suit sa majorité, il n'ait décliné la qualité de français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents (Code civil, art. 8, réd. de 1889). »

« Tout individu, né en France, et qui, à sa majorité, n'y est pas domicilié, peut, jusqu'à 22 ans révolus, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et s'il s'y établit dans l'année de sa soumission, réclamer la qualité de français par une déclaration, enregistrée, à peine de nullité, au ministère de la justice. » (Code civil, art. 9, réd. de 1889). Cf. *De la na-*

Les premiers documents qu'on trouve dans la législation des Etats-Unis relativement à la naturalisation sont deux articles de la Constitution de 1787 portant : le premier, « que le Congrès a le pouvoir d'établir pour les Etats de l'Union une règle uniforme de naturalisation (1) » ; le second, « que chacun des Etats est tenu de reconnaître à tout citoyen libre d'un autre Etat tous les droits et privilèges qu'il accorde à ses propres ressortissants (2) ».

Une loi du 26 mars 1790 exigea des étrangers un séjour de deux ans aux Etats-Unis avant de pouvoir obtenir leur naturalisation. Cette période d'épreuve fut portée à cinq ans par la loi du 29 janvier 1795. Les étrangers devaient, en outre, trois ans avant d'introduire leur demande, déclarer leur intention d'acquérir la nationalité américaine et justifier : 1° qu'ils jouissaient d'une bonne réputation ; 2° qu'ils étaient prêts à se soumettre aux lois du pays ; 3° qu'ils étaient disposés à concourir de leur mieux au bien de l'Etat et à renoncer à leur nationalité antérieure et aux titres de noblesse qu'ils pouvaient avoir. Cette loi de 1795 fut confirmée, après quelques modifications passagères, par une loi du 14 avril 1802 qui excluait les hommes de couleur de la naturalisation (3).

tionalité et de la naturalisation dans la législation actuelle des Etats-Unis, article de M. Ernest Lehr, conseiller jurisconsulte à l'ambassade française de Berne, et secrétaire perpétuel honoraire de l'Institut de Droit international, *Journal de Droit international privé*, 1907, p. 357.

(1) Art 1^{er}, sect. 8.

(2) Art. 4, sect. 2.

(3) Une loi du 3 mars 1813 exigea que les 5 années de séjour n'aient

Le « minor's act » du 26 mai 1824 dispensa de la déclaration d'intervention prescrite par la loi du 29 janvier 1795, les personnes de race blanche qui avaient résidé aux Etats-Unis pendant les trois années précédant leur majorité et avaient continué d'y résider ensuite pendant deux ans.

Au moment de la guerre de Sécession, une loi du 17 juillet 1862 (1) admit à la naturalisation, après un an de séjour et sans déclaration préalable, tout étranger de plus de 21 ans qui serait rentré dans l'armée et en aurait été congédié avec honneur.

Le « Civil Rights act » du 9 avril 1866 (2) déclara citoyen des Etats-Unis toute personne née sur le territoire de l'Union, qui n'était la ressortissante d'aucun Etat étranger, à l'exclusion des Indiens non soumis à l'impôt ; et l'amendement 14, promulgué le 28 juillet 1868, précisa cette disposition, en disant que toute personne née ou naturalisée dans les Etats-Unis, et soumise à leur juridiction, est citoyenne de l'Union et de l'Etat dans lequel elle a son domicile.

Le « Bill of protection » du 27 juillet 1868 accorda aux naturalisés, pendant qu'ils seraient à l'étranger, la même protection pour leur personne et leurs biens qu'aux citoyens par droit de naissance.

Une loi du 14 juillet 1870 étendit la naturalisation aux

subi aucune interruption, mais cette aggravation fut supprimée par une loi du 26 juin 1848.

(1) *Revised Statutes*, sect. 2.066.

(2) *Revised Statutes*, sect. 1.992.

« étrangers de naissance ou de descendance africaine », c'est-à-dire aux noirs (1).

Une loi du 7 juin 1872 accorda aux marins étrangers des facilités analogues à celles que les soldats avaient obtenues en 1868.

Une loi du 6 mai 1882 interdit aux tribunaux fédéraux et locaux de prononcer la naturalisation des Chinois ; et la loi du 3 mars 1903 étendit l'interdiction aux anarchistes.

« Les naturalisations, confiées à 157 tribunaux fédéraux et à 5.003 tribunaux des Etats, étaient trop souvent accordées avec la plus scandaleuse légèreté, en masse, à la veille d'élections politiques, à prix d'argent et au mépris des élémentaires prescriptions de la loi. Non seulement les justifications requises variaient, quant à la forme, d'un Etat à l'autre et étaient parfois dérisoires, mais encore on abusait fréquemment du « minor's act » de 1824 pour dispenser les candidats de la déclaration qui était la pierre angulaire du système, et on les naturalisait, séance tenante, sans aucune preuve de sérieux et de moralité, souvent sur pièces fausses, dans un simple intérêt momentané et de parti (2). »

Une commission fut instituée le 4^{er} mars 1905 par le Président Roosevelt. Elle avait pour but de préparer une loi destinée à mettre fin à ces abus. Le projet de loi élaboré par la Commission est devenu la loi organique du 29 juin 1906

(1) *Revised Statutes*, sect. 2.169.

(2) M. Ernest Lehr, article déjà cité.

{« an act to establish a Bureau of Immigration and Naturalization, and to provide for an uniforme rule for the naturalization of aliens throughout the United States »).

Le « Bureau d'Immigration et de Naturalisation », établi à Washington, est chargé par la loi du 29 juin 1906 de toutes les affaires de naturalisation sous le contrôle du secrétaire d'Etat au commerce et au travail.

La « Naturalization Law » impose aux commissaires de l'Immigration l'obligation d'inscrire sur leurs registres certains renseignements concernant les étrangers, tels que l'état civil, la provenance, le futur domicile... et de communiquer tous ces renseignements au « Bureau d'Immigration et de Naturalisation » ; toute demande de naturalisation et toute décision rejetant une telle demande doivent également être communiquées au Bureau de Washington.

Le nombre des tribunaux autorisés à délivrer des lettres de naturalisation a été considérablement réduit par la loi de 1906. Sont maintenant seules autorisées à délivrer des lettres de naturalisation : les cours de district et de circuit de l'Union, les cours fédérales pour les territoires de l'Alaska, de l'Arizona, d'Hawaï, du Nouveau-Mexique, et de l'Oklahoma, les cours fédérales du Territoire indien, la cour suprême du district de Colombie, et les diverses « courts of record » des Etats du territoire, pourvu qu'elles aient un sceau et un greffier, et que leur compétence ne soit pas limitée à une certaine valeur. Chacune de ces cours n'est compétente que pour les étrangers domiciliés dans son ressort.

La loi de 1906 interdit aux tribunaux de délivrer de nou-

velles lettres de naturalisation pendant les trois mois précédant les élections générales (fédéral élection). Elle rend désormais uniformes pour les différentes parties de l'Union les taxes requises et considère comme un obstacle à la naturalisation l'ignorance de la langue anglaise. « A l'avenir, nul étranger, dit la loi, ne doit être naturalisé ni admis comme citoyen des Etats-Unis, qui n'est pas maître de la langue anglaise. Néanmoins cette règle n'est pas opposable : 1° aux étrangers qui ne sont pas physiquement en état de s'y soumettre, pourvu que leurs qualités les rendent aptes à devenir citoyens de l'Union ; 2° à ceux qui, avant la promulgation de la loi de 1906, avaient régulièrement déclaré leur intention de se faire naturaliser, conformément à la législation alors en vigueur ; 3° à ceux qui, faisant une déclaration postérieurement, acquièrent en pleine propriété une ferme dépendant des domaines publics de l'Union et se conforment à tous égards aux règles qui régissent ce genre d'acquisitions (1). »

Le bénéfice de la naturalisation n'est accordé qu'aux étrangers, soit de race blanche, soit originaires ou descendant des nègres d'Afrique. La naturalisation est refusée aux Chinois, aux Japonais, aux polygames et aux anarchistes (2).

(1) Loi du 29 juin 1906, art. 8.

(2) « Quiconque ne croit pas à la nécessité d'un gouvernement organisé on y est opposé ; quiconque est membre ou adhérent de n'importe quelle corporation ou association de personnes qui prêche l'insurrection contre l'Etat ou l'organisation politique du pays ; quiconque considère comme néces-

La procédure de la naturalisation se divise en deux parties : l'étranger voulant se faire naturaliser citoyen des Etats-Unis, doit déclarer, sous serment et par écrit, devant le fonctionnaire compétent du district de sa résidence « son intention de devenir citoyen américain, de se désister de sa nationalité actuelle, et de renoncer à tout jamais à tout lien d'allégeance avec d'autres Etats ou souverains, notamment avec sa patrie actuelle » (1). Les déclarations sont enregistrées au greffe de la Cour compétente, et copie en est délivrée à l'impétrant (2).

La déclaration est une formalité indispensable, mais elle ne confère aucun droit ou avantage. Elle permet seulement de demander la naturalisation après deux années écoulées, et au plus tard dans le délai de 7 ans après la déclaration.

Pour obtenir la naturalisation, l'étranger doit avoir résidé pendant 5 ans aux Etats-Unis, et au moins un an dans l'Etat ou le Territoire où il fait sa demande ; il doit jouir d'une bonne réputation et avoir eu une conduite irréprochable pendant la période d'essai de cinq ans qui lui était imposée ; enfin il doit être maître de la langue anglaise afin de pouvoir

saire et justifie, présente ou recommande comme un devoir l'agression illégale ou le meurtre des fonctionnaires des Etats-Unis, pris personnellement ou considérés en leur seule qualité de fonctionnaires, ou des autres Etats organisés, enfin quiconque fait profession d'adhérer aux principes de la polygamie, ne peut être ni naturalisé ni reçu citoyen des Etats Unis. »

(1) Loi du 29 juin 1906, sect. 27.

(2) Des formulaires sur papier spécial sont fournis pour la déclaration par le Bureau d'Immigration et de Naturalisation.

participer en pleine connaissance de cause à la vie publique de son pays (1).

L'impétrant doit présenter par écrit une requête à fin de naturalisation à la Cour de son domicile. Cette requête doit être accompagnée d'un affidavit de deux témoins américains, d'un certificat du « Département du commerce et du travail » indiquant la date de l'arrivée de l'impétrant aux Etats-Unis, et d'une copie de la déclaration d'intention (2). L'impétrant doit affirmer dans sa requête qu'il n'est ni polygame, ni anarchiste, et qu'il renonce à tout lien d'allégeance antérieur ainsi qu'à tout titre nobiliaire dont il serait investi (3). La requête demeure affichée au greffe pendant 90 jours ; puis une audience est fixée où l'impétrant renouvelle ses déclarations sous serment. La Cour accorde ou refuse la naturalisation, et copie de sa décision est immédiatement envoyée au Bureau d'Immigration et de Naturalisation de Washington.

Les droits perçus pour la naturalisation sont peu élevés, et ne s'élèvent, toutes les formalités comprises, depuis la déclaration d'intention jusqu'à la décision définitive, qu'à cinq dollars (4).

La loi du 29 juin 1906 prévoit un cas d'annulation fort important : quand un étranger naturalisé citoyen américain re-

(1) Loi du 29 juin 1906, sect. 4, al. 4 et sect. 8.

(2) Loi du 29 juin 1906, sec. 4, al. 2.

(3) Loi du 29 juin 1906, sect. 4, al. 3 et 5, et sect. 7.

(4) Cf. *Law of naturalization*, 1 vol. in-8°, Boston, 1895, par M. Prentin Webster.

tourne pendant les cinq années qui suivent sa naturalisation soit dans son pays d'origine, soit dans un autre pays, et s'y établit d'une façon permanente, l'étranger naturalisé est présumé n'avoir jamais eu l'intention de devenir citoyen américain. C'est à lui de faire tomber la présomption par la preuve contraire, et, s'il ne le fait pas, les tribunaux peuvent annuler sa naturalisation pour obtention frauduleuse du certificat.

Nous venons de voir qu'on pouvait être citoyen des Etats-Unis de naissance, ou qu'on pouvait le devenir par la naturalisation. Mais comment peut-on perdre cette qualité ?

Pendant longtemps, il y eut désaccord entre les tribunaux fédéraux et le pouvoir exécutif au sujet de la perte de la nationalité américaine ; les tribunaux fédéraux soutenaient le principe de l'allégeance perpétuelle, conformément au Common Law anglais ; le pouvoir exécutif, au contraire, autorisait les citoyens américains « à se dépouiller de ce caractère par l'émigration ou par d'autres actes manifestant leur intention » (1). Ce désaccord persista jusqu'en 1868 (2). Une loi du 27 juillet 1868 y mit fin en reconnaissant la possibilité de renoncer à la nationalité américaine : « Considérant, dit la loi, que le droit d'expatriation est admis chez tous les peuples et que, en tant que droit naturel, il est indispensable pour la jouissance de la vie et de la liberté, et en vue de la recherche du bonheur, que, conformément à ce prin-

(1) Circulaire du secrétaire d'Etat Jefferson, dans une affaire d'expatriation en 1793.

(2) Cf. l'article de M. Ernest Lehr, cité plus haut.

cipe, le gouvernement des Etats-Unis a toujours accueilli de la façon la plus libérale les émigrants de toutes les nations, et leur a accordé la nationalité américaine, qu'on « affirme que de semblables citoyens américains n'en restent pas moins, avec leurs descendants, les sujets d'autres Etats et tenus envers les gouvernements de ces Etats à la fidélité et à l'allégeance, que le maintien de la paix publique oblige à repousser énergiquement et absolument l'existence de ce prétendu devoir de fidélité envers l'Etat étranger : par ces motifs, il est déclaré que toute énonciation, instruction, opinion, avis ou décision émanés d'une autorité quelconque des Etats-Unis, et niant, limitant, entravant ou contestant le droit d'expatriation, est inconciliable avec les principes fondamentaux de la République des Etats-Unis. »

Un conflit international avait été l'origine de la loi du 27 juillet 1868. En effet, peu de temps après la guerre civile, quand le sentiment national était très exalté, un certain nombre de citoyens américains, nés en Irlande et retournant dans leur pays, furent arrêtés pour crime politique. A la même époque, des citoyens américains d'origine allemande étaient arrêtés en Allemagne pour ne s'être pas soumis à la loi militaire. Comme ils comptaient de nombreux amis en Amérique, et que des milliers et des milliers de citoyens américains étaient allemands ou irlandais, l'opinion publique se souleva et la loi du 27 juillet 1868 fut votée par peur des Irlandais et des Allemands. Ceux-ci étaient en effet si nombreux dans les Etats du Nord et de l'Ouest que la carrière

politique d'un homme était finie quand ils en avaient ainsi décidé. La discussion au Parlement américain porta presque exclusivement sur le droit des étrangers de devenir citoyens américains et d'être reconnus comme tels par les puissances étrangères. Un effort tenté pour essayer de définir dans quelles conditions un citoyen des Etats-Unis pourrait perdre sa nationalité américaine demeura stérile. En exécution de la loi du 27 juillet 1868, treize traités furent signés par les Etats-Unis, avec la Confédération de l'Allemagne du Nord le 22 février 1868, avec la Bavière le 26 mai 1868, avec le Wurtemberg le 27 juin 1868, avec le Mexique le 10 juillet 1868, avec le Grand-Duché de Bade le 19 juillet 1868, avec le Grand-Duché de Hesse le 16 novembre 1868, avec la Belgique le 16 novembre 1868, avec la Suède et la Norvège le 26 mai 1869, avec la Grande-Bretagne le 13 mai 1870, avec l'Autriche-Hongrie le 20 septembre 1870, avec l'Equateur le 28 juin 1872, avec le Danemark le 20 juillet 1872, et avec la République d'Haïti le 22 mars 1902.

« Les différents traités ont pour prototype le traité avec la Confédération de l'Allemagne, dit « traité Bancroft », dont les principales dispositions sont les suivantes (1) :

1° Les citoyens de l'un de ces pays, qui ont été naturalisés dans l'autre et y ont passé ensuite cinq ans sans interruption, doivent être reconnus par le pays d'origine en leur nouvelle qualité ; la simple déclaration d'intention n'a

(1) Article de M. Ernest Lehr.

pour aucun des deux Etats le caractère d'une naturalisation (1).

« 2° Le citoyen naturalisé de l'un des deux Etats qui retourne dans son pays d'origine, avec l'intention de s'y établir de nouveau d'une façon permanente, doit être considéré comme ayant renoncé à sa naturalisation dans l'autre Etat ; la renonciation peut être tenue pour accomplie au bout de deux ans de séjour dans le pays d'origine (2) ».

(1) Le texte de presque tous les traités se trouve dans les *Recueils des Traités* de Martens et Cussy, 2^e série, par F. H. Geffecker, Leipzig 1885, t. I et II.

(2) « Tous les traités ont été inspirés par les principes du traité Bancroft. Cependant les traités signés par la Belgique, la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Equateur n'exigent pas, pour que le national soit dégagé de son allégeance primitive, qu'il ait résidé pendant cinq ans dans son pays d'adoption : la seule naturalisation produit un effet instantané de dénationalisation. Ainsi encore, plusieurs traités, ceux avec le Mexique, le Grand-Duché de Bade, la Grande Bretagne, et la Belgique ne font pas nécessairement résulter la renonciation à la naturalisation obtenue du retour au pays d'origine suivi de deux ans de résidence. Le traité avec la Grande-Bretagne porte que si le ressortissant de l'un des pays, naturalisé dans l'autre, entend revenir habiter dans son pays d'origine, il peut sur sa demande y recouvrer sa nationalité dans les conditions que les autorités du pays jugeront convenables, et qu'alors le pays qui lui avait accordé la qualité de citoyen ne pourra le réclamer comme relevant de lui. »

Le traité avec l'Autriche renferme sur la question du service militaire les dispositions suivantes : « Le sujet austro-hongrois, qui, après avoir été naturalisé américain, revient dans son pays natal, peut, s'il n'avait pas rempli ses devoirs militaires, y être poursuivi et puni conformément aux lois de la monarchie : 1^o lorsqu'il a émigré après avoir été, lors de la conscription, appelé comme recrue ; 2^o lorsqu'il a émigré, étant sous les drapeaux ou en congé temporaire ; 3^o lorsque, étant en congé illimité ou

La loi du 27 juillet 1868 avait bien énoncé le droit d' « expatriation », mais n'avait pas défini dans quelles conditions un citoyen des Etats-Unis pourrait perdre sa nationalité américaine. L' « expatriation act » du 2 mars 1907 a enfin comblé cette lacune : un citoyen des Etats-Unis sera considéré comme ayant renoncé à la nationalité américaine, quand il se sera fait naturaliser dans un pays étranger conformément aux lois de ce pays ou quand il aura prêté le serment d'allégeance à une nation étrangère. De plus, quand un étranger naturalisé citoyen américain aura résidé pendant deux ans dans le pays d'où il est originaire, ou pendant cinq ans dans tout autre pays, il sera présumé avoir renoncé à la qualité de citoyen des Etats-Unis. Cette dernière manière de perdre la nationalité américaine est spéciale aux étrangers naturalisés américains. C'est le seul point pour lequel l' « Expatriation Act » établisse une distinction entre les citoyens-nés et les citoyens naturalisés. La distinction n'est que juste d'ailleurs : celui qui a changé une fois de nationalité est plus susceptible d'en changer une seconde fois que celui qui n'en a jamais changé (1).

Deux articles de la loi du 2 mars 1907 méritent de retenir

faisant partie de la réserve ou de la landwehr, il a émigré après avoir reçu l'ordre de rejoindre son corps ou après une déclaration de guerre. En dehors de ces trois cas, l'Austro-Hongrois naturalisé en Amérique qui revient dans son pays, ne peut être ni appelé rétroactivement au service, ni poursuivi ou puni pour ne pas avoir rempli ses devoirs militaires. » (M. Ernest Lehr.)

(1) *North American Review*, 5 juillet 1907 : *The new citizenship law*, par M. Gaillard Hunt, chief of the Bureau of citizenship.

notre attention. Le premier impose à tout enfant né en dehors des Etats-Unis, et qui est citoyen américain, conformément à la section 1993 des « Revised Statutes » (1), l'obligation, s'il veut bénéficier de la protection du gouvernement américain, de déclarer au Consulat américain du pays de son domicile, son intention de résider aux Etats-Unis et de demeurer citoyen américain. Il devra en outre prêter le serment de fidélité en atteignant sa majorité.

La législation antérieure à la loi de 1907 avait de graves inconvénients. Des enfants nés en dehors des Etats-Unis, élevés en pays étranger, d'après des principes souvent complètement opposés aux principes américains, quelquefois même ne parlant pas l'anglais, réclamaient la qualité de citoyen des Etats-Unis en atteignant leur majorité, pour se soustraire aux obligations militaires du pays de leur résidence. De tels citoyens étaient inutiles aux Etats-Unis et causaient souvent des froissements entre le gouvernement américain et les puissances étrangères.

Une autre disposition intéressante de la loi de 1907 est relative aux femmes mariées. Les premières lois des Etats-Unis ne s'occupaient pas des femmes mariées, et la jurisprudence avait décidé qu'une étrangère ne devenait pas américaine en épousant un Américain, et qu'une Américaine

(1) « Tous enfants nés ou à naître hors des limites de la juridiction des Etats-Unis d'un père qui, à l'époque de leur naissance, était citoyen des Etats-Unis, sont citoyens des Etats-Unis, mais le droit de cité ne descendra pas aux enfants dont les pères n'auront jamais résidé aux Etats-Unis ». (Section 1993, *Rev. Stat.*)

épousant un étranger restait américaine. Une loi votée en 1855 décida qu'une étrangère épousant un Américain devenait américaine, mais ne parla pas des Américaines épousant un étranger. Les lois de certains Etats les considéraient comme américaines ; la jurisprudence les regardait comme étrangères, et le Gouvernement fédéral, suivant la règle que l'homme et la femme ne font qu'un, leur refusait la protection des Etats-Unis. Leur statut, incertain pendant le mariage, l'était encore bien plus quand elles devenaient veuves ou divorçaient. Devaient-elles alors demander la naturalisation comme de simples étrangers ? Généralement, on les considérait comme reprenant leur qualité d'américaines par le simple fait de leur résidence aux Etats-Unis, mais on n'était nullement d'accord sur la nationalité de la femme continuant à habiter le pays où vivait son mari, ou allant habiter un pays autre que les Etats-Unis. C'était pourtant une question de première importance, les étrangers n'étant pas autorisés à succéder dans certains Etats de l'Union. La loi de 1907 a mis fin aux controverses : une Américaine épousant un étranger prend la nationalité de son mari. Elle peut redevenir américaine à la mort de son mari, ou quand le divorce est prononcé entre eux, en résidant aux Etats-Unis, ou si elle habite en pays étranger, en déclarant au Consul américain son intention de résider aux Etats-Unis. Elle peut conserver par contre la nationalité de son mari, en faisant connaître son désir aux autorités américaines. D'autre part, une étrangère épousant un citoyen des Etats-Unis est présumée garder la nationalité de son mari, si elle continue à résider aux

Etats-Unis, à moins qu'elle ne déclare vouloir reprendre sa nationalité première (1).

La « Citizenship law » du 29 juin 1906 et l'« Expatriation Act » du 2 mars 1907 sont deux lois capitales dans l'histoire du droit américain. L'historien futur leur donnera une place prééminente ; car ces deux lois sont le résultat d'un siècle d'efforts pour définir la doctrine des Etats-Unis sur la nationalité et sur l'expatriation (2).

(1) Cf. l'article de M. Gaillard Hunt, cité plus haut.

(2) Cf. *Commentaries on American Law*, par M. Barnes, Boston 1884, t. II.

CHAPITRE X

LE BUREAU D'IMMIGRATION ET DE NATURALISATION

Tout le service de l'immigration est centralisé au « Bureau de l'Immigration » à Washington. Ce « Bureau » a son origine dans la loi du 3 mars 1891 (1), qui a créé au ministère des finances le Bureau du « Superintendent » de l'Immigration. Cette loi prévoit, pour aider le « Superintendent », dont le titre fut plus tard changé en celui de « Commissaire général de l'Immigration » (2), un chef de bureau et deux employés. Les fonctions du « Bureau de l'Immigration » ont été étendues par chaque loi nouvelle sur l'immigration, et spécialement par l'Act du 6 juin 1900, qui a confié l'exécution des lois sur l'exclusion des Chinois au Commissaire général.

Le service de l'immigration, dispersé sur différents points du territoire américain, dispose de plus de 1. 200 employés. Le Bureau de Washington doit contrôler cette vaste administration, diriger les efforts des commissaires des stations d'immigrants, et étudier les résultats de leurs travaux pour

(1) Section 7.

(2) Loi du 2 mars 1895.

améliorer l'exécution des lois sur l'immigration. Pour nous faire une idée des fonctions du « Bureau d'Immigration », nous ne pouvons mieux faire que d'étudier le rapport annuel du Commissaire général et voir ses différents travaux pendant une année.

Le Bureau d'Immigration reçoit les appels des immigrants à qui l'entrée des Etats-Unis a été refusée par les inspecteurs de l'immigration. Il examine les motifs invoqués pour les exclure, et transmet son appréciation au Commissaire général qui, selon les cas, approuve ou casse la décision des inspecteurs. Pendant l'année fiscale 1906, le Bureau d'Immigration a eu à examiner 3. 886 appels.

Le Bureau est également chargé de recueillir les preuves nécessaires à l'expulsion des immigrants entrés aux Etats-Unis en violation des lois. Sur 700 étrangers arrêtés sur l'ordre du Bureau d'Immigration en 1906, 615 furent expulsés. Sans parler de la correspondance que nécessitent les ordres d'arrestation, et dans beaucoup de cas c'est le Bureau lui-même qui dirige les recherches, les preuves nécessaires pour délivrer ces ordres demandent un examen sévère de la part du Bureau : ces expulsions mettent en effet en jeu le bonheur de l'immigrant et la responsabilité des compagnies de navigation.

Le Bureau de l'Immigration établit les statistiques mensuelles et annuelles du service de l'Immigration. Ces statistiques sont publiées chaque année par le Commissaire général dans son rapport.

Le Bureau de l'Immigration examine les comptes des sta-

tions d'immigrants, inflige les amendes aux compagnies de navigation ayant contrevenu aux lois américaines (1), et autorise les dépenses nécessaires à l'amélioration du service (2).

Les dossiers concernant l'enregistrement des Chinois, qui autrefois étaient dispersés dans les bureaux des « collectors of internal revenue » et des « collectors of customs », sont maintenant centralisés au Bureau d'Immigration, qui délivre les certificats de résidence aux ouvriers chinois quittant les Etats-Unis et désirant y rentrer. (3)

La loi du 29 juin 1906 a modifié la dénomination du Bureau d'Immigration et a encore étendu ses attributions. L'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1906 dispose en effet : « La dénomination du Bureau d'Immigration au Département du Commerce et du Travail est, par les présentes, changée en celle de « Bureau d'immigration et de naturalisation » et ledit bureau, sous la direction et le contrôle du secrétaire du Commerce et du Travail, outre les obligations qui lui sont imposées actuellement par la loi, aura les charges de toute nature relatives à la naturalisation des étrangers. Ledit bureau devra notamment, pour servir aux différentes stations d'immigration situées dans toute l'étendue des Etats-Unis, créer des livres-registres où les commissaires d'immigration feront mentionner par

(1) En 1906, 198 amendes furent infligées après enquête aux compagnies de navigation. Elles se montaient à 24.300 dollars.

(2) 1.525 lettres autorisant des dépenses pour l'amélioration des différents services furent expédiées par le Bureau de l'Immigration en 1906, et 500 contrats signés pour l'exécution des travaux.

(3) En 1906, 260 demandes de certificats de résidence furent adressées au Bureau d'Immigration.

chaque étranger arrivant aux Etats-Unis, à partir de l'adoption de cette loi, le nom, l'âge, la profession, le signalement (comprenant la taille, le teint, la couleur des cheveux et des yeux), le lieu de naissance, la dernière résidence, le lieu de la résidence projetée dans les Etats-Unis, la date d'arrivée dudit étranger, et, s'il a débarqué dans un port, le nom du vaisseau qui l'a transporté. Lesdits commissaires de l'immigration auront l'obligation de faire remettre audit étranger un certificat dudit enregistrement, avec les détails à l'appui. »

Les différentes fonctions du Bureau d'Immigration et de Naturalisation exigent de la part des employés une connaissance générale du droit américain et une compréhension parfaite des lois sur l'immigration, la naturalisation et l'exclusion des Chinois. La tâche du Bureau d'Immigration et de Naturalisation a considérablement augmenté : le travail accompli en 1905, par exemple, fut le triple de celui accompli en 1903. Cet accroissement du travail est dû à l'augmentation du nombre des immigrants et aux attributions nouvelles qui lui ont été données, mais aussi à une autre cause que M. F. P. Sargent, commissaire général, nous expose dans son rapport de 1906 : « A mesure que le Bureau acquérait plus d'expérience, nous avons pu placer sous son contrôle le service tout entier de l'immigration, ce qui a produit une économie considérable de temps et d'argent. Là où jadis nous avions besoin de deux inspecteurs, un seul employé nous suffit aujourd'hui... » Aussi le personnel du Bureau de l'Immigration n'a pas augmenté dans la proportion du travail à fournir, et, en 1907, le bureau était ainsi com-

posé : le commissaire général ; le chef du Bureau et son secrétaire ; le chef de la correspondance, le sous-chef et six employés et sténographes ; le chef du Bureau Chinois et un employé ; le chef du Bureau de la vérification des comptes et quatre employés ; le chef du Bureau des statistiques et un employé ; un avocat-conseiller, le secrétaire particulier du commissaire général, et trois « messengers », soit en tout un personnel de 26 employés.

CHAPITRE XI

COMPARAISON DE LA LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS AVEC LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

L'Aliens act anglais du 11 août 1905

Les lois américaines sur l'immigration sont les plus parfaites qui soient. Nulle part, en effet, le besoin d'une telle législation ne s'est autant fait sentir ; jamais aucun pays ne s'est vu envahi par une quantité d'immigrants semblable à celle qui de nos jours se précipite vers les Etats-Unis.

Ce n'est pas à dire cependant que les Etats-Unis soient la seule nation qui ait réglementé l'immigration sur son territoire ; l'Angleterre et plusieurs de ses colonies possèdent également des lois sur l'immigration.

L'Aliens Act anglais du 11 août 1905, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1906, a pour but, comme les lois des Etats-Unis, d'empêcher les immigrants « *undesirables* » de débarquer. Aux termes de l'article 1^{er} : « un immigrant ne pourra être débarqué dans le Royaume-Uni d'un navire d'immigrants que dans un des ports où existera un officier d'immigration

nommé en conformité du présent Act. Le débarquement ne devra avoir lieu qu'avec l'autorisation de ce fonctionnaire accordée après une inspection des immigrants, faite par lui à bord, ou en tout autre lieu, si les immigrants ont conditionnellement débarqué dans ce but. Ladite formalité sera effectuée par l'officier d'immigration, en compagnie d'un médecin inspecteur, dans le plus bref délai possible, et il pourra refuser l'autorisation de débarquer à tout immigrant qui lui paraîtrait « *undesirable* » dans le sens donné à ce mot ci-après. » Au cas où l'autorisation de débarquer a été refusée à un immigrant, le capitaine, propriétaire ou agent du navire, ou l'immigrant lui-même, peuvent faire appel de la décision de l'officier d'immigration au Bureau d'Immigration (Immigration Board). « Le conseil d'appel, dans chaque port où il existera, sera composé de trois personnes choisies, en conformité des règlements établis par le secrétaire d'Etat en vertu du présent act, dans une liste approuvée par ce dernier et comprenant des personnes ayant, de par leur situation, une expérience judiciaire, administrative ou commerciale (art. 2). »

L'Aliens Act considère comme « *undesirables* » : 1° tout immigrant qui ne peut établir qu'il a en sa possession ou qu'il est en mesure de se procurer les moyens de subvenir d'une façon convenable à son entretien et à l'entretien de ceux dont il est le soutien ; 2° tout immigrant atteint d'aliénation mentale ou d'imbécillité, ou susceptible de tomber à la charge publique ; 3° tout immigrant condamné pour crime non politique dans un pays avec lequel le Royaume-Uni a

conclu un traité d'extradition ; 4^e tout immigrant contre qui a été pris un arrêté d'expulsion (art. 4.2°).

L'immigrant prouvant qu'il cherche à entrer en Angleterre dans le seul but d'éviter des poursuites ou des pénalités pour des motifs d'ordre religieux ou politique, ou pour un délit de caractère politique, ou pour se soustraire à des persécutions de nature à mettre en péril sa vie ou sa liberté par suite de ses croyances religieuses, ne pourra se voir refuser l'accès du territoire anglais, même s'il est susceptible de tomber à la charge publique (1).

De même l'autorisation de débarquer ne pourra être refusée à tout immigrant qui pourra prouver à l'officier d'immigration ou au conseil d'appel, auquel le cas serait éventuellement soumis, qu'ayant pris son billet dans le Royaume-Uni, et que, s'y étant embarqué directement pour quelque autre pays après une résidence d'au moins six mois dans le Royaume-Uni, l'admission lui a été refusée dans cet autre pays et qu'il a été retourné directement de ce pays dans un port du Royaume-Uni.

Enfin, l'accès du Royaume-Uni ne pourra être refusé pour le seul fait de l'indigence de l'immigrant, s'il s'agit d'un individu né dans le Royaume-Uni d'un père anglais (art. 4.3°).

L'article 3 de l'Aliens Act donne au Secrétaire d'Etat le droit d'expulser les immigrants dans certains cas déterminés :

(1) Les anarchistes ne sont pas considérés comme « *undesirables* » par l'Aliens Act anglais. Cf. *Les Indésirables*, par M. Auguste Monnier, p. 262.

« Le Secrétaire d'Etat peut rendre un arrêté d'expulsion enjoignant à un étranger de quitter le Royaume-Uni dans tel délai fixé par l'arrêté et de rester ensuite en dehors du Royaume-Uni :

a) s'il lui est certifié par un tribunal quelconque (y compris les tribunaux de juridiction sommaire) que l'étranger a été condamné par ledit tribunal pour crime ou délit, ou pour un autre fait punissable, à raison duquel le tribunal avait le droit de condamner à l'emprisonnement (sans avoir l'option d'infliger une amende)... ou pour un fait de prostitution, en vertu de l'article 72 de la « Loi sur l'amélioration des villes, et si, dans ces divers cas, le tribunal émet un avis tendant à l'expulsion de l'étranger, soit en supplément, soit en remplacement de la peine prononcée.

b) S'il est certifié par une cour de juridiction sommaire, après enquête faite dans ce but dans les douze mois qui suivent la dernière entrée de l'étranger dans le Royaume-Uni et en conformité des règlements judiciaires faits en vertu de la section 29 du « Summary Jurisdiction Act de 1879, » que :

1° l'étranger était, dans les trois mois qui ont précédé les diligences faites par l'Administration pour obtenir le certificat, bénéficiaire de secours paroissiaux de nature à faire perdre la franchise parlementaire, ou qu'il était en état de vagabondage, sans moyens d'existence connus, ou qu'il vivait dans des conditions insalubres dues à la surpopulation ; 2° l'étranger, entré dans le Royaume-Unis après la mise en vigueur du présent Act, a été condamné dans un pays avec lequel il existe un traité d'extradition pour un crime n'ayant pas un

caractère politique et qui soit, en ce qui concerne ce pays, un crime entraînant l'extradition dans les termes de l'Extradition Act de 1870. »

Les étrangers réfugiés politiques ou religieux, établis à demeure en Angleterre, peuvent être expulsés dans les mêmes cas que les étrangers ordinaires non réfugiés. Ils ne jouissent à ce point de vue d'aucune immunité spéciale (1).

Les capitaines doivent fournir aux officiers de l'immigration des manifestes indiquant le nom, l'âge, le sexe, la profession, la destination des immigrants (2), et également s'ils ont un billet de retour pour le pays d'où ils viennent ; et, pour tout acte constituant une violation de la loi ils sont passibles d'une amende ne pouvant excéder cent livres sterling (3).

Les colonies anglaises indépendantes possèdent une législation propre, différente à la fois de la législation américaine et de l' Aliens Act anglais.

(1) Cf. « Le droit d'asile en Angleterre depuis l'*Aliens Act* de 1905 », article de M. N.-W. Sibley, Barrister at Law de Lincoln's Inn (Londres), et de M. Alfred Elias, Barrister At Law de Gray's Inn (Londres), traduit par M. Maurice Théry, avocat à la cour d'appel de Paris, *Journal de Droit International privé*, 1907, p. 29.

(2) Dans l'article 8, l'*Aliens Act* définit l'immigrant « un étranger passager d'entrepont, qui doit débarquer dans le Royaume-Uni ».

(3) « La loi anglaise, écrit M. Maurice Théry, avocat à la cour d'appel de Paris, dans une note publiée sous l'article de MM. Sibley et Elias, poursuit avant tout un but économique ; elle s'efforce d'atténuer les progrès du paupérisme en Angleterre. L'affluence des étrangers dénués de ressources et habitués à vivre dans des conditions anti-hygiéniques, avait beaucoup contribué au développement de la misère en Angleterre. Ce sont donc des faits que la loi vise plus particulièrement. » Cf. également *Les Indésirables*, par M. Auguste Monnier.

L' « Immigration Restriction Act » australien de 1901, qui vise spécialement l'importation de la main-d'œuvre japonaise et chinoise, comprend 19 articles ; mais ils sont tous contenus en substance dans l'article 3, qui dispose comme suit :

« Le territoire australien est interdit : 1° à toute personne qui ne pourra, si elle en est requise, écrire et signer sous la dictée d'un fonctionnaire local un passage de cinquante mots dans une langue européenne, au choix du fonctionnaire ; 2° à toute personne, qui, dans l'opinion du ministre des Affaires Etrangères ou de l'un de ses agents ou d'un agent du service des Douanes, pourrait vraisemblablement tomber à la charge du public ou d'une institution de charité (1) ; 3° à toute personne idiote ou mentalement aliénée ; 4° à toute personne souffrant d'une maladie contagieuse ou infectieuse, d'un caractère répugnant et dangereux ; 5° à toute personne ayant, depuis moins de trois ans, été condamnée pour délit non politique à un emprisonnement d'un an au moins et n'ayant pas été graciée ; 6° à toute personne ayant accepté un engagement sur le territoire du « Commonwealth ». De cette dernière prohibition sont exceptés les ouvriers exemptés par le gouvernement en raison des capacités spéciales demandées en Australie, et les individus faisant partie de l'équipage d'un

(1) « C'est un pouvoir d'appréciation discrétionnaire, laissé à l'administration, assez semblable aux droits très larges que les divers pays du continent européen reconnaissent à leurs agents, en matière d'exclusion ou d'expulsion d'étrangers, mais diamétralement opposé au principe anglais qui veut que toute décision de ce genre soit prise par un tribunal et refuse aux fonctionnaires de l'exécutif une pareille autorité. » (*Les Indésirables* p. 160).

bâtiment se livrant au Commerce sur les côtes et dans les eaux australiennes, si leurs salaires ne sont pas inférieurs à ceux en usage dans le « Commonwealth ».

Sont exemptés des dispositions de la loi : toute personne possédant un certificat d'exemption signé de l'autorité compétente, les soldats et marins des forces de terre et de mer britanniques, les équipages des navires de guerre étrangers, les équipages des bâtiments quelconques pendant leur séjour dans les ports « du Commonwealth », mais sous certaines réserves, toute personne dûment accréditée auprès du gouvernement du « Commonwealth », la femme accompagnant son mari, si celui-ci n'est pas un immigrant prohibé, et les enfants au-dessous de 18 ans, accompagnant leur père ou leur mère, si ceux-ci ne sont pas des immigrants prohibés, toute personne établissant qu'elle a été précédemment domiciliée sur le territoire du « Commonwealth ».

L'article 5 de l' « Immigration Restriction Act » permet de soumettre tout immigrant à l'épreuve de la dictée en langue européenne pendant un délai d'un an, et, s'il ne la subit pas avec succès, de le considérer comme un immigrant prohibé ayant violé la loi.

L'article 7 punit l'introduction en Australie d'un immigrant prohibé d'un emprisonnement maximum de six mois, avec ou sans procédure sommaire.

L'article 9 punit les capitaines, armateurs et affréteurs du navire ayant introduit un immigrant prohibé, d'une amende de cent livres sterling au maximum par immigrant introduit. Toutefois cette pénalité n'est pas appliquée, s'il est établi que

l'immigrant prohibé est de race européenne, que le capitaine ignorait que son départ du bord constituât une violation de la loi, ou que toutes les précautions avaient été prises pour empêcher ce départ.

L'article 10 autorise l'administration locale à retenir tout bâtiment ayant introduit un immigrant prohibé jusqu'à garantie, accompagnée de deux cautions, du paiement de toutes pénalités qui seraient prononcées. Ce même article permet, si l'amende n'est pas payée, de saisir le bâtiment et de le faire vendre par l'administration pour le recouvrement de l'amende et des frais.

L'article 14 donne à tout agent de police ou de douane le pouvoir de s'opposer au débarquement d'un immigrant prohibé et de recourir à toutes les voies judiciaires pour faire exécuter la loi.

Enfin, l'article 17, prévoyant de simples infractions ou contraventions aux règlements relatifs à ladite loi, les punit, après procédure sommaire, d'une amende de 50 livres sterling au maximum, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement, avec ou sans travail forcé, d'une durée de trois mois au plus (1).

(1) « Dans la pratique, quant à présent du moins, le débarquement en Australie de toute personne de race blanche non orientale ne souffre aucune difficulté. On n'applique pas l'« educational test », ou, si on l'applique, c'est la langue de l'immigrant qui est choisie. Si au contraire l'immigrant est un homme de couleur ou un levantin, même européen (syrien, turc, bohémien), la loi est appliquée. Le plus souvent l'« educational test » suffit à éliminer l'individu « *undesirable* ».

L'immigration dans le « Dominion du Canada » est réglementée par l'Act de 1886 (1) et par les règlements qui l'ont amendé (2).

Les principales dispositions de ces deux Acts peuvent se résumer ainsi :

« Aucun navire transportant des immigrants ne sera admis à l'entrée dans un port du Dominion, s'il n'a préalablement été visité par un agent d'immigration. Si, à l'arrivée dans un port canadien, l'inspecteur constate que des mesures convenables n'ont pas été prises pour préserver, pendant la traversée, la santé des passagers ou de l'équipage, le capitaine dudit navire pourra être condamné à payer une amende de 2 dollars par passager ou immigrant. Une amende supplémentaire de 2 dollars par passager peut même, dans certains cas, être infligée au capitaine par le gouverneur statuant en conseil. Le capitaine de tout navire doit, avant de laisser qui

« (1) Comment le gouvernement fédéral a-t-il été conduit à élaborer et faire adopter cette loi ? Son but était d'interdire le territoire australien aux gens de couleur et par là de satisfaire aux exigences des ouvriers australiens. Aussi le gouvernement a-t-il essayé de faire promulguer une loi visant les hommes de couleur. Mais le gouvernement britannique, dont l'assentiment était nécessaire à la promulgation de toute loi fédérale australienne a fait des objections à l'exclusion explicite de ses sujets indiens et des sujets japonais, ses nouveaux et susceptibles alliés. Il a donc fallu rédiger une loi qui exclut l'immigration des hommes de couleur et entravât l'immigration des ouvriers étrangers, sans qu'il y fût fait mention des hommes de couleur non plus que des étrangers. C'est à cette tâche difficile que le gouvernement fédéral s'est consacré. » (*Journal de Droit International privé*, 1903, p. 287).

(1) *Revised Statutes*, c. 65.

(2) Act de 1902, 2 Edward VII, c. 14.

que ce soit quitter son bord, fournir au commissaire des douanes du port de débarquement un rapport donnant des renseignements détaillés sur les passagers, indiquant pour chacun d'eux le port d'embarquement, les noms, sexe, âge, le nombre des membres de la famille présents, leurs métier, profession ou titres, leurs pays et lieu de naissance, et leur destination définitive au Canada ou aux Etats-Unis. Le rapport doit également mentionner, en indiquant leur nom, s'il y a des passagers *lunatiques*, idiots, sourds ou muets, aveugles ou infirmes, et constater, le cas échéant, si ces personnes sont accompagnées par des parents ou des amis capables d'en prendre soin.

« Si le médecin inspecteur de la station de quarantaine, chargé de l'examen des passagers, considère qu'une personne ainsi atteinte d'infirmités doive apparemment retomber à la charge de l'assistance publique, il en informe le commissaire des douanes ; celui-ci doit, en pareil cas, requérir le capitaine de prendre l'engagement écrit d'indemniser le gouvernement du Canada, l'administration de la province ou les autorités locales, de toutes les dépenses que pourrait occasionner l'entretien d'un tel passager pendant les trois années qui suivront son débarquement. Cet engagement devra être garanti par deux cautions de 300 dollars chacune. Cependant le capitaine sera relevé de cette obligation, si le médecin-inspecteur certifie que l'infirmité considérée provient d'une cause qui n'existait pas ou qu'il n'était pas possible de discerner au moment où le navire a quitté le port dans lequel l'intéressé s'est embarqué.

« Le gouverneur général peut, par décision spéciale, interdire le débarquement de tout criminel ou de toute personne dont la présence serait préjudiciable à la morale publique ; les mêmes pouvoirs appartiennent contre tout individu dépourvu de moyens d'existence. Toutefois, dans ce dernier cas, l'autorisation de débarquer pourra être accordée si le capitaine verse entre les mains d'un « agent d'immigration » une somme suffisante à l'entretien temporaire de l'immigrant et à son transport à destination définitive.

« L'Act de 1902 ne fait qu'augmenter les pouvoirs de réglementation et d'intervention reconnus au gouverneur général et rendre plus sévères les pénalités en vigueur. Toute infraction à la loi ou aux règlements expose son auteur à être immédiatement arrêté, sans qu'il soit besoin d'un ordre du juge, et reconduit au navire. Le capitaine n'est pas oublié : si la moindre négligence est relevée contre lui, il sera rendu pénalement responsable de la « fuite » du passager qui aurait mis pied à terre avant l'accomplissement régulier et complet de toutes les formalités. Il peut être condamné à une amende variant entre 100 et 1.000 dollars. Ces pénalités ne restent pas lettre morte ; elles sont d'autant plus redoutées que l'article 40 de la loi canadienne de 1886 reconnaît au profit de l'Etat, pour assurer le paiement des amendes prononcées contre le capitaine, un droit de saisie et de vente du navire (1). »

(1) *Les Indésirables*, p. 153.

Le Natal possède également une loi sur l'immigration. L'article 3 de l'Act de 1897 dispose ainsi :

« L'entrée du territoire du Natal, par mer ou par terre, est et demeure interdite à toute personne rentrant dans l'une des classes ci-dessous définies qui constituent, dans leur ensemble, la catégorie des immigrants prohibés :

« a) Celui qui, étant requis de le faire par un officier d'immigration, serait dans l'impossibilité d'écrire lui-même et de signer en caractères d'un pays quelconque d'Europe, la demande au Secrétaire d'Etat des colonies prévue par la Schedule B du présent Act.

« b) Toute personne dénuée de moyens d'existence et risquant ainsi de devenir une charge pour le public.

« c) Toute personne atteinte de folie ou d'idiotie.

« d) Ceux qui souffrent d'une maladie contagieuse ou répugnante.

« e) Tout individu, n'ayant pas bénéficié d'une grâce, et qui, dans les deux années précédentes, aurait été condamné pour délit ou crime établissant sa turpitude morale et n'ayant pas un caractère politique.

« f) Toute prostituée ou tout individu vivant de la prostitution des autres. »

L'Act de 1897 punit l'immigrant, entré au Natal en fraude de la loi, d'un emprisonnement de six mois ; le capitaine est considéré comme complice et passible d'une amende de 100 à 5.000 livres-sterling.

Les tribunaux de droit commun décident, en cas de con-

testation, si l'immigrant est ou non un « *undesirable* », l'Act de 1897 n'ayant institué aucune juridiction spéciale.

L'Act de 1902, qui régit l'immigration dans la colonie du Cap, reproduit les dispositions de la loi natalienne, mais, à la liste des « *undesirables* » exclus par cette dernière loi, il ajoute « toute personne qui, d'après les renseignements que le ministre des Colonies aurait officiellement reçus d'un secrétaire d'Etat, de tout autre ministre, ou par voie diplomatique, de tout ministre d'un pays étranger, est considérée par ledit ministre des colonies comme étant un « *undesirable* ».

La législation française ne contient aucune disposition contre l'immigration (1). L'accès du territoire français est ouvert à tous les étrangers (2). Nos Lois (3) ne contiennent aucune mesure préventive contre les immigrants ; elles sont simplement restrictives, mais à ce point de vue elles sont bien plus énergiques que les lois anglaises et américaines. La Loi de 1849 reconnaît au ministre de l'Intérieur le droit d'ordonner à tout étranger, voyageant ou résidant dans les

(1) A part les Italiens, qui viennent s'établir à Marseille, l'immigration en France est très faible. Le total des étrangers entrant chaque année sur le territoire français est fort élevé, il est vrai, mais ces étrangers sont presque tous des touristes. Il est intéressant de noter que beaucoup d'Anglais viennent habiter la Bretagne et particulièrement les environs de Saint-Malo. Ils retournent d'ailleurs pour la plupart en Angleterre après quelques années passées en France.

(2) La loi du 9 août 1893 oblige simplement les étrangers venant en France pour y exercer un commerce, une profession ou une industrie, à faire une déclaration de résidence.

(3) Loi du 23 vendémiaire, an VI, art. 7 ; Code pénal, art. 272 ; loi du 3 décembre 1849, art. 7.

limites du territoire français, de quitter sans délai le pays et, si besoin est, de le faire reconduire à la frontière. Ce pouvoir dans les départements-frontière est partagé avec le préfet qui peut, en en référant aussitôt au ministre, prendre contre un étranger un arrêté d'expulsion (1).

Différents pays ont pris, comme les Etats-Unis, des mesures spéciales contre l'immigration des Chinois. C'est ainsi qu'un décret de la République de l'Equateur, rendu le 14 septembre 1889, après avis conforme de la commission consultative d'agriculture et de la Chambre de Commerce de Guayaquil, est venu déclarer, sans aucune distinction, que l'entrée des Chinois dans le pays était interdite, que ceux qui s'y trouvaient déjà pouvaient y rester, sauf la faculté d'expulsion réservée au gouvernement dans les termes du droit commun (2). Les Chinois, quittant l'Equateur, ne pouvaient y rentrer.

En Australie, une loi de 1859 pour restreindre le nombre des immigrants chinois dans la province de Victoria, frappa chaque immigrant d'une taxe de 10 livres sterling. Cette loi fut suspendue en 1863, le nombre des Chinois ayant considérablement diminué. Mais en 1881, alors que l'Australie occidentale appelait les Chinois, une loi vint à nouveau régler leur immigration dans la province de Victoria. En vertu de cette loi, avant qu'un immigrant chinois ne soit au-

(1) Cf. La note de M. Maurice Théry, avocat à la cour de Paris, sous l'article de MM. Sibley et Elias, *Journal de Droit International privé*, 1907, p. 29.

(2) Cf. La loi du 26 août 1882, art. 2.

torisé à débarquer, le capitaine du navire doit verser au Receveur des Douanes une somme de 10 livres sterling par immigrant, et il est décidé d'autre part qu'un navire ne peut débarquer qu'un Chinois à raison de cent tonnes. La constitutionnalité de cette loi fut proclamée par le conseil privé d'Angleterre le 13 mars 1891 (1).

Le Conseil général des établissements français d'Océanie, dans sa séance du 3 décembre 1898, a établi une taxe d'immatriculation spéciale aux Chinois résidant dans les colonies françaises d'Océanie et payant une ou plusieurs patentes ou licences.

(1) Cf. *Law times Report*, 23 mai 1891, p. 378; *The Madras Law Journal*, 1891, p. 553.

CONCLUSION

LE PROBLÈME DE L'IMMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS

Un lundi du printemps de 1906, un journal du matin annonçait que 52.000 immigrants arriveraient à New-York avant le surlendemain soir. Le fait était exact. Et ces 52.000 immigrants n'étaient que l'avant-garde de la foule des immigrants qui se précipita vers les États-Unis au printemps de 1906. 1.400.735 immigrants arrivèrent en Amérique pendant l'année fiscale 1906 et 1.235.349 pendant l'année fiscale 1907 (1). Devant de tels chiffres on comprend l'importance du problème de l'immigration aux États-Unis. Ce problème est complexe : il se réfère à différentes questions que nous devons étudier séparément.

L'attraction des villes, nous l'avons vu plus haut, est irrésistible pour les immigrants. Ils y vivent dans les pires conditions d'hygiène. Toute description de leurs logements reste bien au-dessous de la vérité, et cependant rien n'est plus difficile que de les arracher à leurs habitations sales et mal-

(1) L'année fiscale aux États-Unis commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de l'année suivante.

saines. La ville est pour eux un véritable aimant. Ils y retrouvent des colonies de compatriotes et ils apprécient cela plus que le confort. Dans les grandes cités ils sont tous entassés dans certains quartiers, et cette congestion des villes est une des plus graves questions. Si quelques centaines de mille d'entre eux pouvaient être arrachés à New-York, à Boston, à Chicago, un des plus sérieux problèmes de l'immigration aux États-Unis serait résolu. Mais, quand un immigrant préfère New-York, quelle autorité pourra le décider à aller habiter la Louisiane ou l'Oklahoma ?

L'élément étranger domine dans toutes les villes des États-Unis, exception faite peut-être pour Philadelphie : Boston est une ville irlandaise ; Chicago, une ville allemande, scandinave, polonaise, Saint-Louis, une ville allemande ; New-York est une ville juive, irlandaise, italienne, allemande, bohémienne et hongroise. Dans un seul block (1), dix-huit langues sont parlées et dans l'école publique n° 29, vingt-six nationalités sont représentées.

New-York est la capitale juive du monde. Des 800.000 Israélites qui y habitent, environ 450.000 sont russes et vivent sur le côté est de New-York, dans le « ghetto ». Dans ce quartier les enseignes sont en hébreu ; les rues, encombrées de voitures à bras, sont des marchés ; les boutiques sont européennes ; les hommes, femmes et enfants parlent hébreu, et toutes les figures portent les caractéristiques de la race israélite.

(1) Carré de maisons.

Si l'on monte un peu plus au nord, sur le côté est de New-York, on se croit en Italie. Ici, les enseignes sont en italien ; l'atmosphère est parfumée des odeurs d'Italie, la vielle rivalise avec la voiture à bras ; les enfants vivent dans la rue ; et l'Américain se sent un étranger transporté tout à coup dans un quartier de Naples ou de Gènes.

Sur le côté est de New-York habitent également des colonies de Grecs, d'Arméniens, d'Autrichiens... Ce n'est pas d'ailleurs le seul endroit où l'on trouve des étrangers. On peut aller dans n'importe quelle partie de New-York, et partout les enseignes de boutiques révéleront l'origine étrangère du propriétaire. Les balayeurs de rues sont italiens, les waltmen et les contrôleurs de tramways sont irlandais, les agents de police sont allemands ou irlandais, les garçons de restaurant français, allemands, italiens ou anglais, les employés de magasins sont pour la plupart étrangers et les gens qu'on rencontre vous rappellent constamment la rareté des véritables Américains. New-York contient deux fois plus d'Irlandais que Dublin, plus d'Italiens que Naples et Venise, plus de Juifs que Varsovie...

Pour celui qui n'a pas fait une enquête personnelle, les conditions présentes de la vie des immigrants sont presque inconcevables. Les immigrants habitant les caves et les allées noires, les familles entières vivant dans une seule chambre, dans laquelle elles mangent, dorment et travaillent, cela semble impossible dans un pays aussi civilisé que les États-Unis. Il n'est pas étonnant que de ces taudis sortent des dégénérés ou des criminels ; c'est chose merveilleuse, au con-

traire, qu'il y en ait si peu. Les propriétaires sont responsables en grande partie de cet état de choses. L'immigrant ne peut dicter ses conditions ; il habite où il trouve de quoi se loger. Les loyers sont d'ailleurs fort élevés et aucune maison de New-York ne rapporte autant que ces « tenement houses ». M. Robert Hunter a établi que pas une ville au monde ne possède « autant de chambres sans fenêtre, autant de personnes par acre, autant de familles privées d'air et de lumière » que New-York. De l'enquête à laquelle il s'est livré il ressort, en effet, qu'il y a à New-York 360.000 chambres sans air, ni lumière, occupées presque exclusivement par des étrangers.

Mrs Lillian W. Betts, auteur de deux livres fort intéressants « *The Leaven of a great city* » et « *The story of an East Side family* », a voulu étudier de près la vie des « immigrants » et a habité pendant un an un « tenement house » du quartier italien : « Une année de résidence dans un « tenement house » italien, écrit-elle, m'a appris l'isolement complet d'un quartier étranger. On trouve à sa porte tout ce qui est nécessaire à la vie, et, après quelques jours, je ne m'étonnais plus de trouver des grands-parents, dont les enfants étaient nés à New-York et qui ne connaissaient pas Broadway. Ils n'avaient jamais eu de raison pour y aller. L'intérêt de leur vie se trouvait concentré entre quatre blocks. Un jour j'accompagnai une voisine à l'hôpital Saint-Vincent ; je dus la tenir par la main dans le tramway. Elle habitait New-York depuis soixante ans et n'était jamais montée dans un tramway. La maison que j'habitais était faite pour ving-

huit familles, et cinquante-six y vivaient. Une veuve, avec trois enfants, logeait neuf pensionnaires dans ses trois chambres. Son neveu et sa femme louaient également des lits. Un autre voisin, avec six enfants, avait sept pensionnaires. L'un de ces derniers fit venir sa fiancée d'Italie. Le mariage fut l'occasion de grandes réjouissances, mais dès le lendemain, la jeune femme confectionnait des pantalons, et à la fin du mois j'appris qu'elle n'était pas sortie une seule fois depuis son arrivée et qu'elle avait travaillé, dimanches compris, quatorze heures par jour (1). »

La congestion des villes a donné naissance au « sweat-shop peril ». Les américains entendent par « sweating » le genre d'entreprise qui consiste à donner l'ouvrage à des gens travaillant à domicile. Le « sweater » n'emploie que des immigrants ; il serait plus juste de dire qu'il les exploite. Son succès dépend uniquement du prix qu'il leur paie. Voici à ce propos un cas typique, que nous trouvons dans le rapport de l'« Industrial Commission » : « Un juif polonais de Chicago, à une époque où peu de ses compatriotes étaient tailleurs, ouvrit une boutique dans le quartier polonais. Il perdit de l'argent tant qu'il employa des ouvriers chez lui. Mais, avant de s'établir, il avait étudié le voisinage ; il avait trouvé que le quartier était habité par des immigrants polonais. Il se décida à n'employer que des femmes ou des jeunes filles polonaises nouvellement arrivées. Plus elles étaient pauvres et isolées, plus elles étaient sûres de trouver du travail chez lui. En exposant ses projets, il

(1) *University Settlement Studies*, janvier 1906.

disait : « Il faudra à ces personnes des années et des années pour apprendre l'anglais et savoir se débrouiller, Pendant ce temps je les emploierai en les payant très peu. » Le système du juif polonais était très pratique. Il a fait fortune depuis et possède aujourd'hui plusieurs « tenement houses. »

Voici un autre fait : une jeune polonaise vint aux Etats-Unis avec sa mère ; celle-ci mourut peu de temps après leur arrivée. Les malheurs succédèrent aux malheurs, et finalement la jeune polonaise tomba dans une « sweat-shop ». En travaillant quatorze heures par jour, la malheureuse enfant arrivait à peine à gagner quatre dollars par semaine.

Le travail des « sweat-shops » est fait exclusivement par des immigrants et spécialement par des Italiennes et des Juives. L'Italienne a évincé les femmes des autres pays pour la confection des vestons et des pantalons, et aujourd'hui 95 0/0 des licences délivrées par l' « Inspecteur des fabriques » de New-York pour le travail à domicile sont détenues par des Italiennes. Le mari ne gagnant pas suffisamment, la femme et souvent les enfants sont obligés de travailler de leur côté.

Il est inutile d'insister sur les conséquences déplorables pour la main-d'œuvre américaine de l'extension des « sweat-shops ». Peut-être verra-t-on un jour les travailleurs de l'Est se lever en masse pour protester contre les « sweat-shops », comme naguère la Californie contre les Chinois et plus récemment contre les Japonais !

Le « sweat-shop labor » a eu pour conséquence la pauvreté, je ne dis pas le paupérisme. Il faut en effet se garder de confondre les deux : « le paupérisme, c'est le fait de mendier sans honte ; la pauvreté, c'est travailler dur et ne rien gagner », a dit M. Robert Hunter (1). Il faut avoir traversé les quartiers pauvres des grandes cités américaines, avoir parcouru les allées noires et étroites, avoir visité les taudis bondés d'habitants pour comprendre le problème que le soulagement des immigrants pauvres offre à la philanthropie américaine. C'est un problème tel qu'aucune autre nation n'en a jamais eu à résoudre. Le « ghetto », les différentes colonies italiennes de New-York, les colonies d'Arméniens, de Grecs et de Roumains dans le voisinage de Hull House, à Chicago, démontrent que la grande majorité des immigrants vit dans des circonstances de pauvreté exceptionnelles. Ceux qui sont totalement dépourvus de ressources sont secourus par la charité privée, et on m'a affirmé qu'il y avait plus d'immigrants secourus aux Etats-Unis que de véritables Américains. Les sociétés charitables les plus remarquables aux Etats-Unis sont les sociétés juives. Les Israélites arrivant en Amérique sont si peu habitués aux conditions de la vie américaine qu'ils ont besoin de beaucoup d'assistance. L'« Educational Alliance » mérite une mention spéciale. Cette société recherche pour chaque nouvel immigrant juif un travail qui lui soit approprié pour lui permettre de s'adapter rapidement aux habitudes de la vie américaine. Il faut

(1) Cf. M. Robert Hunter, *Poverty*, chap. 1.

noter aussi les efforts faits par l' « Industrial Removal Office » pour détourner les Juifs des grandes villes au profit des campagnes. La tâche est difficile, car l'immigrant juif ne peut pas quitter New-York. Vouloir le diriger vers l'agriculture est un projet qui a peu de chances de réussir, de même qu'en Europe on n'a pas réussi à reporter à la campagne la population qui émigrerait vers les villes. Je m'en voudrais de ne pas citer les sociétés italiennes, spécialement la « Saint Raphaël's Italian Benevolent society of the United States », et les différentes sociétés françaises, société française de bienfaisance de New-York, Société française de bienfaisance des Dames de Saint Vincent de Paul, et la « Jeanne d'Arc home for french girls (1) ».

Mais de tous les problèmes que soulève l'immigration aux Etats-Unis, l'influence de l'immigration sur le caractère national est ce qui préoccupe le plus les Américains. Quand l'émigration vers l'Amérique commença au début du xix^e siècle, les Etats-Unis possédaient une vie nationale et un caractère propre. Au cours du xix^e siècle, la race américaine s'est considérablement modifiée, et les Américains pessimistes regardent avec effroi l'invasion de leur pays par de nouveaux immigrants. Ils considèrent New-York, avec sa « petite Italie », son mystérieux quartier chinois, son demi-million de Juifs russes, et ils se demandent si la métropole des Etats-Unis peut encore être considérée comme une cité américaine.

(1) La colonie française de New-York atteint à peine 20.000 âmes. Le

Après avoir rapidement passé en revue les « maux de l'immigration », nous devons nous demander si les Etats-Unis doivent fermer leur porte aux immigrants ou au contraire continuer à les admettre. Il est bien difficile pour un étranger de prendre position dans cette question. Cependant il est, nous semble-t-il, certaines considérations qui militent en faveur du système de la « porte ouverte ».

Les villes des Etats-Unis sont certainement aussi américaines aujourd'hui qu'autrefois. La diversité des races a toujours été un de leurs traits caractéristiques, et à aucun moment les New-Yorkais, nés de parents américains, ne furent la majorité dans la métropole des Etats-Unis. L'extrême variété d'origine des habitants de New-York et des cités américaines n'a en effet rien de nouveau, et l'aversion des pessimistes d'aujourd'hui vis-à-vis des nouveaux-venus est tout aussi ancienne. C'est ainsi que les premiers immigrants anglais regardèrent arriver avec dédain les immigrants allemands, et aujourd'hui ils font cause commune avec ces derniers pour déplorer l'invasion des Italiens ou des Juifs russes. Et ces générations successives d'immigrants absorbées et transformées par la vie américaine, comme si on les avait toutes passées au même moule, ont montré au monde que les États-Unis étaient non seulement un pays où les immigrants étaient heureux de vivre, mais aussi la terre pour laquelle ils étaient fiers de mourir (1).

quartier français est situé à l'ouest de New-York, à la hauteur des 21^e, 22^e, et 23^e rues.

(1) Nous avons déjà insisté sur le loyalisme des immigrants pendant la guerre de Sécession et pendant la guerre contre l'Espagne.

Malgré la forte proportion des étrangers arrivant aux Etats-Unis, l'« américanisation » des immigrants semble se faire tout aussi rapidement que pendant le courant du xix^e siècle. Les enfants sont les agents inconscients de cette transformation. Issus de parents étrangers, ils viennent à la vie déjà américains, et les écoles, les bibliothèques et le milieu ont tôt fait de tuer à tout jamais en eux les quelques traces d'atavisme qui auraient pu se produire. On peut voir dans le Ghetto de New-York ou dans la « petite Italie » ces « enfants d'étrangers » saluer avec respect le drapeau américain, parler l'anglais aussi couramment que leur langue maternelle, et s'amuser dans la rue aux mêmes jeux que les vrais Américains. Devenus plus âgés, ces mêmes fils d'étrangers conquièrent haut la main leurs diplômes dans les écoles et universités américaines ; ils s'assimilent souvent si bien qu'ils en arrivent à oublier leur langue maternelle (1).

Les Américains ne sont pas faits pour l'agriculture, et pour les travaux de la terre il leur faut faire appel aux bras étrangers. Miss Jane Adams, un des sociologues américains les plus en vue, donnait à ce propos à ses concitoyens le très pratique conseil « de ne pas parler avec trop de désinvolture des immigrants « cette lie de l'Europe » et de songer que les moins cultivés et les moins habiles des immigrants sont

(1) On cite un avocat de New-York, très connu aujourd'hui, neveu d'un célèbre savant allemand, qui avoue ne jamais lire les œuvres de son oncle que traduites en anglais.

Le théâtre allemand de New-York est aujourd'hui à peu près complètement délaissé par les fils de ceux qui ont institué des legs pour son entretien.

plus utiles aux Etats-Unis que les immigrants plus instruits, car seuls ils consentent à travailler la terre ».

Les efforts des sociétés de charité privées et du Bureau d'Information, récemment créé, en décongestionnant les grandes villes, et en facilitant l'« américanisation » des nouveaux immigrants, ont déjà apporté un soulagement aux maux de l'immigration.

Enfin, la dernière crise financière et l'exode d'immigrants qui en a été la conséquence ont retardé pour quelque temps encore le jour où la question de l'immigration deviendra une question vitale pour les Etats-Unis.

Et pour conclure, je ne puis mieux faire que de citer les paroles que M. Robert Watchorn, commissaire de l'Immigration du port de New-York, voulait bien me dire au cours d'un entretien qu'il m'avait fait l'honneur de m'accorder : « L'immigration a fait des Etats-Unis une grande nation. Le jour où l'immigration cessera de se porter vers les Etats-Unis, les Etats-Unis resteront stationnaires pendant quelque temps et déclineront ensuite rapidement. »

Vu, le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu, le Président de la Thèse,
ANDRÉ WEISS.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

DOCUMENTS

Loi du 29 juin 1906 établissant un bureau d'immigration et de naturalisation et instituant des règles uniformes pour la naturalisation des étrangers dans les Etats-Unis (1).

Art. 1^{er}. — La dénomination du Bureau d'immigration du département du Commerce et du Travail est, par les présentes, changée en celle de « Bureau d'immigration et de naturalisation », et ledit bureau, sous la direction et le contrôle du secrétaire du Commerce et du Travail, outre les obligations qui lui sont imposées actuellement par la loi, aura les charges de toute nature relatives à la naturalisation des étrangers. Ledit bureau devra notamment, pour servir aux différentes stations d'immigration situées sur toute l'étendue des Etats-Unis, créer des livres-registres, où les commissaires d'immigration feront mentionner par chaque étranger arrivant aux Etats-Unis, à partir de l'adoption de cette loi, le nom, l'âge, la profession, le signalement (comprenant la taille, le teint, la couleur des cheveux et des yeux), le lieu de naissance, la dernière résidence, le lieu de la résidence projetée dans les Etats-Unis, la date d'arrivée dudit étranger, et s'il a débarqué dans un port, le nom du vaisseau qui l'a transporté. Lesdits commissaires d'immigration auront l'obligation de faire remettre audit étranger un certificat dudit enregistrement, avec les détails à l'appui.

(1) *Revue de Droit international privé et de Droit pénal international*. janvier-février 1907, p. 305 et mars-avril 1907, p. 461. Traduction de M. P. Goulé.

Art. 3. — Les tribunaux suivants ont, par les présentes, compétence exclusive pour naturaliser les étrangers comme citoyens des Etats-Unis :

Les tribunaux de circuit et de district actuellement existants, ou qui pourront être ci-après institués par le Congrès dans tout Etat, les tribunaux de district des Etats-Unis pour les territoires d'Arizona, de New-Mexico, d'Oklahoma, d'Hawaï et de l'Alaska, le tribunal suprême du district de Colombie, et les tribunaux des Etats-Unis pour le territoire Indien, ainsi que tous les tribunaux de *record* dans les Etats ou territoires actuellement existants ou qui pourront être ci-après créés, ayant un sceau, un greffier et compétents, soit pour les actions *at law* ou pour les actions en équité, soit pour les actions *at law* et pour les actions en équité, dans lesquelles le montant des litiges n'est pas limité.

La compétence en matière de naturalisation de tous les tribunaux ci-dessus indiqués, tribunaux d'Etat particulier, de territoires, ou tribunaux fédéraux, ne s'étendra qu'aux étrangers résidant dans les limites du ressort respectif de ces tribunaux.

Les tribunaux ci-dessus spécifiés, sur la demande de leurs greffiers, recevront de temps en temps du bureau d'immigration et de naturalisation tous les formulaires en blanc nécessaires à la naturalisation des étrangers, et tous les certificats de naturalisation seront ensuite numérotés et imprimés sur du papier spécial (*safety paper*) fourni par le Bureau.

Art. 4. — Un étranger peut être admis à devenir citoyen des Etats-Unis de la manière suivante et non autrement :

1° Il déclarera sous serment devant le greffier d'un tribunal autorisé par cet acte à naturaliser les étrangers ou devant son suppléant autorisé, dans le district où réside cet étranger, deux ans au moins avant son admission comme citoyen, et après qu'il aura atteint l'âge de 18 ans, qu'il a de bonne foi l'intention de devenir citoyen des Etats-Unis et de renoncer pour toujours à toute allégeance et fidélité envers un prince, un potentat, un Etat, une souveraineté étrangère et en particulier nominativement envers le prince, le potentat, l'Etat ou la souveraineté, dont l'étran-

ger peut être citoyen ou sujet. Ladite déclaration contiendra le nom, l'âge, la profession, le signalement personnel, le lieu de naissance, les dernières résidence et allégeance de l'étranger, la date d'arrivée, le nom du navire sur lequel il est venu aux Etats-Unis, s'il y a lieu, et son lieu de résidence aux Etats-Unis ; il est entendu toutefois qu'aucun étranger qui, conformément à la loi en vigueur à la date de sa déclaration, a déclaré son intention de devenir citoyen des Etats-Unis, ne sera tenu de renouveler cette déclaration.

2° Deux ans au moins et sept ans au plus après qu'il a déclaré cette intention, le postulant rédigera et déposera, en double, une pétition écrite, signée de sa main même et dûment attestée, dans laquelle il mentionnera son nom entier, son lieu de résidence (avec l'indication de la rue et le numéro, si possible), sa profession et, si possible, la date et le lieu de sa naissance, le lieu d'où il a émigré, et la date et le lieu de son arrivée aux Etats-Unis et, s'il est arrivé par un port, le nom du navire sur lequel il est venu, l'époque à laquelle il a déclaré son intention de devenir citoyen des Etats-Unis, avec le lieu et le nom du tribunal où il a fait cette déclaration ; s'il est marié, il indiquera le nom de son épouse et, si possible, le lieu de naissance et la résidence de cette dernière, au moment où il a déposé sa demande ; s'il a des enfants, il mentionnera leur nom, les lieu et date de naissance et la résidence de chacun d'eux au moment où il a déposé sa demande. Toutefois, il est entendu que si le postulant avait effectué ce dépôt avant l'adoption de cette loi, il ne serait pas tenu de signer la demande de sa propre main.

La demande indiquera que le pétitionnaire n'est ni un incrédule, ni opposé au gouvernement organisé, ni associé ou affilié à une organisation ou à un groupe d'individus enseignant l'irréligion ou l'opposition au gouvernement organisé, ni un polygame, ni un adepte de la pratique de la polygamie, et qu'il a l'intention de devenir citoyen des Etats-Unis et de renoncer absolument et pour toujours à toute allégeance ou fidélité à un prince, à un potentat, à un Etat ou à une souveraineté étrangère dont,

au temps de l'envoi de sa demande, il peut être citoyen ou sujet, et qu'il a l'intention de résider d'une manière permanente dans les Etats-Unis ; la demande indiquera aussi si le pétitionnaire a ou non été admis comme citoyen des Etats-Unis, et, en cas de refus, le ou les motifs d'un tel refus, le ou les tribunaux qui ont rendu cette décision, la mention que la cause dudit refus a depuis été écartée ou supprimée, et tout fait matériel favorable à la naturalisation et dont la preuve est utile à l'octroi de sa demande.

La demande devra être attestée par les déclarations d'au moins deux témoins dignes de foi, citoyens des Etats-Unis, qui devront certifier dans leurs déclarations, qu'ils ont personnellement connu le demandant comme ayant résidé dans les Etats-Unis pendant une période d'au moins cinq ans continus, et comme ayant résidé dans l'Etat, le territoire ou le district, où la demande est faite pendant la période d'au moins un an qui précède immédiatement la date de l'envoi de sa demande, et que chacun d'eux sait personnellement que le postulant est de bonnes mœurs, et, qu'à leur avis, il est de toutes façons digne d'être admis comme citoyen des Etats-Unis.

Au moment du dépôt de la demande, il sera remis au greffier du tribunal un certificat du département du Commerce et du Travail, si le postulant est arrivé dans les Etats-Unis après l'adoption de l'acte, indiquant la date du lieu et le mode de son arrivée aux Etats-Unis, et la déclaration de son intention, lesquels certificat et déclaration seront joints à ladite demande dont ils feront partie.

3° Il devra, avant d'être admis à la naturalisation, déclarer sous serment à l'audience publique qu'il accepte la Constitution des Etats-Unis et qu'il repousse entièrement et absolument et abjure toute allégeance et fidélité à tout prince, potentat, Etat ou souveraineté étrangère et particulièrement et nominativement au prince, potentat, Etat ou souveraineté dont il était auparavant citoyen ou sujet ; il devra également déclarer qu'il accepte et défendra la Constitution et les lois des Etats-Unis contre les ennemis de l'étranger ou de l'intérieur, et qu'il prête foi et allégeance à cette Constitution.

4° Il devra établir devant le tribunal compétent pour admettre les étrangers à la naturalisation, qu'immédiatement avant sa demande, il a résidé d'une manière continue dans les Etats-Unis pendant cinq ans au moins, et dans l'Etat ou le territoire où siège ledit tribunal, pendant un an au moins, et que, durant ce temps, il s'est comporté comme un homme de bonnes mœurs, attaché aux principes de la Constitution des Etats-Unis, et bien disposé au bon ordre et au bonheur du pays. Outre le serment du postulant, la déclaration d'au moins deux témoins citoyens des Etats-Unis, relativement aux faits de résidence, de bonnes mœurs et d'attachement aux principes de la Constitution sera requise et les noms, lieu de résidence et profession de chaque témoin seront mentionnés dans le registre.

5° Au cas où l'étranger demandant sa naturalisation possède un titre héréditaire, ou fait partie d'un des ordres de noblesse dans le royaume ou l'Etat d'où il vient, il devra, outre les conditions ci-dessus, faire une renonciation expresse à son titre ou ordre de noblesse, devant le tribunal où sa demande est faite et sa renonciation sera consignée sur les registres du tribunal.

6° Quand un étranger, qui a déclaré son intention de devenir citoyen des Etats-Unis, meurt avant d'être naturalisé, la veuve et les enfants mineurs de cet étranger pourront, en se conformant aux autres dispositions de cet acte, être naturalisés sans faire de nouvelles déclarations d'intention.

Art. 5. — Le greffier du tribunal devra, aussitôt le dépôt de la demande, en donner avis, en affichant dans un endroit public et en vue de son bureau, ou dans le bâtiment où son bureau est situé, avec un en-tête convenable, les noms, lieu de naissance et résidence de l'étranger, les lieu et place de son arrivée dans les Etats-Unis, avec la date aussi approximative que possible de l'examen de sa demande, les noms des témoins que le postulant a l'intention de faire entendre en sa faveur, et le greffier devra, si le postulant le demande, citer les témoins ainsi désignés par le postulant à comparaître au jour fixé pour l'audience finale. Au

cas où lesdits témoignages ne peuvent être produits ce jour-là, on pourra faire entendre d'autres témoins.

Art. 6. — Les demandes de naturalisation peuvent être faites et déposées pendant les sessions ou les vacances des tribunaux ; elles seront inscrites le jour du dépôt, mais la décision ne pourra être rendue qu'aux jours fixés, ou à fixer par le règlement du tribunal ; et en aucun cas cette décision ne sera rendue que s'il s'est écoulé 90 jours au moins depuis le dépôt et l'affichage de l'avis de la demande. Toutefois, personne ne sera naturalisé et il ne sera délivré de certificat de naturalisation par aucun tribunal dans les 30 jours précédant une élection générale dans sa juridiction territoriale. Il sera loisible au tribunal en même temps qu'il statue sur la naturalisation de l'étranger, et laissé à sa disposition de rendre, sur la demande dudit étranger, un décret changeant le nom dudit étranger et son certificat de naturalisation sera accordé en tenant compte de cette modification.

Art. 7. — Ne pourront être naturalisés ou faits citoyens des Etats-Unis ni les incrédules, ni les individus opposés à l'idée d'un gouvernement organisé, ou associés ou affiliés à une organisation entretenant et enseignant une telle incrédulité, ou contraires à l'idée d'un gouvernement organisé ou qui soutiennent ou enseignent le devoir, la nécessité ou l'opportunité d'attaquer par des moyens défendus, ou de tuer un ou des fonctionnaires, ou des individus déterminés ou des fonctionnaires en général du Gouvernement des Etats-Unis ou de tout autre gouvernement organisé, en raison de leur caractère officiel, ni les polygames.

Art. 8. — Aucun étranger ne pourra être dorénavant naturalisé ou admis comme citoyen des Etats-Unis s'il ne parle pas la langue anglaise ; toutefois, cette condition ne s'applique pas aux étrangers physiquement incapables de remplir cette condition, s'ils sont autrement qualifiés pour devenir citoyens des Etats-Unis ; de plus les conditions de cet article ne s'appliqueront pas aux étrangers qui auront avant l'adoption de cet acte déclaré leur intention de devenir citoyens des Etats-Unis conformément à la loi en vigueur à la date où ils ont fait cette déclara-

tion ; en outre, les conditions de l'art. 8 ne s'appliqueront pas aux étrangers qui déclareront leur intention de devenir citoyens et qui constitueront des *homesteads* sur les terres publiques des Etats-Unis et se conformeront à tous égards aux lois réglant les constitutions des *homesteads* sur lesdites terres.

Art. 9. — Toute audience relative à une demande de naturalisation aura lieu publiquement devant un ou plusieurs des juges, et toute décision finale qui pourra être rendue sur cette demande sera signée par le tribunal et mentionnée en entier sur un registre tenu à cet effet et à l'audience finale sur cette demande, le postulant et les témoins seront entendus sous serment par-devant le tribunal et en présence du tribunal.

Art. 10. — Dans le cas où le postulant n'a pas résidé d'une manière continue dans un Etat, un territoire ou un district pendant la période de cinq ans précédant immédiatement le dépôt de sa demande, il pourra établir par deux témoins, tant dans sa demande qu'à l'audience, la durée de sa résidence dans l'Etat, pourvu qu'il y ait été plus d'un an et que le reste de la période de résidence de cinq ans dans les Etats-Unis exigée par la loi puisse être prouvée par la déposition de deux témoins au moins, citoyens des Etats-Unis, après avis donné au bureau d'immigration et de naturalisation et à l'attorney des Etats-Unis pour le district où lesdits témoins peuvent résider.

Art. 11. — Les Etats-Unis auront le droit d'intervenir devant le ou les tribunaux exerçant la juridiction dans la procédure de naturalisation en vue de contre-examiner le postulant et les témoins produits à l'appui de sa demande, relativement à tout ce qui concerne ou affecte en quelque façon son droit d'être admis à la naturalisation ; ils auront droit de convoquer des témoins, de produire des preuves, et d'être entendus dans leur opposition à toute demande de naturalisation.

Art. 12. — Le greffier de tout tribunal exerçant la juridiction en matière de naturalisation en vertu des dispositions de la présente loi a, par les présentes, l'obligation de garder un double de chaque déclaration d'intention faite devant lui et d'envoyer au

bureau d'immigration et de naturalisation de Washington, dans les trente jours après la délivrance du certificat de nationalité, un double dudit certificat et de faire et de conserver dans son bureau un talon (*Stub*), pour chaque certificat ainsi délivré par lui, sur lequel il inscrira un mémorandum de tous les faits essentiels exposés dans ce certificat. Le greffier de chacun desdits tribunaux aura aussi l'obligation de faire connaître audit bureau dans les trente jours après l'audience finale et la décision du tribunal, le nom de chaque étranger auquel aura été refusée la naturalisation, et de fournir audit bureau des doubles de toutes les demandes dans les trente jours après l'enregistrement de celles-ci, et des copies certifiées de toutes les autres procédures commencées et décisions rendues par ledit tribunal affectant ou concernant la naturalisation des étrangers qui peuvent lui être demandées de temps à autre par ledit bureau.

Au cas où ledit greffier ou tout autre fonctionnaire agissant sous sa direction refuserait ou négligerait de se conformer aux dispositions précédentes, il sera condamné à payer aux États-Unis la somme de 25 dollars pour chacune des violations ou omissions, et le montant de ladite condamnation peut être recouvré par les États-Unis à l'aide d'une *action of debt* contre ledit greffier.

Les greffiers de tribunaux ayant et exerçant la juridiction en matière de naturalisation seront responsables de tous les certificats en blanc de nationalité reçus par eux de temps en temps du bureau d'immigration et de naturalisation, et en rendront compte audit bureau quand ils en seront requis par lui. Aucun certificat de nationalité reçu par un greffier qui se trouverait endommagé ou déchiré de manière à ne pouvoir servir, ne pourra en aucun cas être détruit, mais ce certificat sera retourné audit bureau ; et au cas où le greffier manquerait de le retourner ou de rendre compte de tout certificat fourni par ledit bureau, il sera condamné envers les États-Unis à la somme de 50 dollars qui seront recouvrés par une *action of debt* par chaque certificat non retourné ou dont il n'aura pas été dûment justifié.

Art. 13. — (Relatif aux droits de naturalisation et aux honoraires du greffier et aux avances à faire par le postulant pour frais d'enquête, etc.).

Art. 14. — Les déclarations d'intention et les demandes de naturalisation seront réunies par ordre chronologique, (en volumes séparés, avec index, numérotées à la suite ; elles seront partie des registres du tribunal. Chaque certificat de naturalisation délivré portera au recto, à un endroit préparé à cet effet, les numéros du volume et de la page de la demande sur laquelle le certificat a été délivré, ainsi que les numéros du volume et de la page de la souche du certificat.

Art. 15. — Les attorneys de district des Etats-Unis auront l'obligation dans leurs districts respectifs, sur attestation établissant le bien-fondé de la demande, d'entamer devant tout tribunal compétent pour naturaliser les étrangers du district judiciaire, où réside le citoyen naturalisé au temps de sa demande, d'entamer des procédures tendant à faire rejeter et annuler le certificat de nationalité, si ce certificat a été obtenu par fraude ou illégalement. Dans ladite procédure, le titulaire du certificat de nationalité, prétendu obtenu par fraude ou illégalement, aura un délai de soixante jours après la notification qui sera faite à sa personne pour répondre à la demande des Etats-Unis, et, si le titulaire est absent des Esats-Unis ou du district dans lequel il avait sa dernière résidence, la notification lui sera faite par voie de publication dans la forme prévue pour les assignations par voie de publication ou pour les assignations concernant les absents par les lois de l'Etat ou du lieu où l'action a été engagée.

Si un étranger ayant obtenu un certificat de nationalité en vertu des dispositions de cet acte, dans les cinq ans après la délivrance dudit certificat, retourné dans son pays natal, ou va dans quelque pays étranger, et y fixe sa résidence permanente, on considérera *prima facie* qu'il y a ainsi preuve qu'il n'y avait pas intention de la part de cet étranger de devenir pour toujours citoyen (*permanent citizen*) des Etats-Unis, au temps où il a déposé sa demande de naturalisation, et, en l'absence de preuve

contraire, cela sera suffisant pour prononcer, d'après la procédure convenable, l'annulation de son certificat de nationalité comme frauduleux ; les agents diplomatiques et consulaires des Etats-Unis dans les pays étrangers devront, de temps à autre, par l'intermédiaire du département d'Etat, communiquer au département de justice les noms des individus munis desdits certificats de nationalité, qui auront, dans l'étendue de leurs circonscriptions respectives, fixé leur résidence permanente, soit dans leur pays natal, soit dans tout autre pays étranger, et ces déclarations dûment certifiées seront reçues en preuve devant tous les tribunaux, dans les procédures engagées pour annuler les certificats de nationalité.

Quand un certificat de nationalité sera rejeté ou annulé, comme il a été dit ci-dessus, le tribunal qui aura rendu ce jugement ou ce décret, ordonnera l'annulation dudit certificat de nationalité, et enverra une copie certifiée de cette décision au Bureau d'immigration et de naturalisation ; et, au cas où ledit certificat n'émanerait pas du tribunal qui a rendu cette décision, il ordonnera au greffier du tribunal de transmettre une copie de ladite décision et du jugement au tribunal dont provenait originairement ce certificat de nationalité. Le greffier du tribunal, qui recevra ladite copie certifiée du jugement et de la décision, aura l'obligation de l'enregistrer, d'annuler sur ses registres le certificat originaire de nationalité et de notifier cette annulation au Bureau d'immigration et de naturalisation.

Les dispositions de cet article ne s'appliqueront pas seulement aux certificats de nationalité délivrés conformément aux dispositions de cet acte, mais à tous les certificats de nationalité qui pourraient avoir été délivrés jusqu'ici par un tribunal compétent en matière de naturalisation, en vertu des lois antérieures.

Art. 16. — Toute personne qui falsifiera, imitera ou contrefera, ou fera falsifier, imiter, ou contre faire un certificat de nationalité, ou volontairement, par aide ou assistance, contribuera à la falsification, à l'imitation ou à la contrefaçon d'un certificat de nationalité, avec intention d'en user, ou pour servir à quelque autre

personne, sera coupable de délit, et une personne convaincue dudit délit sera punie d'un emprisonnement qui ne pourra excéder dix ans, ou d'une amende de 10.000 dollars au plus, ou de ces deux peines à la fois.

Art. 17. — Seront punis d'une amende de 10.000 dollars au plus, ou d'un emprisonnement avec *hard labour* pour dix ans au plus, ou de ces deux peines à la fois : toute personne qui aura gravé ou fait graver ou aidé à graver une planche semblable à celle servant à l'impression des certificats de nationalité, ou qui aura vendu une telle planche, ou qui l'aura importée aux Etats-Unis d'un pays étranger, autrement que sur l'ordre du secrétaire du commerce et du travail, ou de tout autre fonctionnaire compétent ; toute personne qui aura à sa disposition, sous sa garde ou en sa possession une planche de métal gravée à la ressemblance d'une autre d'après laquelle le certificat de nationalité a été imprimé, avec l'intention de se servir de cette planche ou de permettre à un autre de s'en servir pour fabriquer ou contrefaire un certificat en tout ou en partie ; toute personne qui imprimera, photographiera, ou d'une manière quelconque fera imprimer, photographier, faire ou exécuter un imprimé ou une impression semblable audit certificat, en tout ou en partie, ou qui vendra le certificat, ou l'importera aux Etats-Unis d'un pays étranger, autrement que sur l'ordre du fonctionnaire compétent des Etats-Unis, ou qui aura en sa possession le papier spécial adopté par le fonctionnaire compétent des Etats-Unis pour l'impression de ce certificat, avec l'intention d'en user illégalement.

Art. 18. — Commettra un délit en vertu des présentes, le greffier ou toute autre personne qui aura fait délivrance ou aura participé à la délivrance d'un certificat de nationalité contrairement aux dispositions de cet acte, autrement qu'en vertu d'une décision définitive, signée du tribunal compétent pour la rendre, et lorsqu'il aura été convaincu de cette infraction, ledit greffier ou toute autre personne sera puni d'un emprisonnement de cinq ans au plus, et d'une amende de 5.000 dollars au plus, à la volonté du tribunal.

Art. 19. — Toute personne qui sans excuse légale possédera un certificat en blanc de nationalité provenant du bureau d'immigration et de naturalisation, avec intention de s'en servir illégalement, sera punie d'un emprisonnement avec *hard labour* de cinq ans au plus ou d'une amende de 1.000 dollars au plus.

Art. 20. — (Peine prononcée contre le greffier qui rend un compte inexact de l'argent dont il est détenteur ou qui n'exécute pas les paiements prescrits).

Art. 21. — (Peine prononcée contre le greffier ou celui qui en fait fonctions, qui perçoit des honoraires ou émoluments autres que ceux spécifiés).

Art. 22. — (Peine prononcée contre les fausses déclarations en matière de naturalisation).

Art. 23. — (Article punissant le fait d'avoir aidé à obtenir une naturalisation frauduleuse).

Art. 24. — (Article établissant une prescription de cinq ans pour les infractions audit acte).

Art. 25. — Pour la poursuite des crimes et délits contre les lois des Etats-Unis sur la naturalisation commis antérieurement à la date où cet acte entrera en vigueur, les lois existantes sur la naturalisation conserveront pleine force et effets.

Art. 26. — Les articles 2165, 2167, 2168, 2173 des Statuts révisés des Etats-Unis d'Amérique et l'article 39 du chapitre 1012 des Statuts généraux des Etats-Unis d'Amérique pour l'année 1903 et tous les actes ou parties d'actes incompatibles ou en opposition avec les dispositions de cet acte sont abrogés par les présentes.

Art. 27. — (Relatif aux formules à employer dans les instances en matière de naturalisation, déclarations d'intention de devenir citoyen des Etats-Unis, demande de naturalisation, déclaration de témoins, talon du certificat de naturalisation).

Art. 28. — Le secrétaire du commerce et du travail aura le pouvoir de faire les règlements et les ordonnances qui pourront être nécessaires pour la bonne exécution des diverses dispositions de cet acte. Des copies certifiées de tous les papiers, documents,

certificats, et registres qui devront être employés, déposés, enregistrés ou conservés en vertu des dispositions de cet acte seront admis comme moyen de preuve au même titre que les originaux dans les procédures engagées en vertu de cet acte, et dans tous les cas où les originaux pourront être admis comme preuve.

Art. 29. — Pour mettre à exécution les dispositions de cet acte, une somme de 100.000 dollars est affectée par les présentes, somme prise sur l'argent du Trésor des Etats-Unis sans affectation spéciale, et cette appropriation aura lieu pour les objets exprimés par les présentes jusqu'au 13 juin 1907; et les dispositions de l'article 3679 des Statuts révisés des Etats-Unis ne seront en aucune manière applicables à cette affectation.

Art. 30. — Toutes les dispositions applicables des lois des Etats-Unis sur la naturalisation s'appliqueront et seront considérées comme autorisant l'admission à la nationalité de tous les individus non citoyens qui doivent une perpétuelle allégeance aux Etats-Unis, et qui pourront devenir résidents d'un Etat ou d'un territoire organisé des Etats-Unis avec les modifications suivantes : le postulant ne sera pas obligé de renoncer à l'allégeance à une souveraineté étrangère; il déclarera son intention de devenir citoyen des Etats-Unis au moins deux ans avant son admission et la résidence dans la juridiction des Etats-Unis, emportant une perpétuelle allégeance, sera regardée comme une résidence aux Etats-Unis équivalant à la résidence de cinq ans de la législation existante.

Art. 31. — Cet acte produira ses effets et entrera en vigueur dans les 90 jours après son adoption; mais les articles 1, 2, 28 et 29 entreront en vigueur dès l'adoption de l'acte.

**Loi du 20 février 1907 réglant l'immigration des
étrangers aux Etats-Unis (1).**

Art. 1^{er}. — Il sera levé, perçu et payé une taxe de 4 dollars par étranger entrant aux États-Unis. Ladite taxe sera payée au collecteur des douanes du port, à celui du district des douanes dans lequel entrera l'étranger, ou, s'il n'y a pas de collecteur dans ce port ou ce district, au collecteur le plus voisin, par le maître, l'agent, le propriétaire ou le consignataire du navire, la compagnie de transport, ou tout autre véhicule ou voiture amenant l'étranger aux Etats-Unis. L'argent ainsi recueilli, joint aux amendes et revenus perçus en vertu des lois réglant l'immigration des étrangers aux Etats-Unis, sera versé dans le Trésor des Etats-Unis et constituera une affectation permanente appelée « fonds des immigrants » ; ce fonds, sous la direction du Secrétaire du Commerce et du Travail, servira à pourvoir aux dépenses nécessitées par l'application des lois réglant l'immigration des étrangers aux Etats-Unis, en y comprenant les lois sur le contrat de travail, les frais des registres des décisions des tribunaux fédéraux et de leur recueil, pour le service du commissaire général de l'Immigration, avec les traitements et dépenses des fonctionnaires, secrétaires et employés nommés pour l'exécution desdites lois. La taxe imposée par cet article sera garantie par un privilège (*lien*) sur le navire, ou tout autre moyen de transport, amenant les étrangers aux Etats-Unis ; elle constituera une créance des Etats-Unis sur le ou les propriétaires du navire ou de tout autre

(1) Traduction de M. P. Goulé dans la *Revue de droit international privé et de droit pénal international*.

moyen de transport ; elle pourra être recouvrée par une action (*remedy*) en droit ou en équité. Ladite taxe ne sera pas applicable : 1° aux étrangers entrant aux Etats-Unis après un séjour ininterrompu d'un an au moins dans le Dominion du Canada, à Terre-Neuve, dans la République de Cuba ou la République du Mexique, précédant immédiatement cette entrée ; 2° aux individus résidant dans les possessions des Etats-Unis non susceptibles d'exclusion à d'autres égards ; 3° aux étrangers traversant les Etats-Unis ; 4° aux étrangers légalement admis aux Etats-Unis, et traversant des territoires étrangers limitrophes pour aller d'une partie à l'autre des Etats-Unis. *Sous les réserves suivantes* : Le commissaire général de l'Immigration, sous la direction ou avec l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail, pourra, par un accord conclu avec les lignes de transport, comme il est prévu dans l'article 32 de cette loi, régler d'autre façon le paiement de la taxe imposée par cet article aux étrangers demandant leur admission et venant des territoires étrangers voisins, relativement à tous ces étrangers ou seulement à quelques-uns d'entre eux. Si dans l'année fiscale le montant de l'argent recueilli conformément aux dispositions de cet article excédait 2.500.000 dollars, l'excédent ne serait pas versé dans le « fonds des immigrants ». Les dispositions de cet article ne seront pas applicables aux étrangers arrivant à Guam, Porto-Rico ou Hawaï ; mais elles le seront si cet étranger, sans être devenu citoyen des Etats-Unis, vient ensuite dans un port ou une ville des Etats-Unis sur le continent nord-américain. Si le Président estime que les passeports délivrés par un gouvernement étranger à ses citoyens pour aller dans un pays autre que les Etats-Unis ou dans une possession insulaire des Etats-Unis ou dans la zone du Canal ont été employés dans le but de permettre à leurs titulaires de venir sur le territoire des Etats-Unis au détriment des conditions du travail, il pourra refuser d'autoriser les citoyens du pays produisant de tels passeports à venir sur le territoire du continent, soit de tout autre pays, soit des possessions insulaires, soit de la zone du Canal.

Art. 2. — L'admission aux Etats-Unis sera refusée aux catégo-

ries suivantes d'étrangers : idiots, imbéciles, faibles d'esprits, épileptiques, aliénés, personnes ayant été atteintes d'aliénation mentale dans les cinq années précédentes ; personnes ayant eu deux ou plusieurs attaques de folie à une époque antérieure ; pauvres ; personnes susceptibles de devenir une charge publique ; mendiants professionnels ; personnes atteintes de tuberculose ou d'une maladie répugnante, dangereuse ou contagieuse ; personnes non comprises dans l'une des catégories précédemment exclues, et auxquelles le médecin-inspecteur découvrira et certifiera l'existence d'un défaut mental ou physique de nature à préjudicier à leur aptitude à gagner leur vie ; personnes condamnées pour *felony* ou autre crime ou délit impliquant turpitude morale, ou convaincues de semblables faits ; polygames, ou personnes dont la religion admet la pratique de la polygamie ; anarchistes, ou personnes souhaitant ou prônant le renversement par la force ou par la violence du gouvernement des Etats-Unis, ou de tout autre gouvernement, ou de toutes les formes de lois, ou l'assassinat des fonctionnaires publics ; prostituées ou femmes ou filles venant aux Etats-Unis dans un but de prostitution ou dans tout autre but immoral ; personnes procurant ou tentant de procurer des prostituées ou des femmes ou des filles dans un but de prostitution ou dans tout autre but immoral ; personnes désignées plus loin sous le nom de travailleurs avec engagement (*contract laborers*), ayant été persuadées ou sollicitées d'émigrer dans ce pays par offres ou promesses d'emploi, ou en vertu de conventions verbales, écrites ou imprimées, expresses ou tacites, pour accomplir dans ce pays un travail quelconque, qu'ils soient habiles ou inhabiles (*skilled or unskilled*) ; ceux qui ont été déportés dans l'année de leur demande d'admission aux Etats-Unis, pour avoir été persuadés ou sollicités d'émigrer comme il a été indiqué ci-dessus ; personnes dont le billet ou prix de passage aura été payé avec l'argent d'autrui, ou qui a été aidée par d'autres à venir, à moins qu'il ne soit démontré, d'une façon affirmative et satisfaisante, que cette personne n'appartient pas à une des catégories précédemment exclues, et que le billet ou prix de passage n'a été payé,

directement ou indirectement, ni par une corporation, association, société, municipalité, ni par un gouvernement étranger ; tous les enfants au-dessous de 16 ans non accompagnés par leurs parents ou par l'un des deux, à la discrétion du Secrétaire du Commerce et du Travail ou en vertu des règlements qu'il pourra édicter de temps à autre. *Sous les réserves suivantes* : Rien dans cette loi ne doit permettre d'exclure, si elles sont admissibles à tous égards, les personnes condamnées pour un fait politique n'impliquant aucune turpitude morale. Les dispositions de cet article relatives au paiement des billets ou du prix de passage par des corporations, associations ou sociétés ou gouvernements étrangers, ne s'appliqueront pas aux billets ou parcours des étrangers traversant sans arrêt les Etats-Unis pour aller dans des pays étrangers limitrophes. Des travailleurs habiles (*skilled laborers*) pourront être admis, si l'on ne peut trouver dans ce pays de travailleurs de même espèce sans emploi. Les dispositions de cette loi sur le travail par engagement n'auront pas pour effet d'exclure les acteurs de profession, artistes, conférenciers (*lecturers*), chanteurs, ministres d'une religion quelconque, professeurs de collèges ou de séminaires, personnes appartenant à une profession savante reconnue, ou individus employés exclusivement comme serviteurs personnels ou domestiques.

Art. 3. — L'introduction aux Etats-Unis de toute femme ou fille étrangère dans un but de prostitution est interdite ; quiconque, directement ou indirectement, introduira ou tentera d'introduire aux Etats-Unis, une femme ou une fille étrangère dans un but de prostitution ou tout autre but immoral, ou gardera ou essaiera de garder, dans ce but, une femme ou une fille, à la suite d'une introduction illégale ; quiconque retiendra, conservera, surveillera, tolérera, ou logera, dans une maison ou tout autre lieu, dans le même but, une femme ou une fille dans les trois ans suivant son entrée aux Etats-Unis sera, dans ces cas, considéré comme coupable de crime (*felony*) et, s'il en est convaincu, condamné à un emprisonnement maximum de cinq ans, et d'une amende de 5.000 dollars au maximum ; toute femme ou

filie étrangère qui sera trouvée logeant dans une maison de prostitution, ou s'adonnant à la prostitution, dans les trois ans après son entrée aux Etats-Unis, sera considérée comme se trouvant illégalement aux Etats-Unis et sera déportée suivant les articles 20 et 21 de la présente loi.

Art. 4. — Sera considéré comme un délit le fait par des personnes, compagnies, sociétés ou corporations, de quelque façon que ce soit, de préparer le transport, ou d'aider ou encourager en quoi que ce soit l'introduction ou l'immigration aux Etats-Unis de travailleurs avec engagement, à moins que le ou les dits travailleurs ne soient exemptés aux termes des deux dernières réserves contenues dans l'art. 2 de la présente loi.

Art. 5. — En cas de violation de l'une des dispositions de l'art. 4 de la présente loi, les personnes, sociétés, compagnies ou corporations, qui auront commis cette infraction, en aidant sciemment, encourageant, ou sollicitant l'introduction ou l'immigration aux Etats-Unis de travailleurs avec engagement, seront passibles d'une amende et paieront mille dollars pour chaque infraction. Cette amende sera poursuivie et recouvrée comme les créances équivalentes le sont actuellement devant les tribunaux des Etats-Unis, soit par les Etats-Unis, soit par toute personne qui la première intentera son action en son propre nom et pour son propre profit, y compris l'étranger auquel aura été promis le travail ou le service, quels qu'ils soient, comme il a été dit plus haut ; des poursuites séparées pourront être engagées autant de fois qu'il y aura d'étrangers dans le cas spécifié. L'attorney de district compétent aura la charge de poursuivre chaque action engagée par les Etats-Unis.

Art. 6. — Sera illégal et sera considéré comme une violation de l'article 4 de cette loi le fait d'aider ou d'encourager l'introduction ou l'immigration des étrangers aux Etats-Unis par une promesse d'emploi par voie d'annonces imprimées et publiées en pays étranger. Tout étranger venant dans ce pays en vertu d'un avis semblable sera traité comme venu en raison des promesses ou des conventions envisagées dans l'article 2 de cette loi,

e les pénalités imposées par l'article 5 de cette loi seront applicables en pareil cas, *sous cette réserve* : cet article ne s'appliquera pas aux Etats-Unis ou Territoires ou au District de Colombie et aux autres lieux soumis à la juridiction des Etats-Unis annonçant les avantages qu'ils offrent respectivement aux immigrants.

Art. 7. — Les compagnies de transport, les propriétaires de navires, ou autres personnes ayant pris l'engagement de transporter les étrangers aux Etats-Unis, ne pourront directement ou indirectement, soit par annonces écrites, imprimées ou verbales, solliciter, inviter ou encourager des étrangers à immigrer aux États-Unis. Mais cette disposition n'a pas pour effet d'empêcher les compagnies de transport de publier des lettres, circulaires, ou avis annonçant les départs des bateaux, les conditions et les facilités de leurs transports. En cas de violation de ces dispositions, ces délinquants et leurs agents seront individuellement passibles des pénalités fixées par l'article 5 de la présente loi.

Art. 8. — Toutes personnes, y compris le capitaine, l'agent, le propriétaire et le consignataire du navire, qui amèneront ou débarqueront aux Etats-Unis, par navire ou autrement, ou qui essaieront, par elles-mêmes ou par l'intermédiaire d'un autre, d'amener ou de débarquer aux Etats-Unis, par navire ou autrement, des étrangers qui n'auront pas été dûment admis par les inspecteurs d'immigration, ou n'ayant pas légalement le droit d'entrer aux Etats-Unis, seront déclarées coupables d'un délit et seront condamnées à une amende de mille dollars au maximum, et à un emprisonnement d'une durée maxima de deux ans, ou à l'une de ces deux peines seulement pour chaque étranger ainsi débarqué ou introduit, ou en cas de simple tentative.

Art. 9. — Défense sera faite à toutes personnes, y compris les compagnies de transport autres que les chemins de fer pénétrant aux Etats-Unis et venant des territoires étrangers limitrophes, ou aux propriétaires, capitaines, agents ou consignataires de navires, d'introduire aux Etats-Unis des étrangers affligés de tares, tels que des idiots, des fous, des épileptiques, des personnes atteintes de tuberculose ou d'une maladie répu-

gnante ou contagieuse. S'il était prouvé au Secrétaire du Commerce et du Travail qu'un étranger ainsi importé aux Etats-Unis se trouvait atteint de telles tares ou maladies au moment de son départ du pays étranger et que l'existence de ces tares ou maladies eût pu être révélée à ce moment par l'examen d'un médecin compétent, la personne ou la compagnie de transport ou le capitaine, l'agent, le propriétaire ou le consignataire de ce navire devrait payer au collecteur des douanes du district dans le ressort duquel se trouve le port d'arrivée la somme de cent dollars par chaque infraction à la loi. Il ne sera délivré d'acquit à aucun navire jusqu'au jugement du procès en responsabilité relatif au paiement de l'amende, et, en cas de condamnation, jusqu'au paiement de l'amende, et, il ne pourra être accordé de remise ni de réduction : *sous cette réserve* : cet acquit pourra être délivré avant le jugement du procès, s'il est déposé, pour garantir l'amende et les frais, une somme suffisante, dont le montant sera fixé par le Secrétaire du Commerce et du Travail.

Art. 10. — La décision du bureau d'enquête spéciale organisé ci-après, basée sur le certificat du médecin inspecteur, sera définitive en ce qui concerne l'exclusion d'étrangers atteints de tuberculose ou d'une maladie repoussante, contagieuse ou dange-reuse, ou d'une incapacité mentale ou physique classant ces étrangers dans une des catégories dont l'admission est interdite par l'article 2 de la présente loi.

Art. 11. — Quand le certificat du médecin du service de la santé publique ou de l'hôpital maritime des Etats-Unis constatera que l'étranger exclu est sans appui par suite de maladie, d'infirmité physique ou mentale ou de son trop jeune âge, si cet étranger est accompagné par un autre étranger dont la protection et la garde lui sont nécessaires, cette autre personne pourra être exclue elle aussi ; le capitaine, agent, propriétaire ou consignataire du navire ayant amené cet étranger, et la personne étrangère qui l'accompagne, seront tenus de rapatrier lesdits étrangers, comme cela a lieu pour les autres exclus.

Art. 12. — A l'arrivée d'étrangers par mer dans un port des

Etats-Unis, le capitaine ou l'officier commandant le vapeur, le voilier ou tout autre navire les ayant à bord, devra remettre aux fonctionnaires de l'immigration du port des listes ou rapports dressés aux temps et lieu d'embarquement de cet étranger, à bord du vapeur ou du navire.

Ces rapports devront contenir les réponses aux questions figurant en tête et donner pour chaque étranger ses noms et prénoms, son âge, son sexe, dire s'il est marié ou célibataire, quelle est sa profession ou sa situation, s'il sait lire et écrire ; indiquer sa nationalité et sa race, sa dernière résidence, les noms et adresses de ses plus proches parents dans le pays d'où il vient, son port de débarquement aux Etats-Unis, sa destination définitive, s'il en existe une, au delà du port de débarquement ; s'il a un billet de parcours pour cette destination finale, s'il paye son propre passage ou si le prix en a été payé par un tiers, par une corporation, par une société, par une municipalité ou par un gouvernement et, s'il en est ainsi, par lequel ; s'il possède 50 dollars et, s'il n'a qu'une somme inférieure, énoncer cette somme ; s'il est parti pour rejoindre un parent ou un ami et, s'il en est ainsi, quel est ce parent ou cet ami, comment il se nomme et quelle est son adresse complète ; s'il a déjà été auparavant dans les Etats-Unis, et, si oui, quand et en quel lieu ; s'il n'a jamais été en prison, ou dans un établissement de charité, ou dans une maison de santé, ou dans un asile ou hôpital pour y être soigné et traité comme fou, ou s'il a été assisté par charité ; s'il est polygame, s'il est anarchiste, s'il vient en raison d'offres, sollicitations, promesses ou conventions, expresses ou implicites, pour travailler aux Etats-Unis ; dire quelles sont les conditions de santé mentale et physique de l'étranger, s'il est contrefait ou estropié, et, dans l'affirmative, depuis combien de temps et pour quelle cause.

Le capitaine ou l'officier commandant tout navire emmenant des passagers étrangers hors des Etats-Unis sera tenu de dresser avant le départ, avec l'assistance du collecteur des douanes du port, une liste complète de tous les passagers étrangers embarqués. La liste mentionnera leurs nom, âge, sexe, nationalité, rési-

dence aux Etats-Unis, profession, et la date de leur dernière arrivée aux Etats-Unis ; aucun capitaine de navire ne recevra d'acquit pour son navire tant qu'il n'aura pas déposé cette ou ces listes entre les mains du collecteur des douanes au port de départ et prêté serment qu'elles sont complètes relativement aux noms et autres renseignements exigés par cette loi concernant chaque étranger embarqué sur son navire ; toute négligence ou omission d'exécuter les prescriptions de cet article sera punissable comme il est dit dans l'article 15 de la présente loi. Le collecteur des douanes auquel cette liste sera remise suivant les prescriptions de cet article, devra immédiatement aviser le Commissaire général de l'Immigration du dépôt de cette liste entre ses mains, et devra prendre toute nouvelle disposition qui pourra lui être imposée par les règlements qui seront édictés par le Commissaire général de l'Immigration, avec l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail, *sous les réserves ci-après* : s'il s'agit de navires faisant de fréquents voyages aux ports des Etats-Unis, le Commissaire général de l'Immigration, avec l'approbation du secrétaire du Commerce et du Travail, pourra, s'il le juge à propos, autoriser le dépôt de ces listes des partants étrangers à une date plus éloignée. Le capitaine ou l'officier commandant les navires, partant des ports des îles Philippines, de Guam, de Porto-Rico, ou d'Hawaï pour un port des Etats-Unis sur le continent nord-américain, sera tenu de remettre aux fonctionnaires d'immigration, aux ports d'arrivée, des listes ou rapports faits aux temps et lieu d'embarquement, donnant les noms de tous les étrangers à bord dudit navire.

Art. 13. — Les étrangers venant par mer dans un port des Etats-Unis seront répartis par liste en différents groupes, et chaque liste ou rapport ne devra pas comprendre plus de trente noms. A chaque étranger ou à chaque chef de famille sera donné un billet sur lequel seront écrits son nom, un chiffre ou une lettre désignant la liste où figurent son nom et les autres renseignements, ainsi que son numéro sur ladite liste pour faciliter l'identification à l'arrivée. Les listes et rapports devront tous

être certifiés par la signature et la déclaration assermentée du capitaine ou de l'officier commandant, ou encore du premier ou du second lieutenant, devant le fonctionnaire de l'immigration du port d'arrivée. L'officier déclarera qu'il a requis le médecin du bord de soumettre chaque étranger à un examen médical et à un interrogatoire et que, du rapport dudit médecin et de sa propre enquête, il a acquis la conviction qu'aucun de ces étrangers ne rentre dans l'une des catégories suivantes (idiot, fou, faible d'esprit, aliéné, pauvre, susceptible de devenir une charge publique, atteint de tuberculose ou d'une maladie répugnante ou contagieuse, condamné pour félonie, ou autre crime ou délit impliquant turpitude morale, ou convaincu d'un fait analogue, polygame, ou adepte d'une religion permettant la polygamie, anarchiste, individu engagé sur promesse ou convention, expresses ou implicites, pour accomplir un travail aux Etats-Unis, prostituée, femme ou fille venant aux Etats-Unis pour se prostituer ou dans tout autre but immoral). Il attestera en outre qu'à sa connaissance et à son avis, les renseignements contenus dans lesdites listes et lesdits rapports sur chacun desdits étrangers y mentionnés sont exacts et véridiques à tous les égards.

Art. 14. — Le médecin du navire devra aussi signer chaque liste et rapport et faire, de la même manière, devant l'officier d'immigration du port d'arrivée une déclaration assermentée mentionnant ses connaissances professionnelles et ses titres de médecin et de chirurgien, attestant qu'il a procédé à un examen personnel de chacun des étrangers qui y sont mentionnés et que ces liste ou rapport, à sa connaissance et à son avis, sont complets, exacts et fidèles dans tous leurs détails relatifs aux conditions mentales et physiques desdits étrangers. S'il n'y a pas de médecin du bord, l'examen mental et médical et la vérification des listes ou rapports manifestes devra être faite par un médecin compétent au service des propriétaires dudit navire.

Art. 15. — Si le capitaine, ou l'officier commandant le navire, omet de délivrer aux officiers d'immigration les listes ou rapports relatifs à tous les étrangers qui sont à son bord, comme l'exigent

les articles 12, 13 et 14 de cette loi, il devra payer au collecteur des douanes au port d'arrivée une somme de 10 dollars pour chaque étranger au sujet duquel il n'aura pas fait figurer sur ses listes les renseignements dans les conditions ci-dessus établies. *Sous cette réserve* : au cas où l'omission de remettre la liste des passagers, exigée par l'article 12 de cette loi du capitaine ou de l'officier commandant un navire emmenant des étrangers hors des Etats-Unis, n'aura pas eu de motifs valables, l'amende payable au collecteur des douanes du port de départ sera de 10 dollars par étranger non compris dans la liste ; mais en aucun cas les amendes réunies ne devront excéder 100 dollars.

Art. 16. — Dès la réception par les fonctionnaires d'immigration au port d'arrivée des listes ou rapports relatifs aux arrivants étrangers, conformément aux articles 12, 13 et 14 de cette loi, lesdits fonctionnaires seront tenus d'aller eux-mêmes, ou d'envoyer des auxiliaires compétents, à bord des navires auxquels se rapportent les listes et rapports, et d'inspecter ensuite ces étrangers. Lesdits fonctionnaires d'immigration pourront ordonner un transfert provisoire de ces étrangers pour les examiner aux temps et lieu fixés. Mais ce transfert provisoire ne sera pas considéré comme un débarquement et ne relèvera les compagnies de transport, les capitaines, agents, propriétaires ou consignataires des navires, sur lesquels ces étrangers auront été amenés dans un des ports des Etats-Unis, d'aucune des obligations qui, au cas où ces étrangers seraient restés à bord, en vertu des dispositions de cette loi, lient les susdites compagnies de transport, les capitaines, agents, propriétaires ou consignataires. *Sous cette réserve* : là où des constructions convenables sont employées pour la détention et l'examen des étrangers, les fonctionnaires de l'immigration seront responsables des débarqués ; et les compagnies de transport, capitaines, agents, propriétaires, et consignataires des navires se trouveront déchargés de la responsabilité de leur détention, jusqu'à ce que ceux-ci aient été remis à leurs soins.

Art. 17. — L'examen médical et mental de tous les arrivants étrangers sera passé par les médecins des services de la santé pu-

blique et des hôpitaux de la marine des Etats-Unis, ayant au moins deux ans de pratique dans l'exercice de leur profession depuis leur admission au grade de docteur en médecine. Ils porteront à la connaissance des officiers d'immigration et des bureaux d'enquête spéciale, ci-après institués, toutes les tares physiques et mentales, et les maladies qu'ils auront observées chez ces étrangers. S'il n'y avait pas de médecins disponibles dans les services de la santé publique et des hôpitaux de la marine des Etats-Unis, on pourrait recourir aux médecins-civils ayant au moins quatre années de pratique, conformément aux conditions prescrites par le Commissaire général de l'Immigration sous la direction et avec l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail.

Les services de la santé publique des Etats-Unis et des hôpitaux de la marine seront remboursés par le service de l'immigration de toutes les dépenses nécessitées par l'inspection médicale des étrangers en vertu des réglemens du Secrétaire du Commerce et du Travail.

Art. 18. — Les propriétaires, officiers ou agents de tous services ou compagnies de transport (autres que les compagnies de chemin de fer pouvant contracter des engagements spéciaux en vertu de l'art. 32 de la présente loi) amenant des étrangers aux Etats-Unis, devront prendre les mesures nécessaires pour empêcher le débarquement en des temps ou lieux autres que ceux désignés par les fonctionnaires de l'immigration. Les propriétaires, officiers, agents qui auront négligé de se conformer aux conditions présentes seront coupables de délit et punis d'une amende de cent à mille dollars par chaque étranger ainsi débarqué, et d'un emprisonnement d'un an au maximum ou de l'une de ces deux peines seulement. Chaque étranger ainsi débarqué sera considéré comme se trouvant illégalement aux Etats-Unis et sera déporté suivant les termes des articles 20 et 21 de la présente loi.

Art. 19. — Tous les étrangers introduits dans ce pays en violation de la loi seront, s'il est possible, renvoyés immédiatement dans leurs pays de provenance sur les navires qui les auront ame-

nés. Le coût de leur entretien à terre, ainsi que les frais de retour de ces étrangers, seront supportés par le ou les propriétaires des navires respectifs à bord desquels ils seront arrivés. Si les capitaines, préposés, agents, propriétaires ou consignataires de ces navires refusaient de reprendre ces étrangers, à leur bord ou à bord d'un navire appartenant aux mêmes intéressés, ou négligeaient de les garder à leur bord, ou encore refusaient ou négligeaient de les rapatrier dans le port étranger d'où ils viennent, ou faisaient payer une somme aux étrangers pour leur retour, ou leur imposaient des garanties pour ce paiement, ils seraient considérés comme coupables d'un délit et passibles de condamnation à une amende de trois cents dollars au moins par chaque infraction ; et aucun de ces navires ne pourrait quitter les ports des Etats-Unis tant qu'il resterait des amendes impayées. *Sous ces réserves* : le Commissaire général d'immigration, avec l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail, pourra, sous des conditions à déterminer par le Commissaire général, surseoir à la déportation de tout étranger venu en violation des dispositions de cette loi, si, à son avis, le témoignage de cet étranger est utile au gouvernement des Etats-Unis pour la poursuite de ceux qui ont enfreint les dispositions de cette loi. Les frais d'entretien de la personne ainsi détenue en raison de la suspension de la déportation seront payés sur le « fonds des immigrants », mais aucun étranger, ainsi qu'il est prévu à l'article 17 de cette loi, déclaré atteint de tuberculose ou d'une maladie repoussante ou contagieuse, dangereuse, autre que celles soumises à la quarantaine, ne pourra être débarqué pour être soumis à des soins médicaux dans les hôpitaux des Etats-Unis, sauf la permission expresse du Secrétaire du Commerce et du Travail. Si le certificat d'un médecin du Service de la santé publique ou des Hôpitaux de la Marine des Etats-Unis porte que la santé ou la sécurité d'un aliéné seraient mises en danger par une déportation immédiate, cet étranger pourra, aux frais du « fonds des immigrants » être maintenu en traitement jusqu'au moment où, suivant l'avis du médecin, il pourra être déporté sans inconvénient.

Art. 20. — Tout étranger qui viendra aux Etats-Unis en violation de la présente loi, ou qui y deviendra une charge publique en vertu de causes antérieures à son débarquement, devra, sur mandat du Secrétaire du Commerce et du Travail, être arrêté et renvoyé au pays d'où il vient à un moment quelconque, dans les trois ans qui suivront son arrivée aux Etats-Unis. Les frais de la déportation, y compris la moitié des frais de transport de l'intérieur jusqu'au port de rembarquement, seront payés par le patron, le mandataire, ou par toute autre personne ayant introduit illégalement l'étranger aux Etats-Unis, et, si cela ne peut être fait, les frais de retour au port de déportation seront à la charge du fonds des immigrants, prévu par l'article 1^{er} de cette loi, ceux de la déportation à partir du port seront aux frais de ou des propriétaires des navires ou compagnies de transport ayant amené ces étrangers. *Sous cette réserve.* Dans l'attente du jugement définitif de son cas, l'étranger ainsi mis en arrestation pourra être relâché, en s'engageant, sous une clause pénale d'au moins 500 dollars, avec une garantie approuvée par le Secrétaire du Commerce et du Travail, à comparaitre quand il sera requis tant aux audiences relatives à l'accusation ayant motivé son arrestation, qu'au moment de sa déportation, s'il est considéré comme se trouvant illégalement aux Etats-Unis.

Art. 21. — S'il était démontré au Secrétaire du Commerce et du Travail qu'un étranger a été trouvé aux Etats-Unis en violation de cette loi, ou qu'il est soumis à la déportation en vertu des dispositions de cette loi ou de quelque autre des Etats-Unis, il devrait faire en sorte que cet étranger soit, dans le délai de trois ans à dater de son débarquement ou de son entrée dans le pays, arrêté et renvoyé dans le pays d'où il est venu, conformément à l'article 20 de la loi. Seront punis des pénalités prévues par l'article 19 de cette loi, toute négligence, tout refus de la part des capitaines, agents, propriétaires ou consignataires de navires d'exécuter les ordres du Secrétaire du Commerce et du Travail prescrivant d'avoir à prendre à bord, de garder en lieu sûr et de rapatrier tout étranger dont la déportation aura été ordonnée par

les dispositions de cet article. *Sous cette réserve* : si le Secrétaire du Commerce et du Travail estime que les conditions physiques ou mentales de l'étranger sont de nature à exiger des soins personnels et un traitement, il pourra désigner à cet effet une personne capable qui accompagnera l'étranger à sa destination définitive et les dépenses nécessitées par un tel service seront acquittées de la même façon.

Art. 22. — Le Commissaire général d'Immigration, outre les fonctions qui lui sont assignées par la loi, aura, sous la direction du Secrétaire du Commerce et du Travail, la charge d'exécuter toutes les lois relatives à l'immigration des étrangers aux Etats-Unis, avec le contrôle, la direction et la surveillance de tous les fonctionnaires, secrétaires et employés nommés à cet effet. Il devra établir des règles et règlements, relativement aux formes, d'engagements, rapports, déclarations d'entrée et autres formules, et devra publier de temps à autre les instructions, compatibles avec la loi, qu'il croira les mieux faites pour son exécution, et pour préserver les Etats-Unis et les étrangers immigrants des fraudes et dommages. Il aura le pouvoir de contracter pour assister et secourir les étrangers tombés dans la misère ou ayant besoin de secours publics, le tout sous la direction ou avec l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail. Le Commissaire général de l'Immigration sera tenu de détacher, de temps en temps selon les besoins, les fonctionnaires du service d'immigration qu'il jugera nécessaire, pour connaître le nombre d'étrangers détenus dans les établissements pénitentiaires, dans les maisons de correction et dans les établissements charitables (publics et privés) des divers Etats et territoires, du district de Colombie et autres territoires des Etats-Unis, et d'informer les fonctionnaires de ces établissements des dispositions de la loi relatives à la déportation des étrangers qui sont devenus une charge publique. *Sous cette réserve* : Quand le Commissaire général de l'Immigration, sous l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail, le jugera nécessaire pour exécuter les dispositions de cette loi, il pourra détacher pour le service dans les pays étrangers,

des fonctionnaires d'immigration et des médecins, conformément aux dispositions de l'article 17.

Art. 23. — Les fonctions des commissaires d'immigration auront un caractère administratif. Elles seront énumérées en détail dans les règlements élaborés sous la direction ou sous l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail.

Art. 24. — Dorénavant le Secrétaire du Commerce et du Travail, sur la proposition du Commissaire général d'Immigration, nommera les inspecteurs et les autres fonctionnaires d'immigration, fixera leur traitement, l'augmentera et le diminuera, conformément à la loi sur les services civils du 16 janvier 1883, *sous cette réserve* : ledit Secrétaire, pour la mise à exécution des dispositions de cette loi excluant les travailleurs avec engagement, pourra sans en référer aux dispositions de la loi sur les services civils, ou aux différentes lois relatives à la compilation du registre officiel, employer les personnes qu'il jugera convenable, et suivant les circonstances fixer, augmenter ou diminuer leur traitement. Il pourra sur le « fonds d'immigration » prendre jusqu'à concurrence de 50 000 dollars la somme nécessaire au paiement des traitements et dépenses des personnes ainsi employées et les dépenses attenantes à cet emploi ; *Sous cette réserve* en outre que rien de ce qui est dit ici ne devra être interprété comme modifiant le mode de nominations des commissaires d'immigration dans les divers ports des Etats-Unis, prévues par la loi sur les nominations civiles du 18 août 1894 ou les statuts officiels des commissaires nommés jusqu'à ce jour. Les fonctionnaires d'immigration auront le pouvoir de faire prêter serment, de recevoir ou d'apprécier les témoignages relatifs au droit pour tout étranger de pénétrer aux Etats-Unis et, quand cela sera nécessaire, d'enregistrer par écrit les dépositions. Toute personne qui, ayant prêté serment en exécution de cette loi, aura sciemment et volontairement fait un faux témoignage ou une fausse déclaration préjudiciable en quelque manière, ou relative au droit que possède un étranger d'être admis aux Etats-Unis, sera condamnée pour faux témoignage, ainsi qu'il est prévu par l'article 5 392 des Statuts révisés

des Etat-Unis. La décision prise par tout fonctionnaire, si elle est favorable à l'admission de l'étranger, pourra être révisée par un autre fonctionnaire d'immigration, et cette revision aura pour effet de faire traduire l'étranger, dont le droit au débarquement sera ainsi contesté, devant un bureau d'enquête spéciale qui l'examinera. Tout étranger qui, aux yeux de l'inspecteur d'immigration du port d'arrivée, n'apparaîtra pas avoir clairement et indubitablement le droit de débarquer, sera détenu pour l'examen nécessaire devant un bureau d'enquête spéciale.

Art. 25. — Ces bureaux d'enquête spéciale seront constitués par les commissaires d'immigration dans les divers ports d'arrivée où cela sera nécessaire, pour la prompte solution de tous les procès relatifs aux immigrants détenus en vue des dispositions de cette loi. Ces bureaux seront composés de trois membres, choisis sur une liste des fonctionnaires du service de l'immigration, que le Commissaire général d'Immigration, avec l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail, désignera de temps à autre comme aptes à remplir ces fonctions. *Sous cette réserve* : dans les ports ayant moins de trois inspecteurs d'immigration, le Secrétaire du Commerce et du Travail, sur la proposition du Commissaire général de l'Immigration, pourra désigner d'autres fonctionnaires des Etats-Unis pour faire partie de ces bureaux d'enquête. Ces bureaux seront compétents pour décider si les étrangers dûment détenus seront autorisés à débarquer ou déportés. Ces bureaux auront leurs audiences séparément et à huis clos, ils devront tenir des procès-verbaux complets de leurs procédures et des dépositions entendues par eux. L'opinion de deux membres du bureau l'emportera, mais l'étranger, ou le membre dissident dudit bureau, pourra par l'intermédiaire du commissaire d'immigration au port d'arrivée et du Commissaire général d'Immigration en appeler au Secrétaire du Commerce et du Travail, et cet appel aura pour effet de suspendre tout acte d'exécution définitive vis-à-vis de cet étranger, jusqu'à ce que le Commissaire d'immigration au port d'arrivée ait reçu ladite décision qui sera rendue seulement sur les témoignages produits devant le bureau d'enquête

spéciale. *Sous cette réserve* : toutes les fois qu'un étranger sera exclu des Etats-Unis, en vertu de quelque loi ou traité présents ou à venir, les décisions des fonctionnaires d'immigration compétents, si elles sont défavorables à l'admission des étrangers, seront définitives, sauf un recours en appel devant le Secrétaire du Commerce et du Travail ; mais rien dans cet article ne pourra être interprété comme autorisant un appel si l'étranger est exclu comme il est prévu dans l'article 10 de cette loi.

Art. 26. — Tout étranger passible d'exclusion comme pouvant devenir une charge publique ou pour cause d'infirmité physique, autre que la tuberculose ou toute autre maladie répugnante ou contagieuse, pourra, s'il n'est pas passible d'exclusion à d'autres égards, être admis néanmoins en vertu du pouvoir discrétionnaire du Secrétaire du Commerce et du Travail, en fournissant une caution ou une garantie convenables, avec l'approbation du dit Secrétaire quant au montant de la somme et aux conditions prescrites par lui, assurant aux Etats-Unis, ou à tout Etat, territoire, comté, municipalité ou district que le dit étranger ne tombera pas à la charge publique. L'admission de l'étranger sera accordée en raison de l'engagement ou de la garantie. Une action pourra ensuite être intentée au nom et par les fonctionnaires de la loi soit du gouvernement des Etats-Unis, soit des Etat, territoire, district, comté ou municipalité dans lesquels l'étranger sera tombé à la charge publique.

Art. 27. — Aucune poursuite ou procédure pour violation des dispositions de cette loi ne sera terminée, transignée ou discontinuée sans le consentement du tribunal saisi mentionné sur les registres, avec les raisons à l'appui.

Art. 28. — Aucune disposition de cette loi ne sera interprétée comme devant avoir d'effet sur les poursuites, demandes, actions ou procédures, et les actes ou affaires criminelles ou civiles commencés lors de la mise à exécution de cette loi. Au contraire, quant à ces poursuites, demandes ou actions, procédures, actes ou affaires, les lois ou dispositions de lois abrogées ou modifiées par cette loi continueront d'être appliquées et exécutées.

Art. 29. — Les tribunaux de circuit ou de district des Etats-Unis seront par la présente loi investis d'une juridiction entière et concurrente pour toutes les causes civiles et criminelles qui naîtront des dispositions de cette loi.

Art. 30. — Tous les privilèges de change de monnaie, transports de passagers et de bagages, les droits de tenir des cantines et tous les autres avantages afférents aux stations d'immigration aux Etats-Unis seront soumis à des adjudications publiques, avec les conditions et limitations déterminées par le Commissaire général d'Immigration, sous la direction et l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail. *Sous cette réserve :* aucune boisson enivrante ne sera vendue dans ces stations ; et les recettes provenant de l'adjudication de ces concessions exclusives seront versées au Trésor des Etats-Unis, au crédit du « fonds des immigrants » prévu par l'article 1^{er} de cette loi.

Art. 31. — Dans l'intérêt de la préservation de la paix et pour pouvoir effectuer des arrestations pour crimes conformément aux lois des Etats et territoires des Etats-Unis aux lieux où sont situées les diverses stations d'immigrants, les fonctionnaires de service à ces stations devront, quand cela sera nécessaire, laisser pénétrer les fonctionnaires de l'Etat intéressé et les officiers municipaux chargés d'exécuter ces lois. A cet effet, la juridiction de ces fonctionnaires et des tribunaux du lieu s'étendra à ces stations d'immigration.

Art. 32. — Le Commissaire général d'Immigration, sous la direction ou avec l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail, devra édicter des règlements pour l'entrée et l'inspection des étrangers le long des frontières du Canada et du Mexique, de façon à ne pas inutilement retarder, gêner ou troubler les voyageurs ordinaires entre les Etats-Unis et lesdites contrées. Il pourra dans le même but conclure des conventions avec les compagnies de transport.

Art. 33. — Pour les besoins de cette loi, les mots « Etats-Unis » employés dans le titre comme dans les divers articles de cette loi, seront considérés comme comprenant les Etats-Unis, ainsi que

les eaux, territoires et autres places actuellement sujets à leur juridiction, sauf la zone du canal de l'Isthme. *Sous cette réserve* : si un étranger quitte la zone du canal et essaie de pénétrer dans une autre ville soumise à la juridiction des Etats-Unis, aucune disposition de cette loi ne pourra être interprétée comme lui permettant de venir sous d'autres conditions que celles applicables à tous les étrangers.

Art. 34. — Le Commissaire général de l'Immigration, avec l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail, pourra nommer un commissaire d'immigration pour remplir à New-Orléans (Louisiane) les mêmes fonctions que les autres commissaires d'immigration dans leurs postes respectifs.

Art. 35. — La déportation des étrangers arrêtés aux Etats-Unis, après y avoir pénétré et y avoir séjourné illégalement, comme cela est prévu par cette loi, s'effectuera pour les ports au delà de l'Atlantique ou du Pacifique, où ils auront été embarqués à destination des Etats-Unis. S'ils se sont embarqués pour un territoire étranger contigu, ils seront transportés dans le port étranger où ils se sont embarqués pour parvenir sur ce territoire.

Art. 36. — Tous les étrangers qui pénétreront aux Etats-Unis autrement qu'aux ports de mer ou villes désignés par le Secrétaire du Commerce et du Travail seront considérés comme ayant pénétré illégalement dans le pays et seront déportés suivant les art. 20 et 21 de cette loi. *Sous cette réserve* : aucune disposition de cet article ne portera atteinte au pouvoir conféré par l'article 22 de cette loi au Commissaire général de l'Immigration de prescrire des règlements pour l'entrée et l'examen des étrangers le long des frontières du Canada et du Mexique.

Art. 37. — Au cas où un étranger aurait fixé sa résidence permanente dans ce pays, puis aurait déposé sa déclaration d'intention de devenir citoyen américain et voudrait alors faire venir près de lui sa femme ou ses enfants mineurs, si ces personnes étaient trouvées atteintes d'une affection contagieuse, cette femme ou ces enfants seront gardés en vertu du règlement du Secrétaire du

Commerce et du Travail, jusqu'à ce qu'on ait déterminé si l'affection est facilement curable ou si on peut autoriser le débarquement sans danger pour autrui. Aucune exclusion ne pourra être prononcée jusqu'à ce que ces faits aient été établis : dans ce cas ils seront admis s'il n'y a pas d'autre raison de les exclure.

Art. 38. — Ne pourra pénétrer ni aux Etats-Unis, ni dans les territoires et autres lieux soumis à leur juridiction, aucune personne ennemie de tout gouvernement régulier ou y étant opposée, membre ou affiliée aux associations encourageant ou enseignant l'incrédulité ou l'opposition à l'encontre des gouvernements réguliers, ou qui prêchent ou enseignent le devoir, la nécessité ou la légitimité d'attaquer illégalement ou de tuer un ou plusieurs fonctionnaires des Etats-Unis ou de tout autre gouvernement régulier, désignés individuellement ou d'une manière générale, en raison de leur caractère public. Cet article sera exécuté par le Secrétaire du Commerce et du Travail au moyen de règlements et règles qu'il devra prescrire. Toute personne qui sciemment aidera ou favorisera les individus qui voudront ainsi pénétrer aux Etats-Unis ou dans les territoires et autres lieux soumis à leur juridiction ou qui s'entendra ou conspirera avec une ou plusieurs personnes pour permettre ou faciliter à de tels individus l'entrée aux Etats-Unis, sauf les exceptions conformes aux règles et règlements élaborés par le Secrétaire du Commerce et du Travail, sera condamnée à une amende de cinq mille dollars au maximum ou à un emprisonnement de cinq ans au plus ou aux deux peines conjointement.

Art. 39. — Par les présentes il est créé une commission, composée de trois sénateurs qui seront nommés par le Président du Sénat et de trois membres de la Chambre des Représentants nommés par le Speaker de la Chambre des Représentants et de trois autres membres nommés par le Président des Etats-Unis. La dite commission fera une enquête complète, procèdera à un examen et à des recherches, par l'intermédiaire d'une sous-commission ou autrement, sur la question de l'immigration. Aux fins des enquêtes, examens et recherches, ladite commission est autorisée

à faire venir des personnes ou des actes, et à faire tous voyages nécessaires, soit aux Etats-Unis, soit dans les pays étrangers, et par l'intermédiaire du président de la commission ou de tout autre de ses membres, à déférer des serments, à examiner les témoignages et actes relatifs à toutes matières rentrant dans ce sujet, à employer les secrétaires et autres aides nécessaires. Ladite commission fera des rapports au Congrès sur les conclusions auxquelles elle sera arrivée et fera les propositions qui à son avis lui paraîtront raisonnables. Les sommes d'argent qui pourront être nécessaires pour les enquêtes, examens et recherches seront payables par les présentes et le paiement en sera autorisé sur le « fonds d'immigration » sur un certificat du président de ladite commission, comprenant toutes les dépenses des commissaires et une indemnité raisonnable, que fixera le Président des Etats-Unis pour les membres de la commission qui ne seront pas membres du Congrès. Le Président des Etats-Unis est aussi autorisé, au nom du gouvernement des Etats-Unis, à convoquer, quand il le jugera à propos, une conférence internationale, qui s'assemblera dans un lieu à désigner, ou à envoyer des commissaires spéciaux dans les pays étrangers, pour que l'immigration des étrangers aux Etats-Unis puisse être réglée par un accord international, soumis à l'avis et à l'agrément du Sénat des Etats-Unis; pour organiser un examen mental moral et physique de ces étrangers par les consuls américains ou autres fonctionnaires du gouvernement des Etats-Unis, soit aux ports d'embarquement, soit ailleurs; pour s'assurer l'aide des gouvernements étrangers sur leur propre territoire, afin d'empêcher les individus d'échapper aux lois des Etats-Unis réglementant l'immigration; pour passer les accords internationaux convenables, de nature à empêcher l'immigration des étrangers qui, en vertu des lois des Etats-Unis, sont ou doivent être exclus du pays, et pour régler toutes matières relatives à l'immigration.

Art. 40. — Le Commissaire général de l'immigration est autorisé par les présentes à établir, sous la direction et le contrôle du Secrétaire du Commerce et du Travail, une division d'information

au Bureau d'immigration et de naturalisation que le Secrétaire du Commerce et du Travail devra pourvoir des secrétaires nécessaires. Ladite division sera tenue de favoriser une avantageuse répartition des étrangers admis aux Etats-Unis dans les différents Etats et territoires réclamant des immigrants. Elle correspondra avec les fonctionnaires des Etats et territoires, et recueillera de bonne source des renseignements utiles concernant les ressources, les produits et les conditions physiques de chaque Etat et territoire ; elle publiera ces informations en différentes langues et distribuera les publications tant aux différents étrangers admis qui demanderont ces renseignements à la station des immigrants des Etats-Unis qu'à toutes autres personnes qui le désireront.

Quand un Etat ou territoire aura nommé et subventionné un ou des agents pour le représenter aux stations d'immigration des Etats-Unis, ces agents devront, en vertu des règlements prescrits par le Commissaire général d'Immigration, sous l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail, avoir accès près des étrangers admis aux Etats-Unis, pour leur indiquer, oralement ou par écrit, les faveurs offertes par cet Etat ou ce territoire aux étrangers venant s'y établir. Dans l'exercice de leurs fonctions aux stations d'immigration, ces agents seront soumis à tous les règlements présents par le Commissaire général de l'Immigration qui, sous l'approbation du Secrétaire du Commerce et du Travail, en cas de violation des règlements, pourra refuser à l'agent coupable de cette violation, tous les privilèges que la présente loi lui accordait.

Art. 41. — Aucune disposition de cette loi ne pourra être interprétée comme s'appliquant aux fonctionnaires des gouvernements étrangers accrédités, à leurs suites, leurs familles et leurs hôtes.

Art. 42. — Il ne sera permis à aucun capitaine de bateau à vapeur ou de tout autre navire ayant pris à bord des immigrants ou passagers autres que ceux de cabine, dans les ports ou villes de pays ou puissances étrangères (sauf les ports et villes des territoires étrangers contigus aux Etats-Unis) d'amener le navire et

les passagers dans les ports ou villes des Etats-Unis si les compartiments, les dimensions et les arrangements intérieurs ci-après indiqués n'ont pas été prévus, répartis et employés pour les passagers dans toute la durée du voyage ; c'est-à-dire que, dans un bateau vapeur, les compartiments, espaces, qui ne seraient pas encombrés par le chargement, les provisions, ou marchandises, seront de dimensions suffisantes pour attribuer à chaque passager transporté 18 pieds carrés du pont pour son usage, si le compartiment ou espace est placé sur le pont principal, ou sur le premier pont immédiatement au-dessous, et 20 pieds carrés, si lesdits compartiments ou espace se trouvent sur le second pont au-dessous du principal. *Sous cette réserve* : si la hauteur entre le pont inférieur des passagers et le pont immédiatement au-dessus est moindre de sept pieds, et si les ouvertures (sauf les écoutilles de côté) donnant la lumière et l'air aux passagers du pont inférieur sont de dimension moindre que la proportion de trois pieds carrés par cent pieds carrés de pont, le navire ne pourra transporter sur ce pont un nombre de passagers supérieur à la proportion d'un passager par trente pieds superficiels du pont. Il ne sera pas permis de transporter ou d'amener des passagers sur un pont autre que les ponts ci-dessus mentionnés. Dans les navires à voiles, les passagers seront transportés seulement sur le pont (qui ne pourra être un faux pont) immédiatement au-dessous du pont principal du navire, ou sur la dunette, ou le pont construit au-dessus du pont principal ; les compartiments ou espaces, non encombrés par le chargement, les provisions ou marchandises, seront de dimensions suffisantes pour allouer cent dix pieds cubes à chaque passager transporté. Les passagers ne seront pas transportés sur les ponts intermédiaires, ni dans des compartiments, espaces ou dunettes, dont la hauteur d'un pont à l'autre serait moindre de six pieds.

Dans le compte du nombre des passagers transportés sur le navire, on ne comprendra pas les enfants au-dessous d'un an, et deux enfants d'un à huit ans seront comptés comme un seul passager ; et toute personne amenée sur ledit navire qui aura été,

durant le voyage, recueillie d'un autre navire naufragé ou en détresse en haute mer, ou en mer d'un bateau, radeau, ou autrement, ne sera pas comprise dans le compte. Le capitaine d'un navire venant à un port ou à une ville des Etats-Unis en violation de l'une des dispositions de cet article sera considéré comme coupable de délit ; et, si le nombre des passagers autres que ceux de cabine transportés dans le navire, ou dans les compartiments, espaces, ou dunettes, est plus grand que le nombre prescrit ci-dessus, le capitaine sera passible d'une amende de 50 dollars par passager excédant le nombre réglementaire, et d'un emprisonnement qui ne pourra dépasser six mois. Cet article entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1909.

Art. 43. — Sont formellement abrogées : la loi du 3 mars 1903, réglementant l'immigration des étrangers aux Etats-Unis, sauf l'art. 34, la loi du 22 mars 1904, étendant l'exemption de la taxe personnelle aux citoyens de Terre-Neuve pénétrant dans les Etats-Unis, les lois ou dispositions de lois incompatibles avec la présente. *Sous cette réserve* : cet acte ne sera pas interprété comme abrogeant, modifiant, ou amendant : les lois existantes relatives à l'immigration des Chinois ou personnes d'origine chinoise, l'article 6, chapitre 453 de la 3^e session du 58^e Congrès, voté le 6 janvier 1905, et avant le 1^{er} janvier 1909, l'article 1^{er} de la loi votée le 2 août 1882 et intitulée « Loi réglant le transport des passagers par mer ».

Art. 44. — Cette loi entrera en vigueur et sera mise à exécution à partir du 1^{er} juillet 1907 : *sous cette réserve* cependant : l'art. 39 et les dernières réserves de l'article 1^{er} de cette loi entreront en vigueur dès l'adoption de cette loi, l'article 42 seulement le 1^{er} janvier 1909.

**Loi du 2 mars 1907 relative à l'expatriation
des citoyens et à leur protection à l'étranger (1).**

Article premier. — Le secrétaire d'Etat aura un pouvoir discrétionnaire pour délivrer des passeports aux personnes qui ne sont pas citoyens des Etats-Unis aux conditions suivantes : quand une personne aura déclaré son intention de devenir citoyen des Etats-Unis, conformément à la loi et aura résidé trois ans aux Etats-Unis, un passeport pourra lui être délivré, qui lui donnera droit à la protection du Gouvernement en pays étranger : *Sous ces réserves* : Ledit passeport ne sera pas valable pendant plus de six mois, ne sera pas renouvelable, et ne donnera pas droit à la protection du Gouvernement dans le pays dont le titulaire était citoyen avant d'avoir fait sa déclaration d'intention.

Art. 2. — Tout citoyen américain sera considéré comme expatrié, quand il aura été naturalisé dans un pays étranger, conformément aux lois de ce pays, ou quand il aura prêté serment d'allégeance à un Etat étranger.

Quand un citoyen étranger naturalisé aura résidé pendant deux ans dans l'Etat étranger d'où il vient, ou pendant cinq ans dans un autre Etat étranger, il sera présumé avoir cessé d'être citoyen américain, et on considérera comme son domicile le lieu où il aura résidé pendant ce temps. *Sous cette réserve cependant* : La présomption pourra être détruite par la présentation de preuves suffisantes aux agents diplomatiques ou consulaires des Etats-

(1) *Revue de Droit international privé et de Droit pénal international*, janvier-février 1908, p. 146 147, traduction de M. P. Goulé.

Unis, suivant les règles et règlements que le département d'Etat pourra établir : *et sous cette autre réserve* ; Aucun citoyen américain n'aura l'autorisation de s'expatrier quand ce pays sera en guerre.

Art. 3. — Toute femme américaine qui épousera un étranger suivra la nationalité de son mari. A la dissolution de son mariage, elle pourra recouvrer sa nationalité américaine si elle est à l'étranger, en se faisant inscrire comme Américaine dans le délai d'un an par un consul des Etats-Unis, ou en revenant résider aux Etats-Unis, ou, si elle réside aux Etats-Unis à la dissolution de son mariage, en continuant simplement d'y résider.

Art. 4. — Toute femme étrangère, qui acquiert la nationalité américaine par son mariage avec un Américain, sera présumée la conserver à la dissolution de son mariage, si elle continue de résider aux Etats-Unis, à moins d'y renoncer formellement devant un tribunal compétent pour la naturalisation des étrangers ; si elle réside à l'étranger, elle pourra conserver sa nationalité en se faisant inscrire devant un consul des Etats-Unis dans l'année qui suivra la dissolution de son mariage.

Art. 5. — Un enfant né hors des Etats-Unis de parents étrangers sera considéré comme citoyen des Etats-Unis, si son parent est naturalisé ou réintégré dans la nationalité américaine (*by virtue of the naturalization or resumption of American citizenship by the parent*), *sous cette réserve* : si la naturalisation ou la réintégration a lieu pendant la minorité de l'enfant ; *sous cette autre réserve* : la nationalité de ce mineur n'aura d'effet qu'au jour où il résidera dans les Etats-Unis d'une manière permanente.

Art. 6. — Tous les enfants nés hors des limites des Etats-Unis, qui en sont citoyens aux termes des dispositions de l'article 1993 des Statuts révisés des Etats-Unis et qui continuent à résider au dehors, seront tenus, pour obtenir la protection de ce Gouvernement, de faire enregistrer à un consulat américain, lorsqu'ils atteindront l'âge de 18 ans, leur intention de venir résider et de rester citoyen des Etats-Unis, et en outre de prêter

serment d'allégeance aux Etats-Unis quand ils atteindront leur majorité.

Art. 7. — Les duplicatas des preuves, enregistrements, ou autres actes exigés par la présente loi seront déposés au département d'Etat pour y être enregistrés.

*Immigrants entrés chaque année aux Etats-Unis
de 1820 à 1907*

Année	Nombre	Année	Nombre	Année	Nombre
1820	8 385			1881	669 431
1821	9 127	1851	379 466	1882	788 992
1822	6 911	1852	371 603	1883	603 322
1823	6 354	1853	368 645	1884	518 592
1824	7 912	1854	427 833	1885	395 346
1825	10 109	1855	200 877	1886	334 203
1826	10 837	1856	195 857	1887	490 109
1827	18 875	1857	112 123	1888	546 889
1828	27 382	1858	191 942	1889	444 427
1829	22 520	1859	129 571	1890	455 302
1830	23 322	1860	133 143	1891	560 319
1831	22 633	1861	142 877	1892	579 663
1832	60 482	1862	72 183	1893	439 730
1833	58 640	1863	132 925	1894	285 631
1834	65 365	1864	191 114	1895	258 536
1835	45 374	1865	180 339	1896	343 267
1836	76 242	1866	332 577	1897	230 832
1837	79 340	1867	303 104	1898	229 299
1838	38 914	1868	282 189	1899	311 715
1839	68 069	1869	352 768	1900	448 572
1840	84 066	1870	387 203	1901	487 918
1841	80 289	1871	321 350	1902	648 743
1842	104 565	1872	404 806	1903	857 016
1843	52 496	1873	459 803	1904	812 870
1844	78 615	1874	313 339	1905	1 026 499
1845	114 371	1875	227 498	1906	1 100 735
1846	154 416	1876	169 986	1907	1 285 319
1847	234 968	1877	141 857	Total	25 318 067
1848	226 527	1878	138 469		
1849	297 024	1879	177 826		
1850	310 004	1880	457 257		

Rapport du Commissaire général de l'Immigration, 1907, p. 13.

Immigrants admis pendant l'année 1907

Dernière résidence	Hommes	Femmes	Total
Austria	100 899	44 093	144 992
Hungary	145 338	48 122	193 460
Belgium	4 383	2 013	6 396
Bulgaria, Servia, and Montenegro	11 165	194	11 359
Denmark	4 690	2 553	7 243
France, including Corsica	5 848	3 883	9 731
German Empire	22 000	15 807	37 807
Greece	35 151	1 429	36 580
Italy, including Sicily and Sardinia	224 598	61 133	285 731
Netherlands	4 220	2 417	6 637
Norway	14 376	7 757	22 133
Portugal, including Cape Verde and Azore islands	5 788	3 820	9 608
Roumania	2 299	2 085	4 384
Russian Empire, and Finland	169 786	89 157	258 943
Spain, including Canary and Balearic islands	4 132	1 652	5 784
Sweden	12 301	8 278	20 579
Switzerland	2 429	1 319	3 748
Turkey in Europe	20 173	594	20 767
United Kingdom :			
England	35 449	21 188	56 637
Ireland	19 027	15 503	34 530
Scotland	12 750	6 990	19 740
Wales	1 747	913	2 660
Other Europe	75	32	107
Total Europe	858 634	340 932	1 199 566
China	864	97	961
Japan	27 240	2 986	30 226
India	869	29	898
Turkey in Asia	6 132	1 921	8 053
Other Asia	324	62	386
Total Asia	35 429	5 095	40 524
Africa	1 239	247	1 486
Australia, Tasmania, and New Zealand	1 562	385	1 947
Pacific Islands, not specified	27	15	42
British North America	17 691	2 227	19 918
British Honduras	17	18	35
Other Central America	728	207	935
Mexico	1 229	177	1 406
South America	2 074	705	2 779
West Indies	11 328	5 361	16 689
Other countries	18	4	22
Total	929 976	355 373	1 285 349

Immigrants exclus et expulsés en 1907

Race ou peuple	Exclus										Expulsés		
	Idiots	Fous	Dénus de ressources	Atteints de maladies contagieuses	Condamnés	Polygâmes	Sans passeport	Prostituées	Proxénètes	Personnes accompagnant des immigrants exclus	Contracté-laboureurs	Chinois	Total
African (Black)	»	1	35	16	»	»	»	2	»	2	6	»	65
Armenian	»	»	33	50	»	»	»	»	»	1	1	»	85
Robenian and Moravian . .	»	2	29	44	1	»	»	»	»	1	2	»	49
Bulgarian, Servian, and Mon- tenegrin	1	1	176	61	4	»	»	»	»	»	344	»	500
Chinese	»	»	13	95	»	»	»	»	»	»	»	160	268
Croatian and Slovenian . .	1	3	207	410	21	1	»	»	»	2	2	»	347
Cuban	1	1	46	41	2	»	»	1	»	1	4	»	37
Dalmatian, Bosnian, and Her- zegovinian	»	1	22	8	2	»	»	»	»	»	47	»	50
Dutch and Flemish	»	4	42	8	»	»	»	1	»	»	42	»	67
East Indian	»	»	286	102	»	»	»	»	»	»	29	»	417
English	»	26	480	58	2	»	»	1	»	»	130	»	697
Finnish	»	2	48	35	»	»	»	»	»	4	»	»	89
French	»	2	66	16	»	»	»	8	»	»	48	»	110
German	3	48	380	181	46	»	»	1	»	12	33	»	644
													4
													419
													423
													8
													8
													21
													1
													7
													10
													69
													23
													32
													423

*Nombre d'Immigrants entrés par chaque port
des États-Unis en 1906 et 1907*

Port	1906			1907		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
New York, N. Y. . . .	608 647	271 389	880 036	722 730	282 026	1 004 756
Boston, Mass. . . .	37 943	24 286	62 229	45 261	24 903	70 164
Baltimore, Md. . . .	39 843	14 221	54 064	50 501	16 409	66 910
Philadelphia, Pa. . .	14 117	9 069	23 186	20 403	10 008	30 501
San Francisco, Cal. .	3 388	750	4 138	2 996	543	3 539
San Juan, P. R. . . .	1 017	435	1 452	620	311	931
Bangor, Me.	10	»	10	»	»	»
Brunswick, Ga. . . .	11	»	11	12	1	13
Charleston, S. C. . .	»	»	»	359	230	589
Fernandina, Fla. . . .	3	»	2	21	»	21
Galveston, Tex. . . .	4 611	1 590	6 201	7 317	2 525	9 842
Gulfport, Miss. . . .	21	»	21	29	1	30
Jacksonville, Fla. . .	17	3	20	23	13	36
Key West, Fla. . . .	3 688	1 631	5 319	2 509	971	3 480
Miami, Fla.	419	180	599	1 051	311	1 362
Mobile, Fla.	245	47	292	45	9	54
New Bedford, Mass. .	1 233	761	1 994	1 657	1 026	3 683
New Orléans, La. . .	1 456	595	2 051	2 411	914	3 325
Norford, Va.	47	9	56	42	1	43
Pensacola, Fla. . . .	56	»	56	32	»	32
Portland, Me.	496	318	814	944	504	1 448
Portland, Oreg. . . .	»	»	»	46	»	46
Providence, R. I. . .	17	2	19	»	»	»
San Diego, Cal. . . .	»	»	»	33	12	45
Savannah, Ga. . . .	24	2	26	30	»	30
Seattle, Wash. . . .	1 627	289	1 916	3 759	612	4 371
Tampa, Fla.	»	»	»	1 609	722	2 331
Honolulu, Hawaii . .	8 550	830	9 380	21 037	3 494	24 531
Alaska	65	8	73	53	2	55
Mexican border . . .	2 317	455	2 772	4 756	458	5 214
Through Canada :						
Atlantic ports. . .			17 233	12 954	5 717	18 671
Border stations . .	34 595	9 402	24 741	25 596	3 586	28 882
Pacific ports . . .			2 023	1 140	274	1 414
Total	764 463	336 272	1 100 735	929 976	355 373	1 285 349

Rapport du Commissaire général de l'Immigration, 1907, p. 5.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- BARNES. — « Commentaries on American Law ». Boston, 1894, t. II.
- BARTHÉLÉMY J., professeur à la Faculté de Droit de Montpellier : « Etude juridique du conflit entre le Japon et les Etats-Unis au sujet des écoles de San-Francisco. Droits des étrangers aux services publics de l'Etat de leur résidence. Difficultés internationales soulevées par la forme fédérale de l'Etat. » Paris, 1907, Pedone, 1 brochure 52 pages.
- BERNHEIMER Charles S. — « The Russian Jew in the United States ». B.-F. Buck et Co, New-York.
- BRANDENBURG Broughton. — « Imported Américans ». F.-A. Stokes, New-York.
- COMMONS J. R. — « Races and Immigrants in America ». New-York.
- DOLE C. F. — « Spirit of democracy ».
- GORDON W. Evans : « The Alien immigrant », Chas Scribner's Sons, New-York.
- GROSE H. B. — « Aliens or Americans ? » — New-York, 1906.
- HALL Prescott. — « Immigration », New-York, 1906.
- HOLT Hamilton. — « Undistinguished Americans », James Pott et Co, New-York.
- HUNTER Robert. — « Poverty », New-York, 1904.
- LEHR Ernest. — « Eléments de droit civil anglais ».
- « Etude sur le droit civil des Etats-Unis ».
- MOORE. — « Digest of International Law ».
- MONNIER Auguste. — « Les Indésirables ».
- SMITH R. M. — « Emigration and Immigration », New-York, 1890.
- STRONG Josiah. — « Our country », New-York, 1891.
- WOODS R. A. — « Americans in process », Boston, 1903.
- United States Commissioner General of Immigration Report 1907 et années précédentes.

United States Immigration Laws and Regulations of July 1, 1907, Supt of Documents, Washington, D.C., 1907.

Périodiques américains

ADDAMS Jane. — Danger to American traits and characteristics from immigration. *Educational Review*, March, 1905.

AINSWORTH F. H. — Are we shouldering Europe's Burden ? *Charities*, February 6, 1904.

ALCOTT W. S. — Modern Problems of Immigration. *New England Magazine*, July, 1906.

— America Raising Europe's standard of Living. *Charities*, May 4, 1907.

BAKER R. — Value of an Immigrant. *Arena*, May, 1906.

BRANDENBURG B. — Tragedy of the Rejected Immigrant. *Outlook*, Oct. 13, 1906.

CARR F. J. — Coming of the Italian. *Outlook*, Feb. 24, 1906.

CASTIGLIONE G. E. de P. — Italian Immigration into the United States. *American Journal of Sociology*, Sept. 1905.

COULTON E. K. — Alien Colonies and the Children's Court. *North American Review*, Nov. 1904.

CROWELL K. R. — *Coming Americans*, 63 pps. 12^o N.Y. 1906. 25 cts. Published by Congregational Home Missionary Society, 287 Fourth Ave. N.Y.C.

DAVENPORT W. E. — Italian Immigrant in America. *Outlook*, Jan. 3, 1903.

— Effects of Emigration on Italy, *Nation*, Feb. 7, 1907

FLEMING W. L. — Immigration and the Negro Problem. *World To-day*, Jan. 1907.

— From Citizenship to Exclusion, *Nation*, Feb. 21, 1907.

GORDON W. E. Whence come our Immigrants ? *Worlds Work*, April, 1903

HARRIS N. D. — Foreigner in the United States, *World To-Day*, April, 1907.

HART H. H. — Immigration and Crime. *American Journal of Sociology*, November 1896.

HUEBNER G. G. — Americanisation of the Immigrant. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Mai, 1906.

— Immigration increasing, *Scientific American*, March 16, 1907.

— Immigration to the South, *World's Work*, June 1907.

— International aspects of Immigration. *Charities*, Dec. 15, 1906.

KELLER F. A. — Immigrant Women. *Atlantic*, Sept. 1907.

KUCORA M. — Slavic Races in Cleveland. *Charities and the Commons*, January 14, 1905.

- LIPSKY H. A. — Citizen-making in Chicago. *Charities and the Commons*, March 17, 1906.
- MATTHEWS B. — American of the Future. *Century*, July, 1907.
- McDOWELL M. E. — Struggle in the Family life. *Charities and the Commons*, Dec. 3, 1904.
- McLAUGHLIN A. — Social and Political Effects of Immigration. *Popular Science Monthly*, Jan. 1905.
- MACLEAN A. M. — Significance of the Canadian Migration. *American Journal of Sociology*, May, 1905.
- NAUGHTEN T. E. — Exodus of the Irish. *Westminster Review*, January, 1902.
- OGG F. A. — American Immigration at High Tide. *World's Work*, May, 1907.
- How Immigration is stimulated. *World To-day*, 11 April, 1906.
- What an Immigrant Inspector Found in Europe. *World To-day*, August, 1906.
- Opinions of the Consuls on Immigration. *Charities*, December 15, 1906.
- ORTH S. P. — Alien Contract Law. *Political Science Quarterly*, March, 1907.
- PIERCE D. T. — Americans of the Future. *World To-day*, July 1906.
- PRINCE J. D. — Educating the Adult Immigrant. *Charities*, Feb. 16, 1907.
- REYNOLDS M. J. — Is America making criminals. *Home Missionary*, October, 1906.
- RÛS J. A. — In the Gateway of Nations. *Century*, March, 1903.
- ROBBINS J. E. — Foreign-born American. *Outlook*, Aug. 18, 1906.
- ROSSITER W. S. — Why we need the Immigrant. *Review of Reviews*, March, 1907.
- SCANLAND J. M. — Japanese Invasion. *World To-day*, Aug. 1905.
- SPECTORSKY I. — Newcomer and the Night School. *Charities*, Feb. 16, 1907.
- SPERANZA G. C. — Problem of the Immigrant. *Charities and the Commons*, Sept. 2, 1905.
- THOMSON W. H. — San Francisco and the Japanese. *World To-day*, December, 1906.
- TOSTI G. — Agricultural Possibilities of Italian Immigration. *Charities and the Commons*, May 7, 1904.
- WARD R. D. — Sane Methods of Regulating Immigration. *Review of Reviews*, March, 1906.
- WELLS H. G. — Future in America. *Harper's Weekly*, Aug. 25 th, 1906.
- WHELPLEY J. D. — Control Emigration rather than Immigration. *Independent*, Feb. 1, 1906.

- WHELPLEY J. D. — Open Door for Immigrants. *Harper's Weekly*, April 14, 1906.
- WILLCOX W. F. — Distribution of Immigrants. *Quarterly Journal of Economics*, August, 1906.
- WISBY H. — The Scandinavian-American, *North American Review*, August, 1906.

Périodiques français

- BARTHÉLÉMY J., professeur à la Faculté de Montpellier. — « L'exclusion des élèves japonais des écoles publiques de San-Francisco », *Revue de Droit International public*, sept. 1907.
- GOULÉ P. — « L'immigration aux Etats-Unis et la loi du 20 février 1907 » *Revue de Droit International privé et de Droit pénal international*, mars et décembre 1908.
- « La nouvelle loi des Etats-Unis sur l'expatriation des citoyens et leur protection à l'étranger », *Revue de Droit International privé et de Droit pénal international*, janvier 1908.
- HENRIQUES H. S. Q. — « L'Aliens Act Anglais de 1905 », *Revue de Droit international privé et de Droit pénal international*, mars 1907 et janvier 1908.
- LEHR Ernest. — « De la nationalité et de la naturalisation dans la législation des Etats-Unis », *Revue de droit international public*, 1907, p. 357.
- SIBLEY N. W. et ELIAS Alfred. — « Le droit d'asile depuis l'Aliens Act de 1905 », traduit par M. Maurice Théry, avocat à la cour de Paris, *Journal de Droit International privé*, 1907, p. 29.
- Différents articles du *Journal de Droit International privé*.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — <i>L'immigration aux Etats-Unis.</i>	
Ses causes	1
Chapitre I ^{er} . — <i>Historique de la législation.</i>	
La loi du 20 février 1907	11
Chap. II. — <i>Sources de l'immigration.</i>	
L'immigration d'autrefois et la « nouvelle immigra- tion »	26
Chap. III. — <i>Les formalités imposées aux paquebots transportant des immigrants.</i>	
Les manifestes	36
Chap. IV. — <i>Admission des immigrants aux Etats-Unis.</i>	
Les stations d'immigration, Ellis-Island.	
Les « Boards of Special Inquiry ».	
L'appel	41
Chap. V. — <i>Les « undesirables ».</i>	
Les différentes causes d'exclusion prévues par la lé- gislation américaine.	
L'expulsion des immigrants admis.	51
Chap. VI. — <i>L'exclusion des Chinois.</i>	
Chap. VII. — <i>L'exclusion des Japonais</i>	70
Le conflit entre le Japon et les Etats-Unis au sujet . de l'exclusion des enfants japonais des écoles pu- bliques de San-Francisco	88
Chap. VIII. — <i>Distribution des immigrants.</i>	
Création d'un « Bureau d'Information ».	108
Chap. IX. — <i>La naturalisation des Immigrants.</i>	
Les lois du 29 juin 1906 et du 2 mars 1907	114
Chap. X. — <i>Le bureau d'Immigration et de Naturalisation . . .</i>	131

Chap. XI. — <i>Comparaison de la législation des Etats-Unis avec les législations étrangères.</i>	
L'Aliens Act Anglais	136
CONCLUSION. — <i>Le problème de l'immigration aux Etats-Unis.</i> . .	151
Documents	163
Loi du 29 juin 1906	165
Loi du 20 février 1907	178
Loi du 2 mars 1907	203
Tables de l'immigration	206
Bibliographie	211
Table des matières	215

